

RAPPORTS  DU CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

AGISSONS MAINTENANT
POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES
MÉTIS, INUITS ET DES
PREMIÈRES NATIONS

AUTOMNE 2007 | VOLUME N° 127



Conseil national
du bien-être social

National Council
of Welfare

Canada

On peut obtenir des exemplaires de ce rapport au :

Conseil national du bien-être social
112, rue Kent, 9^e étage,
Place de Ville, Tour B
Ottawa (Ontario) K1A 0J9

Téléphone : (613) 957-2961 / Télécopieur : (613) 957-0680

Courriel : ncw@magi.com

Site Web : www.ncwcnbes.net

Also available in English under the title:

**NATIONAL COUNCIL OF WELFARE REPORTS/
FIRST NATIONS, MÉTIS AND INUIT CHILDREN AND YOUTH: TIME TO ACT**

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2007

Cat. No. HS54-1/2007F

ISBN 978-0-662-07027-6

Convention de la poste-publications n° 40065597

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada au :

112, rue Kent, 9^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0J9

Courriel : ncw@magi.com

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	1
Lettre du président du Conseil national du bien-être social	3
Personnes interviewées	5

Introduction

Agissons maintenant pour les enfants et les jeunes métis, inuits et des premières nations	7
--	---

Chapitre 1

Une population florissante : évolution de la population d'enfants et de jeunes autochtones	11
Une population jeune en croissance	11
Pressions et possibilités émergentes	13
L'avancement en âge	14
Identité autochtone : influences non démographiques	14
Une population en mouvement	17
Monoparentalité : mères et pères autochtones	18
Résumé	21

Chapitre 2

Le revenu : les enfants et les adolescents autochtones dans le besoin	23
L'écart de revenu chez les Autochtones	23
L'écart entre les sexes	25
Qualité de vie	26
La pauvreté : « des besoins de base très réels »	27
L'aide au revenu et l'aide sociale chez les Autochtones	30
Une approche globale	33
En résumé	35

Chapitre 3

Emplois autochtones : s'approprier les outils37

L'emploi autochtone s'améliore, mais il reste du chemin à parcourir	37
Chômage autochtone :	
plus important que chez les autres Canadiens et Canadiennes	38
Une différence selon les sexes	39
De profonds fossés entraînent de profondes conséquences	40
Les jeunes autochtones doivent surmonter de plus grands obstacles	41
Le cas de l'Ouest canadien :	
les bonnes conditions économiques ne suffisent pas	43
Partenaires dans la réussite	47
En résumé	48

Chapitre 4

**Les enfants et les jeunes autochtones :
éducation, langue et culture49**

Apprentissage et garde des jeunes enfants	49
De la maternelle à l'école secondaire	51
Enseignement postsecondaire	56
Langues et cultures autochtones	59
Gouvernance et ressources	63
En résumé	66

Chapitre 5

Santé, mieux-être et sécurité des enfants et des jeunes autochtones ..67

Santé et mieux-être des Autochtones	67
État de « crise » chez les enfants et les jeunes autochtones	68
Mieux-être et sécurité des femmes autochtones	71
Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations	72
Déterminants sociaux	74
Approches holistiques	75
Accessibilité	77
Progresser en partenariat	78
En résumé	80

Chapitre 6

Le logement chez les enfants et les jeunes autochtones 81

Le logement autochtone	81
Les ménages autochtones (hors réserve)	82
L'itinérance	84
Les Premières Nations sur les réserves	86
Les femmes autochtones et le logement	87
Les méthodes globales	90
En résumé	92

Chapitre 7

Les enfants et les jeunes autochtones « pris en charge » 93

Une histoire d'enfants « pris en charge »	93
La « prise en charge » aujourd'hui	95
Aucune norme nationale; financement national inadéquat	97
Facteurs de causalité	98
Aide autochtone aux enfants autochtones	101
En résumé	104

Chapitre 8

La justice et les jeunes autochtones 105

Surreprésentation des Autochtones	105
Jeunes autochtones : délinquants et victimes	106
Facteurs de causalité : 500 ans en gestation	108
Méthodes réparatrices et mesures de rechange	111
Approches holistiques : justice générale	114
En résumé	116

Pensées finales et recommandations.. . . . 117

Notes. 121

Bibliographie 131

Générique/à propos du Conseil national du bien-être social 137

Mandat du Conseil national du bien-être social 141

RÉSUMÉ

Agissons maintenant pour les enfants et les jeunes métis, inuits et des Premières Nations

brosse un portrait des peuples autochtones selon le point de vue des collectivités et des liens sociaux dont dépendent les enfants et les adolescents. Ce rapport fournit également des exemples de mesures efficaces et des recommandations pour l'avenir.

Le Conseil national du bien-être social a adopté une approche plutôt non traditionnelle dans ce rapport. Cette approche, cependant, concorde avec les efforts renouvelés en vue d'offrir des moyens aux personnes touchées par la pauvreté de se faire entendre et de travailler afin d'éliminer le problème. Chaque chapitre présente donc une sélection de faits saillants statistiques – ou de faits déplorables comme c'est trop souvent le cas – et des extraits d'entrevues avec des femmes et des hommes autochtones qui travaillent au nom des enfants et des adolescents autochtones. À certains endroits, les adolescents vous parleront directement. Pour les entrevues, nous avons changé notre style. Ainsi, les lecteurs et les lectrices ont vraiment l'impression d'entendre les témoignages personnels et non nos questions.

Chaque chapitre dans ce rapport se rattache aux autres – lorsque vous lirez le chapitre portant sur l'éducation, par exemple, vous ne pourrez pas mettre l'éducation « de côté » et passer au prochain sujet. Les problèmes et les défis sont imbriqués, tout comme la réalité. En dépit de certaines limitations, le rapport met en évidence les distinctions entre les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Il traite également des

différences entre les femmes et les hommes et de la diversité des populations en milieu urbain et rural, dans les réserves et dans les collectivités éloignées.

Ce que l'introduction et le chapitre 1 révèlent au sujet des enfants et des adolescents autochtones est l'histoire d'une population à croissance rapide, qui compte une proportion bien plus grande d'enfants et d'adolescents que la population non autochtone, mais qui a hérité du désavantage et de l'exclusion historiques. Un portrait des défis et des obstacles est brossé également, qui viennent s'ajouter à ceux auxquels sont confrontés également les autres enfants et adolescents au Canada. La pauvreté et l'inégalité auxquelles les peuples autochtones font face est largement l'histoire d'une lutte afin de surmonter l'oppression – le colonialisme, les tentatives d'assimilation forcée et les autres formes de racisme systématique qui remontent loin dans le passé.

Les chapitres 2 et 3 traitent du contexte économique de la vie des enfants. Les revenus des Autochtones s'améliorent, mais l'écart de revenu entre les Autochtones et les non-Autochtones continue de grandir, même dans des conditions économiques très favorables. Les inégalités dans l'emploi continuent d'influer sur les enfants et les adolescents autochtones, qu'ils soient des personnes à charge ou des jeunes femmes et des jeunes hommes participant à la population active. Le chapitre 4 montre qu'à partir de l'apprentissage durant les premières années jusqu'à l'éducation postsecondaire, il manque



aux jeunes autochtones un accès à l'éducation et aux autres possibilités, et ils se heurtent à l'érosion des liens familiaux, de la culture et de la langue qui pourraient les aider à grandir avec confiance et en ayant une estime de soi.

Les chapitres 5 et 6 démontrent que les enfants et les adolescents autochtones sont plus à risque, d'après presque tous les indicateurs de mieux-être, et que leur santé ne peut être dissociée de celle de leurs familles, de leurs collectivités et de leurs conditions de vie. Les conditions de logement autochtone dans les réserves et ailleurs, que ce soit en milieu urbain ou dans le Nord, sont inférieures à la norme et inadéquates à des taux disproportionnés comparativement à celles de la population non autochtone; l'itinérance est également plus répandue.

Les chapitres 7 et 8 se penchent sur les conséquences particulières d'un système qui a mal tourné. En dépit des séquelles dévastatrices du retrait, par le passé, des enfants autochtones pour les faire élever dans les pensionnats, un nombre incroyable d'enfants continuent d'être pris en charge par les autorités des services d'aide à l'enfance. De nombreux enfants autochtones pris en charge progresseront jusqu'au système de justice où les jeunes femmes autochtones, notamment, sont trop souvent victimes de crime et où les peuples autochtones sont surreprésentés parmi les adolescents en conflit avec la loi et la population carcérale.

Chaque chapitre renferme des exemples de politiques et de programmes qui sont efficaces et des suggestions précises venant de nos interviewés. Le Conseil, dans la dernière section, formule deux séries de recommandations.

La première encourage les Canadiens et les Canadiennes :

- à comprendre et à appuyer les peuples autochtones;
- à remettre en question les hypothèses et à se prononcer contre le racisme;
- à s'assurer que nos chefs politiques savent que nous voulons voir de l'action pour améliorer la vie des Autochtones.

Le Conseil adresse également une série de recommandations au gouvernement fédéral, et aux autres gouvernements, dont :

- l'adoption d'une stratégie nationale globale de lutte contre la pauvreté qui comporte une vision précise et une responsabilisation à l'égard des Premières Nations, des Métis et des Inuits, hommes et femmes également;
- des investissements immédiats afin de répondre aux besoins essentiels des enfants et des adolescents;
- une augmentation immédiate des investissements dans les programmes et les politiques qui sont efficaces ou qui se révèlent prometteurs;
- de plus grands efforts afin d'établir des cadres de gouvernance viables et équitables, en mettant de côté les querelles intergouvernementales et en adoptant des accords négociés intégrés, tout cela dans l'intérêt d'une meilleure qualité de vie des femmes, des hommes et des enfants autochtones.

C'est maintenant le temps d'agir.



Chers lecteurs, chères lectrices,

Ce rapport du Conseil national du bien-être social sur les enfants et les jeunes métis, inuits et des Premières Nations a été préparé par solidarité envers les Autochtones pour appuyer leurs demandes d'intervention, pour aider la population canadienne à mieux comprendre et appuyer les changements requis et pour presser les gouvernements d'agir sans délai, en adoptant des mesures nouvelles et audacieuses pour que les enfants et les jeunes autochtones qui vivent dans la pauvreté aient une possibilité réelle de réussir dans la vie. Le Conseil national du bien-être social n'est pas un organisme autochtone, mais il s'y connaît en pauvreté, et il sait très bien que les Autochtones en sont victimes.

Nous avons tenté, dans la mesure du possible, d'adopter une approche holistique, de relier entre eux les enjeux qui affectent les filles et les garçons, de même que les jeunes femmes et les jeunes hommes, peu importe qu'il s'agisse de membres de Premières Nations, de Métis ou d'Inuits, vivant dans des milieux urbains ou ruraux, dans les réserves ou des établissements ou encore dans les régions du Nord et de l'Arctique. Dans le présent rapport, le Conseil a adopté une approche plutôt non-traditionnelle en combinant des données statistiques qui illustrent le besoin criant de changement et les témoignages des Autochtones afin de concrétiser les chiffres cités.

Nous n'avons pas cherché à masquer la dure réalité que représente souvent la vie pour un enfant ou un jeune Autochtone. Par contre, nous voulons souligner les façons dont les peuples autochtones contribuent à améliorer leur sort. Malgré les obstacles, il y a des programmes et des politiques qui donnent des résultats, et plusieurs autres qui pourraient fonctionner si seulement le reste de la population canadienne et les divers ordres de gouvernement au Canada acceptaient d'intervenir en les appuyant et en y contribuant financièrement.

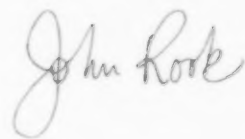
Au nom du Conseil actuel et de son personnel, je tiens à remercier toutes les personnes qui ont collaboré à ce projet, en commençant par les participants et participantes au groupe de discussion tenu en 2005 pour déterminer l'orientation du rapport. Je dois aussi remercier les femmes et les hommes dévoués qui ont accepté d'être interviewés et qui vous seront présentés dans les pages suivantes.



Il faut aussi remercier les conseillers et conseillères ainsi que les lecteurs et lectrices autochtones qui ont guidé notre travail et qui en ont assuré la qualité, y compris les anciens et anciennes membres du Conseil qui ont continué de collaborer avec nous après l'expiration de leur mandat et, finalement, d'anciens et anciennes recherchistes. À partir de la richesse des contributions de tous les intervenants et intervenantes, nous avons dû faire des choix difficiles à savoir tout ce qu'on pourrait inclure dans un seul rapport. Nous devons également souligner la collaboration passionnée de notre rédactrice qui a su assembler les divers éléments du rapport. Vous trouverez les noms de tous les collaborateurs et collaboratrices à la fin du rapport, de même que la liste des membres actuels et du personnel du Conseil.

À titre de membres du Conseil, nous sommes véritablement étonnés de la patience et de la bonne volonté manifestée par les Autochtones, puisque nous-mêmes avons vu grandir notre impatience, notre frustration et notre colère durant les travaux de recherche et la rédaction du rapport.

Nos recommandations reflètent cette impatience. Nous avons un pays riche. Nous avons la liberté de faire des choix. Nous pouvons choisir de donner aux enfants et aux jeunes autochtones un bien meilleur départ dans la vie. Il est maintenant beaucoup trop tard pour faire de petits pas timides. Désormais, il faut y aller d'une approche énergique, innovatrice et progressiste, en nous dotant entre autres d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté conçue pour les Autochtones et en collaboration avec eux et elles.



John Rook
Président

PERSONNES INTERVIEWÉES

Cindy Blackstock, membre de la Première Nation Gitksan, a œuvré dans le domaine des services à l'enfance et à la famille pendant plus de 20 ans. Elle est actuellement directrice générale de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada et coresponsable du sous-comité sur les droits des enfants et des jeunes autochtones.

David Budd, agent culturel pour les jeunes au centre Ma Mawi Wi Chi Itata à Winnipeg, au Manitoba.

Peter Dinsdale, directeur général de l'Association nationale des centres d'amitié.

Okalik Egeesiak, directrice de l'unité responsable du développement socio-économique de l'organisme Inuit Tapiriit Kanatami.

Valerie Gideon possède un doctorat et est directrice principale du Secrétariat à la santé et au développement social de l'Assemblée des Premières Nations.

Jane Gray, collaboratrice auprès de l'Assemblée des Premières Nations en tant que gestionnaire nationale de projet pour

l'Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations (ERS).

Charles W. (Charlie) Hill, membre des Six Nations et directeur général de l'Association nationale pour le logement autochtone (ANLA).

Garry Jobin, un Cri, coordonnateur de *Blade Runners*, à Vancouver, un programme lancé en 1994 visant à satisfaire les besoins en main-d'œuvre dans le domaine de la construction à l'aide de jeunes désavantagés vivant dans la rue, dont 95 p. cent sont des Autochtones et 28 p. cent, des femmes. En deux ans, l'organisme se mérita l'appui officiel du gouvernement de la C.-B. et il a remporté beaucoup de succès.

Alastair MacPhee, expert-conseil auprès du Congrès des Peuples autochtones.

Nathan Matthew possède un doctorat et est éducateur professionnel. Longtemps président du *Shuswap Nation Tribal Council*, il est actuellement représentant des Premières Nations de la Colombie-Britannique auprès du conseil consultatif sur l'éducation du ministre de l'Éducation. En 1987, il a commencé à diriger et à donner un cours national à l'Université de la Colombie-Britannique à

l'intention des directeurs et des directrices d'école des Premières Nations.

Mary Jane Norris, démographe autochtone et gestionnaire principale de la recherche, Direction de la recherche et de l'analyse, au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Catherine (Cathy) Richardson possède un doctorat en soins à l'enfance et à la jeunesse. Elle est conseillère et thérapeute familiale et défend les intérêts des enfants autochtones. Mme Richardson a rédigé une monographie sur la constitution de l'identité métisse et la résistance à la colonisation et aux mauvais traitements. Elle a travaillé en tant que conseillère dans le domaine du développement des jeunes enfants autochtones et participe de manière importante à l'avancement des pratiques axées sur les interventions et des modèles de résistance autochtone. En outre, elle oeuvre dans les domaines de l'animation culturelle, de la gestion d'organismes et de la sécurité communautaire et elle offre conseils et services à des organismes, dont les suivants : *Metis Community Services* (Victoria), *BC Yukon Transition House Society*, *Liard Aboriginal Women's Society*. Elle est présidente du *Aboriginal Family Therapy Centre*, enseigne à l'université et fait de l'éducation communautaire. Son travail

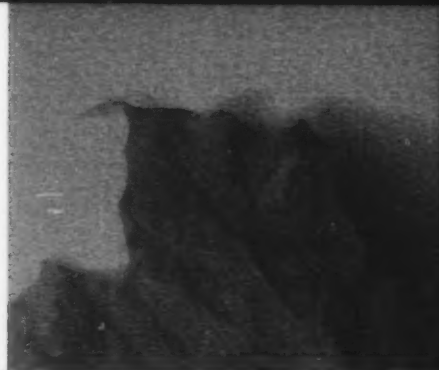
porte principalement sur l'intégration de la guérison et de la justice sociale, surtout en ce qui a trait aux victimes de violence et aux anciens élèves des pensionnats indiens. Mme Richardson est mariée, a trois enfants et vit à Cowichan Bay, sur l'île de Vancouver.

L'honorable Murray Sinclair, nommé juge de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba en 2001. Sa nomination en 1988 comme juge en chef associé de la Cour provinciale du Manitoba lui vaut le titre de premier magistrat autochtone de la province et de second au Canada. Au cours de la même année, il été nommé co-commissaire de l'enquête publique sur l'administration de la Justice et les Autochtones du Manitoba, qui s'est intéressée à la situation des Autochtones dans tous les aspects du système juridique.

Maria Wilson, coordonnatrice de la formation et du développement au sein de la section responsable du développement socio-économique de l'organisme Inuit Tapiriit Kanatami.

INTRODUCTION

AGISSONS MAINTENANT POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES MÉTIS, INUITS ET DES PREMIÈRES NATIONS



Les enfants occupent une place particulière dans les cultures autochtones. On les considère comme des dons des esprits qu'il faut traiter avec soin si l'on ne veut pas qu'ils repartent au royaume des esprits.

Commission royale sur les peuples autochtones

Au cours des dernières décennies, des dizaines de rapports ont été publiés sur les conditions de vie effroyables des enfants et des jeunes autochtones du pays. Malgré tous ces travaux de recherche, la situation demeure fondamentalement inchangée.

Pourtant, les problèmes relatifs à la pauvreté qui touchent les enfants et les jeunes autochtones sont les mêmes que ceux qui se posent dans le reste du Canada. Qui plus est, les problèmes actuels en matière de pauvreté qu'éprouvent les enfants et les jeunes autochtones risquent de s'amplifier dans le futur si nous ne nous y attaquons pas maintenant de manière appropriée.

Comme le démontrent les divers chapitres du rapport, plusieurs obstacles liés à la pauvreté attendent les enfants et les jeunes autochtones, notamment en matière de revenu, d'éducation et de culture, d'emploi, de santé, de logement, de prise en charge et de justice.

D'abord, il faut noter la grande diversité chez les Autochtones : la vie en milieu rural et urbain, les Indiens inscrits et non inscrits, les Premières Nations hors réserve et dans les réserves, les Inuits et les

Métis. Tout cela se reflète dans la multiplicité des problèmes à affronter¹. La définition des peuples autochtones ne repose pas sur un seul critère, comme l'identité ou l'origine²; les diverses sources auxquelles nous avons accès utilisent donc une variété de définitions et d'expressions.

Il n'y a pas non plus de point de vue autochtone unique sur les questions, mais plutôt une diversité de points de vue qui correspondent aux différentes visions des Autochtones.

En 2001, des 30 millions d'habitants au Canada, 976 305 ont déclaré avoir un lien avec un groupe autochtone ou plus, ou se sont déclarés Indiens inscrits ou en vertu d'un traité, ou encore étaient membres d'une réserve ou une Première Nation. Voilà la population qui fait l'objet de notre rapport.

En outre, certains répondants et répondantes ont déclaré qu'ils avaient des ancêtres autochtones même s'ils ne déclaraient pas de liens d'identité autochtone. Si on ajoute ce groupe à ceux et celles qui ont déclarés de tels liens, le total de la population avec liens autochtones s'élève à plus de 1,3 millions.

	TOTAL (tous les âges)	ENFANTS (de 0 à 14 ans)	JEUNES (de 15 à 24 ans)
TOTAL - liens d'identité autochtones	976 305	323 955	169 065
Premières Nations	608 850	213 530	103 755
Métis	292 305	84 695	52 265
Inuits	45 075	17 465	8 255
Réponses multiples et autres réponses autochtones	30 080	8 280	4 795

Source : Recensement de 2001

Bien souvent, la situation des peuples autochtones d'aujourd'hui est liée à l'arrivée des Européens au Canada³.

Dans la foulée de l'héritage colonialiste, la *Loi constitutionnelle de 1867* du Canada a attribué au gouvernement fédéral la responsabilité des Indiens et des terres réservées pour les Indiens.

La première *Loi sur les Indiens* a été adoptée en 1876. Elle était fondée sur la notion de tutelle et traitait les Indiens comme des mineurs. La *Loi* créait la notion d'Indien inscrit au Registre des Indiens tenu par le gouvernement fédéral, de même que la notion de gouvernance autochtone limitée et supervisée dans les réserves⁴.

Les Autochtones non inscrits en vertu de la *Loi* et qui vivent hors réserve sont généralement assujettis aux régimes fédéral, provinciaux et territoriaux qui s'appliquent aux autres Canadiens et Canadiennes. Or, les politiques et les

programmes en place n'ont pas été conçus pour tenir compte ni des besoins particuliers ni des conditions de vie des Autochtones, notamment la discrimination dont ils sont victimes.

Les divers groupes d'Autochtones ont des rapports différents avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux au Canada. Ils ont également une influence sur la façon d'identifier les individus. Les Autochtones comprennent les Premières nations (Indiens inscrits et Indiens non inscrits), les Métis et les Inuits.

Le mot « Indien » vient de l'époque colonialiste et a survécu en raison de son application aux personnes inscrites en vertu de la *Loi* sur les Indiens et désignées comme des Indiens inscrits. Les Indiens non inscrits sont des personnes ayant perdu leur statut d'Indien pour diverses raisons, notamment à cause de leur engagement militaire ou de leur mariage à un non-Indien, parce qu'elles n'ont jamais été inscrites ou parce qu'elles n'avaient pas le droit de l'être. De nos jours, l'expression « Premières Nations »

a remplacé le mot « Indien ». Dans ce rapport, l'expression « Premières Nations » comprend à la fois les Indiens inscrits et non inscrits, soit en milieu urbain ou rural, ou sur une réserve.

Les Métis sont des personnes d'ascendance mixte issues de mariages entre des Autochtones et les premiers Européens arrivés au pays. Au fil du temps, les Métis ont acquis une identité culturelle propre. Ce n'est que récemment qu'ils ont été reconnus légalement comme un peuple autochtone distinct.

Les Inuits ont une identité propre intimement liée au territoire géographique, puisqu'ils vivent dans les parties les plus septentrionales du Canada depuis des milliers d'années et qu'ils forment la majorité de la population de ces régions.

Comme le mentionne le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA) en 1996, plusieurs fantômes hantent les Autochtones d'aujourd'hui. Ils prennent des formes diverses : traités non respectés, vol de terres autochtones, élimination des cultures autochtones, enlèvement d'enfants autochtones, appauvrissement et suppression de la liberté d'action des peuples autochtones⁵.

À ce jour, aucune intervention gouvernementale n'a permis d'accomplir de progrès importants pour régler les questions soulevées par la CRPA. Malheureusement, peu de choses ont changé depuis la publication du rapport, malgré une succession d'accords et de publications visant à améliorer les conditions de vie des enfants et des jeunes autochtones.

Le bilan publié en 2006 par l'Assemblée des Premières Nations attribue des « F » et des « D » au gouvernement pour la façon dont il a répondu

à la plupart des recommandations de la CRPA concernant les enfants⁶.

En novembre 2005, lors de la rencontre des premiers ministres et les dirigeants d'organismes nationaux autochtones sur les questions autochtones, un accord historique a été conclu à Kelowna; il s'agissait de la première intervention digne de ce nom depuis la publication du rapport de la CRPA. On y retrouve des objectifs, des cibles et des plans de travail précis, un mécanisme d'évaluation et la reddition de comptes. Toutefois, le gouvernement du Canada n'a pas respecté l'engagement alors pris.

Le Conseil reconnaît que les Autochtones, particulièrement les enfants et les jeunes, comptent parmi les Canadiens et Canadiennes les plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. C'est à cause des conditions de vie des enfants et des jeunes autochtones que le Conseil exige l'adoption d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté⁷.

C'est dans cette perspective que le Conseil a préparé ce rapport qui :

- rassemble des renseignements de sources diverses concernant plusieurs questions;
- met en lumière des données nouvelles et des données jusqu'à maintenant ignorées ou sous-utilisées;
- est axé sur d'abondantes entrevues avec des spécialistes des questions autochtones;
- a été rédigé à la suite de consultations importantes auprès de personnes et d'organisations représentant des Métis, des Inuits et des Premières nations, et d'après leurs observations.

Dans la mesure du possible et malgré la nature sombre des questions abordées et tout ce qui doit être entrepris, nous avons fourni des exemples de réussites et de pratiques prometteuses.

Compte tenu de l'interdépendance de tous les facteurs qui contribuent à la pauvreté chez les enfants et les jeunes autochtones, nous invitons les lecteurs et lectrices à prendre du recul par rapport aux différentes questions et à considérer la situation dans son ensemble.

CHAPITRE 1

UNE POPULATION FLORISSANTE : ÉVOLUTION DE LA POPULATION D'ENFANTS ET DE JEUNES AUTOCHTONES



Le succès que nous obtiendrons, en tant que société, en vue de permettre aux mères seules autochtones d'améliorer leur situation financière aura un effet considérable sur les enfants autochtones et sur l'avenir du Canada.

Jeremy Hull, *Les mères seules autochtones au Canada*

Toute étude portant sur les Premières Nations, les Métis et les Inuits au Canada doit tenir compte de l'évolution démographique des dernières décennies. La population canadienne dans son ensemble vieillit rapidement, tandis que la population autochtone est beaucoup plus jeune¹. Le taux de croissance de la population autochtone au Canada a été beaucoup plus élevé au cours des dernières décennies que celui de la population non autochtone.

L'expansion de la population de jeunes autochtones, qui se produit alors que la cohorte des baby-boomers vieillit, pose des défis en matière de garde d'enfants, d'éducation et de logement, mais pourrait également mener à des possibilités de travail et d'emploi sans précédent pour les jeunes autochtones.

UNE POPULATION JEUNE EN CROISSANCE

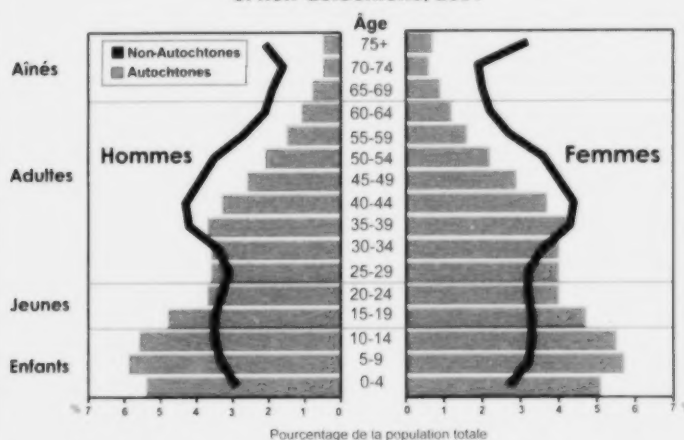
De manière générale, la population autochtone est en croissance. Elle représentait en 2001 une proportion plus élevée de la population canadienne qu'en 1996²; comme on le mentionnait précédemment, il s'agit d'une population beaucoup plus jeune que l'ensemble de la population.

Comme l'a signalé la démographe Mary Jane Norris :

[Traduction] *Premièrement, la population autochtone continue d'afficher une très jeune structure par âge, particulièrement si on la compare à l'ensemble de la population non autochtone. La structure par âge actuelle est attribuable aux taux de fécondité très élevés que l'on retrouvait chez les Autochtones.*

Le graphique 1.1 illustre le contraste entre le vieillissement de la population canadienne non autochtone et celui de la population autochtone.

Graphique 1.1 : Répartition selon l'âge de la population autochtone et non-autochtone, 2001



Source : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone

La proportion d'enfants et de jeunes autochtones par rapport aux enfants et aux jeunes non autochtones est plus grande que celle de l'ensemble des Autochtones par rapport à l'ensemble de la population canadienne : les enfants autochtones de moins de 15 ans représentent 5,6 p. cent de tous les enfants canadiens, tandis que les Autochtones ne représentent que 3,3 p. cent de la population totale³.

Les enfants autochtones de moins de 15 ans représentaient 33 p. cent de la population autochtone totale en 2001, tandis que les enfants non autochtones ne représentaient que 19 p. cent de la population non autochtone⁴. Les jeunes autochtones de 15 à 24 ans représentaient 17 p. cent de l'ensemble de la population autochtone alors que les jeunes non autochtones ne représentaient que 13 p. cent de la population non autochtone⁵.

La population des Premières Nations vivant dans des réserves est encore plus jeune que la population autochtone totale, puisque 54 p. cent de tous ceux et celles qui y vivaient en 2001 avaient moins de 25 ans. De la population autochtone hors réserve, les moins de 25 ans formaient 49 p. cent du total, et la moitié d'entre eux vivaient dans les grandes villes⁶.

La population inuite était la plus jeune puisque 57 p. cent de ses membres avaient moins de 25 ans et 39 p. cent, moins de 15 ans. Les Métis de moins de 25 ans représentaient 47 p. cent de la population métisse totale, et les jeunes de moins de 15 ans, 29 p. cent⁷.

Dans plusieurs provinces, les enfants autochtones représentent près du quart de tous les enfants : ils sont 25 p. cent en Saskatchewan et 23 p. cent au Manitoba. Proportionnellement, ils sont plus nombreux que les 14 p. cent que représente la population autochtone dans chacune des provinces par rapport à l'ensemble de la population provinciale⁸.

L'âge médian⁹ de la population autochtone est beaucoup plus bas que celui des autres Canadiens et Canadiennes :

- L'âge médian de la population autochtone au Canada est de 24,7 ans, allant de 20,6 ans pour les Inuits à 27 ans pour les Métis.
- L'âge médian de la population non autochtone est de 37,7 ans, soit 13 ans de plus que celui de l'ensemble de la population autochtone.

- Au Nunavut, l'âge médian de la population autochtone est de 19,1 ans.
- En Saskatchewan, l'âge médian de la population autochtone est de 20,1 ans.
- Au Manitoba, l'âge médian de la population autochtone est de 22,8 ans¹⁰.

Statistique Canada prévoit que les Autochtones âgés de 0 à 14 ans représenteront 7,4 p. cent de tous les enfants au Canada en 2017, comparativement à 6 p. cent en 2001¹¹. De même, en 2017, les adultes autochtones de 20 à 29 ans devraient représenter 5,3 p. cent¹² des jeunes adultes non autochtones, comparativement à 4,1 p. cent en 2001.

À titre d'exemple supplémentaire, les enfants autochtones devraient représenter, en 2017, 35 p. cent de la population totale d'enfants en Saskatchewan, 30 p. cent au Manitoba et 11 p. cent à Terre-Neuve-et-Labrador¹³.

En Saskatchewan et au Manitoba, la population autochtone adulte passera de 17 p. cent et de 16,6 % respectivement en 2001 à 30,3 p. cent et 23,5 p. cent respectivement en 2017¹⁴, ce qui entraînera des changements importants dans la composition de la jeune main-d'œuvre.

PRESSIONS ET POSSIBILITÉS ÉMERGENTES

Cette jeune population autochtone pose des défis importants pour le système de garde d'enfants, le système d'éducation, l'accès à des logements appropriés et, en bout de ligne, pour la main-d'œuvre.

Mme Norris ajoute ceci :

[Traduction] Bien que les niveaux de fécondité soient en baisse chez les Autochtones, ils demeurent relativement élevés, particulièrement en comparaison avec ceux de la population générale. La population autochtone vieillit, mais on peut caractériser plus exactement ce phénomène par le passage de l'âge de la jeunesse à l'âge de l'entrée sur le marché du travail, comparativement au reste de la population qui passe progressivement de l'âge d'occuper un emploi à l'âge de la retraite.

Ces contrastes démographiques pourraient amener les deux populations à nécessiter l'application de politiques différentes. Plusieurs des préoccupations majeures des Autochtones d'aujourd'hui concernent davantage la jeunesse. Par exemple, le niveau d'instruction, l'entrée sur le marché du travail, la participation à la vie active, l'emploi et le chômage constituent des problèmes de taille pour les populations autochtones dont une proportion élevée s'apprête à intégrer le marché du travail.

La croissance de la population et les changements à la structure d'âge affecteront aussi la demande future d'autres services comme le logement, surtout parce que les enfants d'aujourd'hui deviendront les adultes de demain, qu'ils entreront sur le marché du travail et qu'ils quitteront le foyer familial pour fonder leur propre famille. Ces tendances devraient entraîner une demande de nouveaux logements.

Par ailleurs, les questions qui concernent l'ensemble de la population portent davantage sur des aspects comme la retraite, la pénurie de main-d'œuvre et les besoins de main-d'œuvre.

Toutefois, Mme Norris fait preuve d'un certain optimisme face à ces différences démographiques :

[Traduction] *Malgré tout, les questions qui touchent les deux populations peuvent être reliées, surtout dans les provinces moins peuplées où la présence autochtone est élevée. En Saskatchewan, par exemple, où les pénuries de main-d'œuvre posent problème, la population de jeunes autochtones devrait représenter une part de plus en plus considérable de la population provinciale en âge de travailler.*

L'augmentation de la présence de jeunes autochtones en âge de travailler pourrait contribuer à combler les besoins futurs en main-d'œuvre.

Toutefois, pour que les jeunes autochtones puissent combler la pénurie de main-d'œuvre croissante, il faudra aborder l'importante question de la discrimination raciale systémique¹⁵. Comme il est mentionné dans le chapitre sur l'emploi, même avec un niveau d'éducation comparable, les Autochtones réussissent moins bien sur le marché du travail que leurs homologues non autochtones.

L'AVANCEMENT EN ÂGE

Le recensement de 2001 révèle que si les Autochtones sont dans l'ensemble beaucoup plus jeunes que la population non autochtone, ils commencent aussi à vieillir en raison notamment de la meilleure espérance de vie et de la baisse du taux de natalité. Le pourcentage d'enfants autochtones de moins de 15 ans par rapport à l'ensemble de la population autochtone devrait

diminuer d'ici 2017 et passer de 33 p. cent à 29 p. cent¹⁶.

Mme Norris poursuit ainsi :

[Traduction] *La structure par âge de la population autochtone devrait afficher un vieillissement en raison de la baisse du taux de fécondité et d'une diminution du taux de mortalité (augmentation de l'espérance de vie). En règle générale, il faut s'attendre à une augmentation plus forte au sein des groupes d'âge plus avancés, donc à la diminution de la proportion d'enfants et de jeunes. Même si le nombre d'enfants augmente, la plus forte croissance des cohortes plus âgées contribuera à réduire la proportion d'enfants.*

Bien que la situation aura des conséquences sur la croissance de la population d'Autochtones âgés, les répercussions seront ressenties beaucoup plus tard que dans la population de non Autochtones âgés. Ainsi, l'âge médian des Autochtones devrait passer de 24,7 ans en 2001 à seulement 27,8 ans d'ici 2017¹⁷. Statistique Canada note que le taux de natalité chez les Autochtones est toujours près de 1,5 fois supérieur au taux de l'ensemble de la population¹⁸.

IDENTITÉ AUTOCHTONE : INFLUENCES NON DÉMOGRAPHIQUES

AUTO-IDENTIFICATION

Si l'augmentation de la population autochtone est attribuable en partie au taux de natalité, elle résulte aussi du nombre croissant de citoyens et citoyennes qui se sont identifiés comme Autochtones lors des récents recensements. Les enfants et les jeunes s'identifient comme

Inuits, Métis, membres d'une Première Nation ou d'origines multiples. De plus en plus d'Autochtones choisissent de s'identifier comme tels et tout particulièrement, on observe une augmentation marquée de l'auto-identification au sein de la population métisse.

Selon Mme Norris,

[Traduction] La mobilité ethnique, y compris la transmission d'identité intragénérationnelle et intergénérationnelle, peut également affecter la croissance de la population, y compris celle des enfants et des jeunes. L'analyse des données de recensement indique que la mobilité ethnique a eu des répercussions sur le dénombrement de la population autochtone.

Par exemple, la population métisse est passée de 204 115 en 1996 à 292 310 personnes en 2001¹⁹. Plus de deux tiers de cette croissance démographique sont attribuables à de nouvelles

identifications. La proportion est moindre pour les Premières Nations et les Inuits, mais demeure importante.

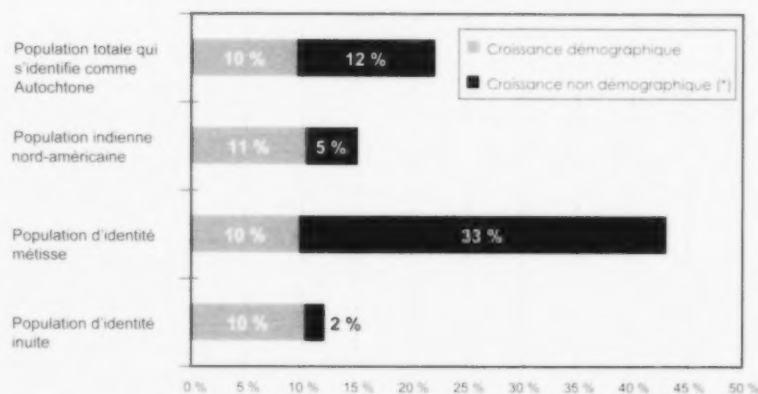
Mme Cathy Richardson précise qu'en raison du passé colonialiste, après 1885 (la dernière bataille fédérale contre les Métis), les Métis ont perdu le droit de constituer une nation et une collectivité. Par conséquent, plusieurs d'entre eux ont préféré l'anonymat. Depuis, plusieurs Métis ont dissimulé leur identité culturelle et n'ont pas dit à leurs enfants qu'ils étaient Métis:

[Traduction] L'examen des données des recensements qui ont suivi cette période, soit aux environs de 1885, montre que soudainement, presque plus personne ne s'inscrivait à titre de Métis, bien que les Métis étaient nombreux à être demeurés dans cette région. Le nombre de personnes se disant Français, Italiens ou d'une autre nationalité a toutefois augmenté. Essentiellement, les Métis se sont faits discrets et se sont déplacés vers l'Ouest dans une sorte d'exode.

Plus loin, Mme Norris souligne que cette croissance :

[Traduction] ... n'est pas uniquement dans l'Ouest. Bien que la plus importante concentration de Métis ait été en Alberta en 2001 (elle représentait près de 23 p. cent de la population totale de Métis au Canada), le nombre de Métis s'est accru dans les 10 provinces du Canada et a plus que doublé en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse entre 1996 et 2001²⁰.

Graphique 1.2 : Deux sources de croissance de la population autochtone – sources démographique et non démographique*, 2001



(*) Les facteurs non démographiques qui affectent la croissance s'expliquent par un sous-dénombrement net et par des changements dans les résultats d'un recensement à l'autre

Source : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone

Si le fait que les Autochtones ne se soient pas toujours auto-identifiés a des répercussions sur les données démographiques, il se pourrait qu'au fur et à mesure que les Autochtones prennent conscience et soient fiers de leur héritage, ils seront de plus en plus nombreux à s'auto-identifier, ce qui continuera de faire augmenter le nombre connu d'Autochtones.

STATUT ET LOI SUR LES INDIENS

Par ailleurs, la population d'Indiens inscrits diminue en raison des règles concernant le droit à l'inscription. En 1985, le gouvernement du Canada a adopté le projet de loi C-31, qui modifiait les dispositions de la *Loi sur les Indiens* applicables à l'inscription des Indiens et à l'appartenance aux bandes²¹.

Par suite de l'adoption du projet de loi C-31, la *Loi sur les Indiens* prévoit deux types d'inscription au Registre. Aux termes du paragraphe 6(1), un enfant est inscrit au Registre des Indiens lorsque ses deux parents ont ou avaient droit à l'inscription; l'inscription de l'enfant peut aussi être effectuée aux termes du paragraphe 6(2), lorsque l'un de ses parents a ou avait droit à l'inscription en vertu du paragraphe 6(1).

Lorsqu'un père Indien n'est pas inscrit ou n'est pas reconnu comme tel par le gouvernement, il y a perte d'avantages et de droits pour son enfant et les enfants qui suivront, s'il se produit des naissances successives issues d'unions mixtes. Le projet de loi C-31, en vertu duquel on redonne le statut d'Indienne inscrite aux femmes qui l'ont perdu par suite d'une union mixte, de même qu'à leurs enfants, (la limite de la deuxième génération), n'a pour effet que de reporter les effets discriminatoires aux générations

subséquentes. L'article 6 se traduit par une perte de l'inscription après deux générations consécutives d'enfants issus d'unions avec des partenaires non inscrits, et l'on prévoit qu'il aura pour effet d'éliminer l'inscription au Registre dans un avenir prévisible, car de plus en plus de membres des Premières Nations ont des enfants avec des personnes non inscrites²².

Les avantages conférés par l'inscription au Registre sont d'une grande importance pour les femmes des Premières Nations, qui demeurent la plupart du temps les principales dispensatrices de soins aux enfants. Les avantages tangibles qui accompagnent l'obtention de l'inscription au Registre des Indiens sont souhaitables : accès et droit aux programmes offerts par Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), avantages fiscaux pour les personnes inscrites qui possèdent des biens immobiliers dans les réserves, et accès à des programmes nationaux tels que les programmes relatifs aux études postsecondaires et aux services de santé non assurés. Il existe aussi d'autres avantages intangibles que l'inscription peut procurer, par exemple l'identification personnelle, collective et culturelle²³.

L'inscription détermine aussi l'appartenance aux bandes dont les listes de membres sont tenues par AINC qui, à son tour, régit souvent l'accès aux ressources des bandes. Un enfant des Premières Nations, à qui l'on a refusé l'inscription, se verra aussi refuser l'appartenance à la bande dans les cas où la liste des membres est gérée par AINC. On peut aussi lui refuser l'appartenance à la bande lorsque celle-ci est en charge de la liste de membres en vertu de la *Loi sur les Indiens*, bien que cela dépende entièrement des règles régissant l'appartenance à l'effectif de la bande.

Selon Mme Norris :

[Traduction] De même, il y a d'autres facteurs législatifs (Loi sur les Indiens) et identitaires (mobilité ethnique) pouvant affecter un groupe plus qu'un autre. Certains de ces facteurs peuvent affecter la population d'enfants du groupe.

Par exemple, la croissance du nombre d'enfants au sein de la population inscrite sera affectée par les dispositions ajoutées à la Loi sur les Indiens en 1985 concernant les règles d'hérédité et l'exogamie. Le déclin du nombre d'enfants inscrits pourrait se produire par exogamie (union entre une personne inscrite et une autre non inscrite), puisque le statut des parents détermine l'admissibilité des enfants. Après deux générations successives d'enfants issus d'une union mixte, les descendants n'ont plus droit d'être inscrits et ne font plus partie de la population d'Indiens inscrits.

D'autre part, ces mêmes enfants qui ne peuvent être inscrits pourraient contribuer à l'accroissement de la proportion d'Indiens non inscrits. En d'autres mots, en plus des questions de fécondité, les dispositions de la Loi sur les Indiens et les mariages mixtes peuvent être des facteurs qui contribuent à l'augmentation du nombre d'Indiens non inscrits. Ces tendances entraîneront aussi un accroissement de la perte de droits et de privilèges, comme les services de santé non assurés pour les enfants et les jeunes.

Bien que l'on puisse s'attendre à ce que les enfants constituent une proportion de plus en plus importante de la population non inscrite, on prévoit une baisse du nombre d'enfants et de jeunes des autres groupes autochtones (Métis, Inuits, Indiens inscrits) en raison d'une baisse du taux de fécondité et aussi des dispositions de la Loi sur les Indiens dans le cas des Indiens inscrits.

Non seulement y a-t-il fluctuation de la population autochtone, mais les Autochtones eux-mêmes sont plus mobiles que la population non autochtone, particulièrement la population autochtone vivant en milieu urbain, qui déménage fréquemment.

UNE POPULATION EN MOUVEMENT

Une différence importante qui caractérise la situation de plusieurs Autochtones et non Autochtones est leur mobilité. Par exemple, les Autochtones vivant hors réserve sont deux fois plus susceptibles de déménager au cours d'une année donnée que les non-Autochtones²⁴. Environ 30 p. cent de la population autochtone des grandes villes déménage chaque année²⁵.

Les membres des Premières Nations qui vivent dans les réserves déménagent beaucoup moins souvent, un peu à l'image des non-Autochtones des grandes villes²⁶. Les Inuits, qui selon les données du recensement de 2001 vivent dans le Nord dans une proportion de 86 p. cent, sont également moins mobiles et la plupart de leurs déménagements se font au sein d'une même collectivité²⁷.

La plupart des Indiens non inscrits (73 p. cent) et des Métis (68 p. cent) vivent dans des villes. Les Inuits vivent surtout en milieu rural, dans des régions éloignées et dans des collectivités accessibles par avion (69 p. cent). Près de la moitié (49 p. cent) des Indiens inscrits vivent dans des réserves²⁸.

Mme Norris décrit ainsi cette grande mobilité :

[Traduction] Le « roulement » fait référence aux taux très élevés de mobilité et de migration en

	TOTAL	Milieu urbain	Milieu rural hors réserve	Dans les réserves
TOTAL - liens d'identité autochtones	976 305	494 095	196 130	286 080
Premières Nations	608 850	263 250	73 190	272 410
Métis	292 305	199 015	85 970	7 315
Inuits	45 075	12 195	31 070	1 810
Réponses multiples et autres réponses	30 080	19 635	5 900	4 545

Source : Recensement de 2001

milieu urbain, aux taux élevés d'immigration et d'émigration (vers la ville et hors de la ville, entre les réserves et les villes) et aux taux élevés de mobilité résidentielle à l'intérieur des villes. Ces taux de mobilité et de migration élevés peuvent avoir certaines répercussions, notamment sur la prestation des programmes et des services, de même que des effets nuisibles pour les familles et les enfants. Cela est particulièrement vrai dans le domaine de l'éducation, où la grande mobilité et les changements peuvent avoir des effets négatifs sur les résultats scolaires des enfants.

Les conséquences pour les Autochtones et pour leurs collectivités de ce roulement élevé pourraient être les suivantes :

- instabilité et dissolution de la famille;
- marginalisation économique;
- taux élevés de victimisation et de criminalité;
- perturbation de la prestation de services de santé, des services sociaux et des services d'éducation;

- effet négatif sur le développement culturel en milieu urbain;
- faible cohésion sociale dans les collectivités urbaines plus vastes et les quartiers où vivent les Autochtones²⁹.

Les répercussions potentielles sont exacerbées dans le cas d'une famille monoparentale, d'une famille à faible revenu ou d'une famille ayant de grands besoins.

MONOPARENTALITÉ : MÈRES ET PÈRES AUTOCHTONES

Les femmes autochtones sont le plus souvent les principales responsables des soins de l'enfant, bien qu'elles aient de plus faibles revenus et soient plus touchées par le chômage que les hommes autochtones ou d'autres femmes.

La monoparentalité est deux fois plus élevée chez les Indiennes inscrites que chez les autres Canadiennes. En 1996, plus de 25 p. cent

d'enfants indiens inscrits vivaient avec une mère de famille monoparentale, comparativement à 14 p. cent des enfants non autochtones³⁰. Le phénomène de la monoparentalité chez les Inuits n'est pas aussi répandu que chez les autres Autochtones, mais il est plus fréquent que chez les familles non inuites³¹.

Les probabilités que les femmes autochtones de 15 à 24 ans soient seules à diriger une famille sont au moins trois fois plus élevées que pour le même groupe d'âge dans la population en général; une mère autochtone sur trois se retrouve dans cette situation³². Bien que plusieurs femmes autochtones et leurs enfants connaissent les effets préjudiciables de la pauvreté, les mères adolescentes et leurs enfants en souffrent de manière disproportionnée.

En 2001, dans les réserves, 32 p. cent des enfants des Premières Nations vivaient avec un seul parent, comme le montre le graphique 1.3. Dans les grandes régions métropolitaines de recensement (RMR), 18 p. cent des enfants non autochtones vivaient avec un seul parent, comparativement à 46 p. cent dans le cas des enfants autochtones³³.

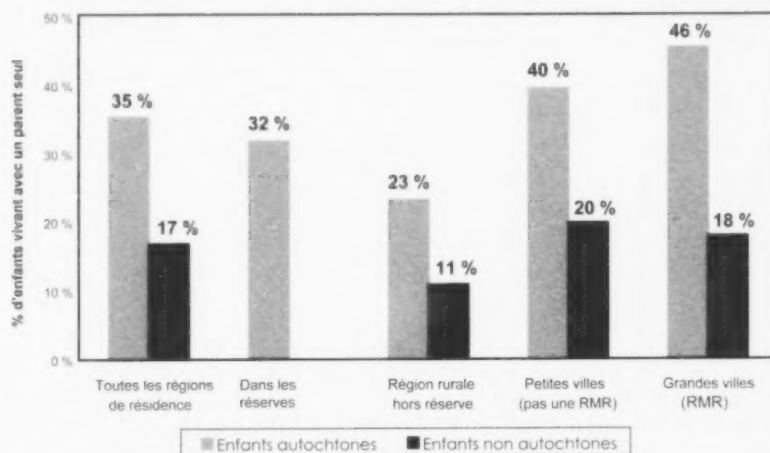
Des données plus précises de 2002-2003 tirées de l'Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations (ERS) indiquent que presque tous les enfants des Premières Nations (94,6 p. cent) vivaient

avec un de leurs parents ou avec les deux. De ce groupe, 54,6 p. cent vivaient avec les deux parents et 40 p. cent étaient élevés dans une famille monoparentale³⁴.

Mme Richardson note ce qui suit au sujet de l'histoire des Métis, de la migration et de la monoparentalité :

[Traduction] *Traditionnellement, les familles étaient ce que nous pourrions appeler des familles élargies ou des familles vivant en collectivité, au sein desquelles il était fréquent de retrouver les grands-parents ou une tante ou un oncle. En très peu de temps, les familles sont devenues des familles nucléaires, puis des familles monoparentales comme c'est souvent le cas aujourd'hui. Ces familles vivent en milieu urbain ou dans des villes où l'on trouve peu de ressources et elles sont plus vulnérables au flux des industries et beaucoup plus exposées à des problèmes reliés à la pauvreté.*

Graphique 1.3 : Proportion des enfants autochtones vivant dans une famille monoparentale selon le lieu de résidence, 2001



Source : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone

De toute évidence, la forte incidence de monoparentalité a des conséquences pour le mieux-être social et la prospérité économique des enfants et des jeunes autochtones qui dépendent d'un seul parent. De plus, les difficultés des jeunes mères autochtones sont doubles, car elles et leurs enfants en sont affectés.

Ce facteur critique a été reconnu dans le cadre de l'*Indigenous Fathers' Project*, un projet de l'Université Victoria visant les pères autochtones. Ce projet, qui constitue un premier regard sur les pères autochtones en Amérique du Nord, a permis d'interroger 80 hommes de tout âge et de toute formation; certains d'entre eux élevaient seuls leurs enfants, et d'autres hommes n'avaient jamais vu leurs enfants³⁵.

La prémisse de cette étude est que les pères autochtones ont été ignorés comme groupe d'intervenants et ressource pour les enfants et les jeunes autochtones. La faible participation des pères autochtones aux soins des nourrissons et des jeunes enfants a été relevée lors de recherches faites par des collectivités autochtones qui collaboraient à l'étude. Cette dissociation ne peut être traitée distinctement des taux de pauvreté, de maladie, de blessure et de mortalité prématurée qui sont plus élevés chez ces hommes que chez les hommes non autochtones, ni de normes plus faibles qui s'appliquaient à ceux-ci en matière de logement.

L'étude a permis de constater que :

[Traduction] De tous les grands déterminants de la participation des pères autochtones à l'éducation de leurs enfants, un des plus importants est la pauvreté. Dans l'étude, bien que 61 p. cent des pères occupaient au moins

un emploi à temps partiel, 37,5 p. cent vivaient bien au-dessous du seuil de pauvreté³⁶.

Des pères autochtones ont demandé à participer à l'étude. L'un d'eux estime que :

[Traduction] Le simple fait de raconter son histoire éclaire les difficultés que vivent certains hommes autochtones pour apprendre ce que c'est d'être père et de savoir comment maintenir un lien avec leurs enfants³⁷.

Le grand chef des Carrier Sekani, Ed John, a résumé ainsi la situation : « Les pères autochtones sont probablement la ressource la moins utilisée pour améliorer la qualité de vie des enfants autochtones³⁸. » [Traduction]

Il convient de noter que seulement 0,6 p. cent des enfants non autochtones qui habitent dans les grandes régions urbaines vivent soit avec un membre de la parenté autre qu'un de leurs propres parents, soit avec une personne non apparentée, comparativement à près de 5 p. cent des enfants autochtones³⁹. Par conséquent, les enfants autochtones sont sept à huit fois plus susceptibles que les enfants non autochtones d'être élevés par quelqu'un d'autre que leurs parents. Cela peut en grande partie être relié au nombre d'enfants autochtones pris en charge, comme il est mentionné ailleurs dans cet autre chapitre. Cela reflète aussi la structure de la famille élargie et les coutumes d'adoption chez les Autochtones. Dans la culture inuite, par exemple, les couples qui ne peuvent concevoir peuvent faire une demande d'adoption auprès d'une famille ayant plusieurs enfants. Les gouvernements du Nord ont maintenant légalisé les pratiques d'adoption traditionnelles⁴⁰.

Pour M. Dinsdale, le succès dans l'amélioration des vies des enfants et des adolescents autochtones se rattache étroitement aux femmes autochtones, à la collaboration et à une approche de gouvernance globale :

[Traduction] *Je pense que la Commission royale sur les peuples autochtones établit vraiment le cadre d'édification de la nation. Elle parle de réconciliation. Nous devrions en parler. C'est son rôle, je pense.*

Cela m'a frappé hier soir, presque dix ans plus tard, de parler plus de partenariats, de Premières Nations qui agissent et qui donnent l'exemple. C'est important de changer. On parle de guérison et de réconciliation. Il ne faut pas oublier la question de compétence gouvernementale, une distinction importante, à mon avis. Les chefs nationaux soutiennent à juste titre que nous avons besoin d'une approche socioéconomique globale axée sur la collaboration. Sinon, il faut se concentrer seulement sur l'eau. Se concentrer seulement sur les femmes et les enfants. Il faut s'asseoir avec les membres et les chefs et dire, « Bon, que devons-nous faire? »

C'est un moyen de reconnaître les besoins en programmes à l'intention des enfants et des adolescents. L'enfant pauvre vient d'une famille pauvre. C'est une réalité, n'est-ce pas? Et les familles pauvres non seulement ont un effet sur notre développement économique, mais également sur toute notre collectivité. Il faut d'abord penser à la collectivité avant de viser le développement économique. C'est ce qui compte en général.

M. Dinsdale souligne que le mouvement des centres d'amitié souligne l'importance des

approches holistiques plutôt que des approches cloisonnées de l'éducation, par exemple :

[Traduction] *... aucune de ces mesures [cloisonnées] n'influencera vraiment la femme autochtone qui vit au centre-ville de Winnipeg avec son enfant et qui se demande si elle doit cesser ses études. Vraiment, si nous voulions vraiment lutter contre la pauvreté chez les Premières Nations, les Inuits et les Canadiens, nous chercherions à toucher cette femme et son enfant. Si cette femme termine ses études, elle aura plus d'argent pour voir aux besoins de cet enfant. Je peux vous assurer qu'une fois qu'elle aura terminé ses études, elle prendra tous les moyens pour garder son enfant et, peu importe ce qu'ils vont faire dans leur vie, ensemble ils vont certainement y arriver. Le succès sera une possibilité. Cette femme s'attendra à ce que son enfant obtienne des résultats différents de ceux de sa famille. On verra la fin d'un cycle.*

Je pense qu'il faut également reconnaître qu'une approche différente s'impose en réalité lorsque les gens ont le ventre vide et dorment dans des conditions inadéquates. Que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur. Et pour lutter contre ce niveau de pauvreté et s'attaquer à cet enjeu à ce niveau, il faut que les fournisseurs de services parlent des moyens de répondre au besoin.

Comment y parviendrons-nous? Je pense que nous pouvons y parvenir par des processus stratégiques axés sur la collaboration comme Kelowna, sauf qu'ils doivent examiner le dilemme en milieu urbain et tenir compte des fournisseurs de services qui, en bout de ligne, doivent y arriver en réalité.

Et finalement, M. Dinsdale souligne l'importance de la collaboration des personnes, des collectivités et des organismes autochtones :

RÉSUMÉ

La population autochtone croît rapidement. Elle compte une proportion d'enfants et de jeunes beaucoup plus grande que le reste de la population canadienne. De plus, les Autochtones, à l'exception des Inuits et des Premières Nations vivant dans les réserves, sont plus susceptibles d'être mobiles. Un nombre disproportionné d'enfants et de jeunes autochtones sont élevés dans des familles monoparentales, avec toutes les difficultés que cela suppose sur les plans social et économique.

La population autochtone commence lentement à vieillir, mais demeurera beaucoup plus jeune que l'ensemble de la population canadienne. Il est vraisemblable que le nombre d'Autochtones qui s'identifient comme Inuits, Métis et Indiens non inscrits continuera d'augmenter. Faute de changements aux lois et aux politiques⁴¹, le nombre d'Indiens inscrits continuera de diminuer. Ce déclin de la population d'Indiens inscrits aura pour effet d'accroître le nombre de membres des Premières Nations qui seront privés des privilèges socio-économiques rattachés à l'inscription, une préoccupation particulière compte tenu de la proportion élevée de monoparentalité.

[Traduction] *Pour conclure, je pense que la communauté autochtone est responsable de ses membres et de former les alliances nécessaires. Les possibilités sont trop limitées pour qu'on puisse se permettre de les laisser s'envoler parce qu'on est trop occupé à discuter de qui représente qui et, franchement, c'est ce qu'on a fait.*

Nos enfants et adolescents, la pauvreté, sont plus grands que notre organisation, sont plus grands que nos organisations et sont plus grands que nos ego.

Il y a lieu de noter également que les femmes autochtones veulent avoir plus de chances de participer à la prise de décisions pour les femmes des Premières Nations, métisses et inuites. Elles veulent accéder aux pouvoirs du chef et du conseil, à la participation politique dans les structures de gouvernance locales et fédérales, et prendre part aux négociations et à la mise en œuvre des ententes d'autonomie gouvernementale, de même qu'aux changements à la législation et aux politiques. Le mode de gouvernance des Inuits est et a été différent de celui qui a été imposé par la *Loi sur les Indiens* sur les Premières Nations; les femmes inuites et métisses doivent relever des défis particuliers afin de favoriser le dialogue national sur l'accès à la gouvernance et à la prise de décisions²⁹.

EN RÉSUMÉ

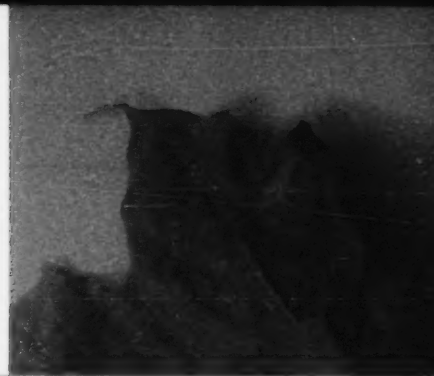
Comme tendance globale, l'écart de revenu entre les Autochtones et les non-Autochtones à travers le spectre continue de s'élargir, ce qui démontre comment le désavantage historique, entre autres facteurs, continue d'influer sur les gains des Autochtones.

Les statistiques nous peignent un portrait très réel de l'exclusion des Autochtones des booms dans l'économie et sur le marché du travail, du manque d'éducation et de possibilités, de la pauvreté cyclique, des résultats déplorables liés à la santé et à la justice et du nombre incroyable d'enfants autochtones pris en charge. Même durant les périodes de boom, les adultes autochtones, leurs enfants et adolescents, sont largement à la marge.

Les chapitres suivants du présent rapport examinent certaines de ces causes fondamentales et certains de ces résultats, les imbriquant, pour brosser un portrait holistique de la pauvreté chez les enfants et les adolescents autochtones, tout en présentant des témoignages de réussite qui mettent en évidence « les moyens par lesquels nous pourrions en sortir ».

CHAPITRE 2

LE REVENU : LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS AUTOCHTONES DANS LE BESOIN



Santé déficiente, conditions d'habitation lamentables, eau malsaine, scolarité insuffisante, pauvreté, familles éclatées: voilà qui caractérise habituellement les pays du tiers monde. Mais c'est aussi le lot des Autochtones du Canada. La persistance de telles conditions sociales dans notre pays — souvent considéré comme le meilleur au monde pour sa qualité de vie — est gênante pour les Canadiens et humiliante pour les Autochtones. Les décideurs ont là tout un défi à relever.

Commission royale sur les peuples autochtones, volume 3

Les enfants et les jeunes adolescents autochtones grandissent au Canada, où l'écart entre les riches et les pauvres s'accroît et où le revenu moyen des familles et des personnes autochtones continue d'être bien plus bas que celui des autres Canadiens et Canadiennes. L'écart de revenu entre les femmes et les hommes a des effets défavorables également sur les nombreux enfants et adolescents autochtones qui sont élevés par des mères seules ou d'autres femmes dans leur famille, de même que sur les jeunes femmes elles-mêmes qui élèvent la prochaine génération. Les enfants et les adolescents autochtones sont bien plus susceptibles que les autres jeunes Canadiens de vivre dans une famille, un foyer ou même dans toute une collectivité qui est démunie. Ils sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté la plus profonde, essayant de survivre à l'aide de revenus de l'aide sociale qui sont bien en deçà du seuil de pauvreté.

L'ÉCART DE REVENU CHEZ LES AUTOCHTONES

Le revenu familial moyen¹ des familles au Canada a augmenté de façon constante depuis le milieu des années 1990 dans la foulée d'une forte² économie. Selon les données du recensement, les Autochtones, cependant, ont touché un revenu moyen considérablement plus faible que celui de la population non autochtone en 2000. Comme le montre le graphique 2.1, il y avait également des différences marquées à l'intérieur de la population autochtone, soit dans le groupe des 25 à 54 ans, qui est habituellement au sommet de sa courbe de rémunération. Le revenu moyen le plus bas était celui des Indiennes inscrites. L'écart le plus prononcé se manifeste chez les Indiens inscrits qui gagnent plus de 20 000 \$ de moins que les hommes non autochtones ou seulement 45 p. cent du revenu de ce dernier groupe. Un écart très élevé est constaté également entre les Indiens inscrits

CHAPITRE 3

EMPLOIS AUTOCHTONES : S'APPROPRIER LES OUTILS

[Traduction] *Leurs piètres résultats au chapitre de l'emploi sont imputables à la grande insécurité économique que ressentent les Autochtones, notamment en raison de leur pauvreté continue, qui réduit toujours grandement leurs chances d'épanouissement et leurs aspirations, celles de leur famille et de leurs collectivités.*

Coryse Ciceri et Katherine Scott, *The Determinants of Employment Among Aboriginal Peoples*

Les inégalités au sein de la main-d'œuvre ont clairement une incidence sur les enfants et les jeunes autochtones, qui dépendent des adultes pour répondre à leurs besoins économiques. Ajoutons à cela que les tendances en ce qui concerne l'emploi et le chômage jouent un rôle à moyen et à long termes, car elles exercent une influence sur les relations familiales, l'estime et le bien-être de soi, et les attentes qu'aura la génération suivante une fois les enfants devenus adultes. Enfin, la possibilité de toucher ou non un revenu pèsent dans la balance lorsqu'un jeune doit prendre la décision de poursuivre ses études et ont même une emprise sur leur survie lorsqu'ils doivent assurer leur propre subsistance.

L'EMPLOI AUTOCHTONE S'AMÉLIORE, MAIS IL RESTE DU CHEMIN À PARCOURIR

Selon le recensement mené en 2001, le taux d'emploi des Autochtones ayant 15 ans et plus s'établissait à 49,7 p. cent, bien en-deçà de celui des non-Autochtones de la même catégorie, où cette proportion représentait 61,8 p. cent. Par ailleurs, le taux d'emploi des membres des Premières Nations vivant dans les réserves atteignait 37,7 p. cent, alors qu'il était de 54,2 p. cent chez les Autochtones vivant hors réserve¹.

Quoi qu'il en soit, l'emploi chez les Autochtones évolue de façon positive. Entre 1996 et 2001², leur taux d'emploi s'est accru plus rapidement que celui des non-Autochtones. Comme l'indique

et les Indiens non inscrits. Les femmes et les hommes métis avaient les revenus moyens les plus élevés, qui cependant étaient toujours bien inférieurs à ceux des femmes et des hommes non autochtones.

Quant aux Inuites, dont le revenu moyen est supérieur à la moyenne des Autochtones, et aux Inuits dont le revenu se rapproche de la moyenne, il y a lieu de noter que, vu que la plupart des Inuits vivent dans le Nord où le coût de la vie est très élevé, leurs revenus n'ont pas le même pouvoir d'achat.

Selon des données spéciales demandées par l'Inuit Tapiriit Kanatami du Recensement de 2001, les revenus des Inuits (pour ceux âgés de 15 ans et plus) étaient faibles dans toutes les régions et sensiblement plus bas que les revenus des non Inuits vivant dans les mêmes régions. Le

revenu moyen des Inuits en 2000 correspondait à 13 471 \$ et variait peu par région :

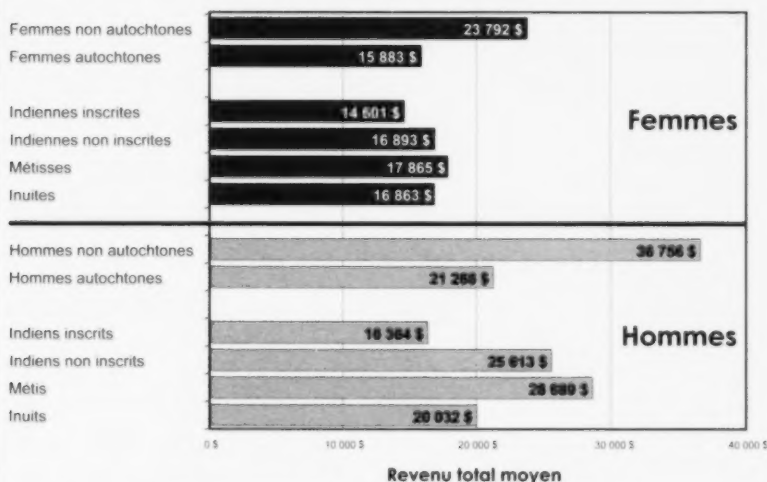
- 12 024 \$ au Nunatsiavut (côte Nord du Labrador)
- 13 090 \$ au Nunavut
- 14 384 \$ dans la région d'Inuvialuit (Territoires du Nord-Ouest)
- 14 979 \$ au Nunavik (Nord du Québec)
- 14 150 \$ dans le reste du Canada

Le revenu moyen des non Inuits dans ces régions dépassait le revenu moyen des Inuits de 1,5 fois à Nunavik et de 3,8 fois au Nunavut.

Un coup d'œil sur les tendances à long terme, de 1980 à 2000, révèle que l'écart dans le revenu total moyen entre les populations autochtones et non autochtones de 25 à 54 ans s'est élargi. Les Autochtones, hommes et femmes combinés,

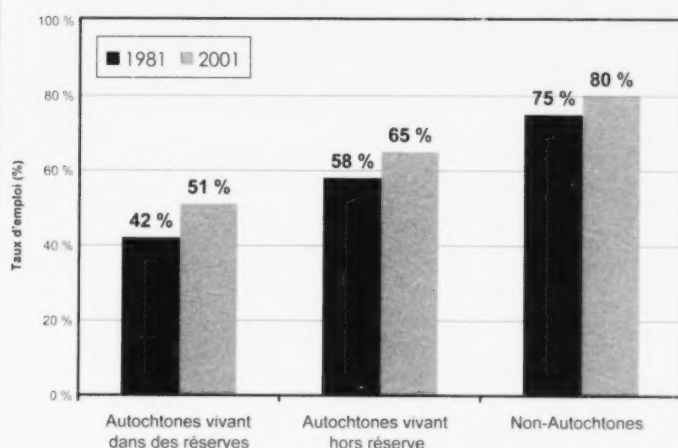
avaient un revenu moyen plus bas en 2000 (18 136 \$) qu'en 1980 (21 400 \$) exprimé en dollars constants de 2000³. Le Recensement de 2001 a révélé également une disparité de revenu croissante entre les Autochtones et les non-Autochtones. Les revenus des non-Autochtones ont quelque peu diminué également au cours de cette période de 20 ans, pour s'abaisser de 31 218 \$ à 30 023 \$. Cependant, l'écart entre les personnes autochtones et non autochtones s'est accru pour atteindre plus de 11 000 \$⁴.

Graphique 2.1 : Revenu total moyen des hommes et des femmes autochtones et non autochtones, âgés de 25 à 54 ans, 2001



Source : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone

Graphique 3.1 : Taux d'emploi des Autochtones et des non-Autochtones ayant entre 25 et 54 ans, 1981 et 2001



Source : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone

le tableau 3.1, sur une période de 20 ans, l'emploi des Autochtones touchant une rémunération et faisant partie du groupe le mieux rémunéré, soit les 25-54 ans, a été marqué par une croissance beaucoup plus forte que ce qu'ont connu les non-Autochtones ayant les mêmes caractéristiques. Malgré cela, l'emploi autochtone est loin derrière.

La question de la distinction entre le travail et l'emploi concerne autant les femmes que les hommes autochtones. Les soins aux enfants, la chasse, la pêche et autres formes d'activités très utiles et souvent essentielles du point de vue économique tombent sûrement hors du cadre de l'économie monétaire. Or, pour une personne qui vit dans une région rurale ou nordique, le temps consacré aux activités rémunérées et gratuites est bien différent de celui des résidents d'un grand centre urbain, par exemple.

Des facteurs tels que la taille de la famille et la disponibilité des services de garde, la formation et les déplacements, sont de nature à affecter les moyens dont dispose un individu pour se prévaloir des occasions d'emploi. En outre, souvent les Canadiennes et les Canadiens les mieux nantis ne comprennent pas que certains travailleurs doivent survivre avec un revenu bien en-deçà du seuil de pauvreté. L'absence d'emplois payés et de stratégies de développement économique communautaire dans certaines collectivités constituent également des facteurs faisant obstacle à la recherche et à la conservation d'un emploi.

CHÔMAGE AUTOCHTONE : PLUS IMPORTANT QUE CHEZ LES AUTRES CANADIENS ET CANADIENNES

Non seulement les Autochtones ont-ils moins de chances d'occuper un emploi rémunérateur, mais ils sont plus susceptibles d'en chercher un. En 2001, le taux de chômage chez les Autochtones ayant 15 ans et plus s'élevait à 19,1 p. cent, comparativement à 7,1 p. cent³ chez les non-Autochtones du même groupe d'âge. Le taux de chômage représente les personnes qui ne travaillent pas pour un salaire ou pour un profit, mais qui sont à la recherche d'un travail rémunéré.

Les comparaisons avec le temps devraient être interprétées avec prudence, en raison du facteur de mobilité ethnique abordé au chapitre 1.

Les plus récentes données dérivées de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) ont porté sur le revenu des Autochtones et des non-Autochtones. Elles révèlent qu'en 2004, le revenu moyen des Autochtones (l'EDTR ne comprend pas les réserves ni les territoires) s'établissait à 17 000 \$ comparativement à 23 900 \$ pour les non-Autochtones⁵.

Toujours à partir des données de l'EDTR et l'accent étant mis en particulier sur le groupe d'âge des 16 à 64 ans, soit les principales années de participation à la population active pour la plupart des gens, les Autochtones accusent du retard. En dépit d'un accroissement initial de 14 800 \$ en 1996 à 19 700 \$ en 2000, le revenu moyen des Autochtones s'est ensuite mis à dégringoler jusqu'à 17 200 \$ en 2004. Le revenu moyen des non-Autochtones a connu une augmentation constante jusqu'en 2004, où il a atteint 25 300 \$, ce qui s'est traduit par un écart de revenu de 47 p. cent entre les Autochtones et non-Autochtones âgés de 16 à 64 ans⁶.

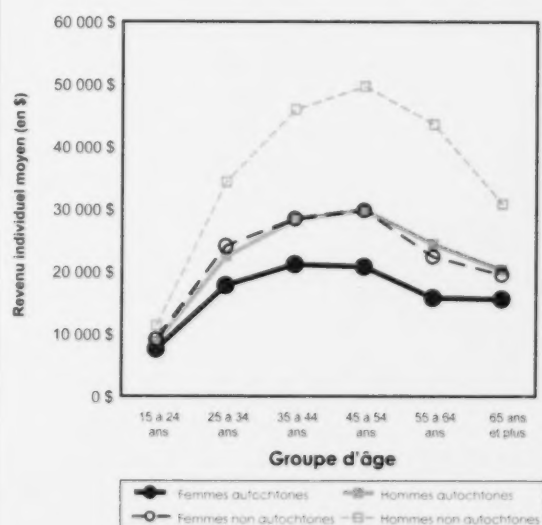
Ces tendances du revenu récentes et à long terme indiquent que de nombreux Autochtones n'ont pas bénéficié de la prospérité économique mais ont perdu du terrain en réalité.

L'ÉCART ENTRE LES SEXES

Tout comme parmi les autres Canadiens et Canadiennes, dans la collectivité autochtone, il y a un écart de revenu important entre les hommes et les femmes. Comme le montre le graphique 2.2, les femmes autochtones dans tous les groupes d'âge accusent du retard sur les hommes autochtones, de même que sur les femmes et les hommes non autochtones au chapitre du revenu.

Le revenu moyen des femmes autochtones de 25 à 54 ans s'établissait à 15 883 \$ en 2000, soit environ 8 000 \$ de moins que le revenu moyen des femmes non autochtones, comme le montre le graphique 2.1⁷. Les revenus des

Graphique 2.2 : Revenu moyen, selon le groupe d'âge, le sexe et les liens d'identité autochtones, 2000



Source : Jeremy Hull, Les femmes autochtones - Profil d'après le Recensement de 2001, 2006

Pour les membres des Premières Nations vivant dans les réserves, le tableau est encore moins reluisant. En 2001, leur taux de chômage atteignait 27,8 p. cent, alors que celui des Autochtones vivant hors réserve marquait les 16,5 p. cent⁴. Toutefois, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien constatait que certaines réserves enregistraient un taux de chômage de 70 p. cent, ou plus⁵.

Au Manitoba et en Saskatchewan, toujours en 2001, le taux de chômage des Autochtones était trois fois supérieur à celui des non-Autochtones. Les autres provinces et les autres territoires connaissent un taux de chômage relatif un peu meilleur, qui, toutefois, était entre 1,5 et 2,9 fois supérieur⁶.

Cette tendance au chapitre de l'inégalité se reproduit même chez les Autochtones ayant entre 25 et 54 ans qui détiennent un diplôme d'études postsecondaires, chez qui l'on constate un taux de chômage supérieur à celui des non-Autochtones ayant la même formation. Le recensement de 2001 révèle que, parmi ce groupe, ce sont les Indiens inscrits et les Inuits qui détiennent les plus hauts taux de chômage, bien que tous les Autochtones soient fortement marqués par le chômage⁷.

UNE DIFFÉRENCE SELON LES SEXES

Dans la population en général, la croissance de l'emploi que nous avons constatée au cours des quelques dernières décennies est, dans une grande mesure, attribuable à la croissance de l'emploi chez les femmes, plus particulièrement chez les mères. Toutefois, les femmes

autochtones sont moins susceptibles de travailler que les hommes autochtones ou les femmes non autochtones, cet état de choses résultant du sexe, du profil démographique et de certains facteurs historiques.

La répartition traditionnelle du travail selon le sexe joue un rôle : les femmes demeurent celles qui, principalement, s'occupent des enfants. Les femmes autochtones ont un nombre d'enfants plus élevé que la moyenne en plus de les avoir plus jeunes et de courir davantage de risques de se retrouver parent seul. Ce sont là des facteurs qui affectent leurs chances de faire partie du marché du travail, plus particulièrement en raison de l'absence de service de garde de qualité presque partout au Canada.

Les femmes autochtones touchent un revenu inférieur à ceux des hommes autochtones ou d'autres femmes⁸. Un parent seul a moins de chance de travailler qu'une personne seule ou une personne mariée. Le fait d'avoir de jeunes enfants a une grande influence sur la probabilité que le parent seul travaille⁹.

Dans son étude sur les mères seules autochtones au Canada, Hull constate que :

Toutes les mères seules canadiennes sont en général désavantagées sur le plan financier, notamment du fait qu'elles éprouvent des difficultés sur le marché du travail et ont un revenu familial faible, mais les mères seules autochtones connaissent ces difficultés avec plus d'acuité que les autres mères seules. L'existence du faible revenu des familles dirigées par une mère seule et des taux élevés de dépendance vis-à-vis des transferts gouvernementaux parmi les mères seules autochtones ressort clairement¹⁰.

femmes sont particulièrement importants pour les familles autochtones, vu que celles-ci ont tendance à compter plus de membres et que la monoparentalité est relativement plus commune chez les Autochtones. Cet écart de 8 000 \$ est donc très significatif.

L'écart de revenu entre les femmes autochtones et non autochtones, cependant, est bien moins prononcé que celui enregistré chez leurs homologues masculins. Divers facteurs viennent expliquer cette situation, dont le fait que les femmes de partout continuent à s'occuper des enfants, ce qui peut limiter leur capacité de suivre des études et de gagner un revenu, surtout lorsque les services de garde d'enfants et les autres soutiens familiaux sont rares. De plus, la discrimination sexuelle dans le marché du travail continue d'être une réalité de tous les jours pour de nombreuses femmes. Le niveau de scolarité et la participation à la population active des femmes continuent d'augmenter. Cependant, l'écart salarial entre les femmes et les hommes ne s'est pas amélioré de manière significative au cours des vingt ou trente dernières années.

Les données du recensement ont révélé qu'en 2000 le revenu moyen des familles monoparentales dirigées par des femmes autochtones s'établissait à 16 895 \$ contre 29 636 \$ pour leurs homologues non autochtones. Le revenu moyen était le plus élevé chez les familles métisses (18 694 \$), suivies des familles inuites (17 706 \$) et des familles des Premières Nations (16 224 \$). Un quart (26 p. cent) des femmes autochtones monoparentales ont déclaré un revenu de moins de 10 000 \$, comparativement à 12 p. cent de leurs homologues non autochtones⁸.

QUALITÉ DE VIE

Les Autochtones touchent constamment un revenu inférieur à celui des non-Autochtones; dans le cadre de cette tendance globale, cet écart de revenu entre les Autochtones et les non-Autochtones s'est élargi en 20 ans, soit de 1980 à 2000, ce qui démontre comment le désavantage historique, entre autres facteurs, a des incidences permanentes sur le revenu des Autochtones.

Le revenu est un indicateur-clé de la qualité de vie dont jouissent les enfants et les adolescents autochtones en grandissant. Cependant, il n'est certainement pas le seul. D'après tous les indicateurs de la qualité de vie, les Autochtones n'obtiennent pas de bons résultats.

Par exemple, le Canada s'est toujours mérité un classement élevé à partir de l'indicateur du développement humain des Nations Unies, qui classe les pays en fonction de divers indicateurs de la qualité de vie, dont le revenu. D'après les calculs de l'Assemblée des Premières Nations (APN), le Canada s'est classé au 8^e rang dans le monde en 2001. Cependant, en fonction des mêmes critères, les collectivités des Premières Nations se seraient classées bien plus bas, soit au 76^e rang parmi 174 nations⁹.

Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) a utilisé également un indice du bien-être pour examiner la qualité de vie dans 4 685 collectivités canadiennes en fonction de l'éducation, de l'activité sur le marché du travail, des revenus et du logement. Une seule collectivité des Premières Nations s'est classée dans les 100 premières, tandis que 92 collectivités des Premières Nations apparaissaient dans les 100 dernières¹⁰.

Le tableau des jeunes femmes autochtones est pire en raison, non seulement du taux élevé de parents seuls dans la communauté autochtone, mais également de celui, tout aussi élevé, des parents adolescents.

Dans les provinces de l'Ouest, en 2006, on recensait chez les jeunes hommes autochtones ayant entre 15 et 24 ans (qui ne faisaient pas d'études et qui vivaient hors réserve) un taux de chômage de 14,2 p. cent, comparativement à un taux de 7,9 p. cent pour les jeunes hommes non autochtones. Toutefois, leurs collègues féminines faisaient moins bonne figure encore, avec un taux de chômage de 16,9 p. cent, comparativement à 6,3 p. cent pour les jeunes femmes non autochtones¹¹.

Un taux de chômage élevé combiné aux revenus faibles des femmes et des jeunes autochtones mènent souvent à une vie de pauvreté pour leurs enfants.

DE PROFONDS FOSSÉS ENTRAÎNENT DE PROFONDES CONSÉQUENCES

Certaines études ont conclu que le degré d'instruction est un facteur déterminant de l'emploi des Autochtones¹². En fait, dans leur récente recherche, Mmes Ciceri et Scott démontrent que le taux de rendement à l'éducation est supérieur chez les Autochtones¹³.

Comme autres facteurs ayant, chez les Autochtones, une incidence sur un taux d'emploi faible et un taux de chômage élevé, mentionnons le taux de migration élevé de la

population. Au cours de la dernière année, la migration a joué un rôle dans la réduction des chances de se trouver un emploi¹⁴.

L'état de santé des travailleurs exerce lui aussi une influence sur l'emploi, tout comme le taux d'incapacité, qui, encore une fois, est de façon disproportionnellement élevé chez les Autochtones¹⁵.

En outre, le racisme systémique joue clairement un rôle, par exemple, dans le taux de chômage élevé des Autochtones ayant fait des études postsecondaires, en comparaison à celui des non-Autochtones.

Certes, les facteurs aggravant la situation des Autochtones sont nombreux et reliés et le faible taux d'emploi de ceux-ci induit des conséquences très claires.

Comme le mentionnait Garry Jobin, le chômage chronique dans les familles a un effet cyclique sur les jeunes :

[Traduction] Il faut agir comme un grand frère auprès de ces nombreux enfants, car plusieurs d'entre eux n'ont jamais vu leurs parents aller travailler. Ils ne comprennent pas que lorsqu'ils sont en retard au travail ou qu'ils seront absents pour la journée, ils doivent téléphoner. Et lorsque, en touchant leur chèque de paie, ils veulent faire la fête au risque de ne pas pouvoir aller travailler par la suite et de perdre leur emploi, il faut en quelque sorte tenter de les freiner.

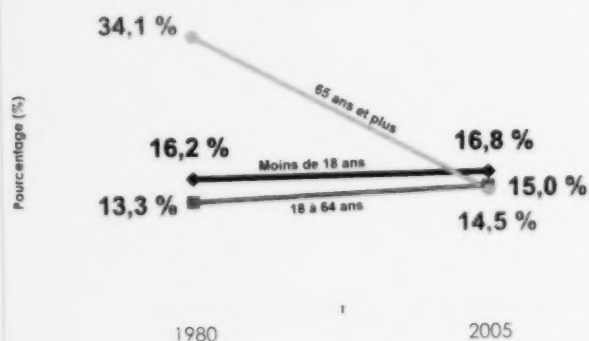
Comme un grand nombre des jeunes qui fréquentent l'organisme Blade Runners ont 19 ou 20 ans et deux enfants à la maison auprès d'une conjointe de 17 ans, nous les encadrons en leur enseignant à jouer leur rôle

LA PAUVRETÉ : « DES BESOINS DE BASE TRÈS RÉELS »

Il n'existe aucune mesure officielle de la pauvreté au Canada, contrairement à bien d'autres pays. Cependant, selon toutes nos mesures, notre pays a un problème de pauvreté que le Conseil national du bien-être social a documenté depuis plus de 25 ans. Comme nous l'avons mis en évidence dans notre dernier rapport, le *Profil de la pauvreté*, les taux de pauvreté n'ont presque pas changé en 25 ans, sauf dans le cas des personnes âgées (voir le graphique 2.3). Dans le cas des personnes qui sont obligées de s'adresser à l'aide sociale, notre rapport *Revenus de bien-être social* a révélé que les revenus de bien-être social d'aujourd'hui sont bien souvent inférieurs à ce qu'ils étaient en 1986, si l'on tient compte de l'indexation au coût de la vie.

Les seuils de faible revenu (SFR) établis par Statistique Canada sont la mesure de faible revenu utilisée le plus souvent au Canada¹¹.

Graphique 2.3 : Taux de pauvreté selon l'âge, 1980 et 2005



Source : Statistique Canada, *Tendances du revenu au Canada, 1980 à 2005*, 2007

Nous utilisons les SFR dans le présent rapport pour présenter des données sur la pauvreté, à moins d'indication contraire. Cependant, les SRF ne sont pas disponibles pour les territoires ou les réserves, ce qui représente une lacune importante lorsque nous examinons la situation des Autochtones au Canada.

APERÇU DE LA PAUVRETÉ CHEZ LES AUTOCHTONES

La pauvreté chez les Autochtones brosse un portrait particulier du désavantage et des défis historiques à surmonter. L'aperçu suivant met en évidence certains des défis.

- Le Recensement de 2001 a révélé des taux de pauvreté très élevés :
- Les personnes vivant en famille : un taux de pauvreté de 31 p. cent chez les Autochtones et de 12 p. cent chez les non-Autochtones.
- Les personnes ne vivant pas en famille : 56 p. cent chez les Autochtones et 38 p. cent chez les non-Autochtones.
- Les enfants âgés de 0 à 14 ans : 41 p. cent chez les enfants autochtones, et 18 % chez les enfants non autochtones.
- Les jeunes âgés de 15 à 24 ans vivant en famille : 32 p. cent chez les adolescents autochtones et 14 p. cent chez les adolescents non autochtones.
- Les adolescents vivant seuls : 75 p. cent chez les adolescents autochtones et 65 p. cent chez les adolescents non autochtones¹².

de parent, à devenir responsables, à dresser leur budget, en les aidant à ouvrir un compte bancaire, en tentant de rétablir les liens avec leur famille et en étant simplement une épaule sur laquelle ils peuvent s'appuyer.

Compte tenu des responsabilités que doivent assumer plusieurs jeunes autochtones et de la croissance de leur population, les possibilités d'emploi qui leur sont offertes cadrent bien à la fois avec les économies et le mieux-être des collectivités autochtones et des autres collectivités.

LES JEUNES AUTOCHTONES DOIVENT SURMONTER DE PLUS GRANDS OBSTACLES

Le groupe d'âge des jeunes est généralement défini comme les personnes âgées de 15 à 24 ans. On y retrouve des étudiants (parfois ayant aussi un boulot) vivant chez leurs parents, ou encore des diplômés ou des décrocheurs qui doivent se débrouiller – voire, élever une famille.

En 2000, parmi les jeunes travailleurs autochtones, 17 p. cent occupaient un emploi à temps plein toute l'année alors que 83 p. cent, avaient un emploi à temps partiel, une ventilation semblable à ce que l'on constatait chez les jeunes non autochtones¹⁶.

Or, le taux de chômage révèle l'existence de jeunes qui souhaitent décrocher un emploi, qui en ont besoin, mais qui n'en ont pas. En 2001, le taux de chômage chez les jeunes autochtones était environ le double de celui des jeunes non autochtones. Par ailleurs, ce taux chez les jeunes

vivant dans les réserves atteignait 40,8 p. cent alors qu'il était de 23 p. cent chez les jeunes autochtones vivant hors réserve, cette proportion pour l'ensemble des jeunes non autochtones étant de 13,2 p. cent¹⁷.

Mme Richardson faisait remarquer ce qui suit à propos de l'importance que revêt un emploi rémunérateur chez les jeunes métis,

[Traduction] À mon avis, le problème que vivent les jeunes et les adolescents est en partie attribuable au fait qu'en société, on ne semble pas les valoriser. On n'estime pas qu'ils puissent contribuer à la société. On les considère paresseux ou dangereux, et tout particulièrement, s'ils abandonnent les études pour diverses raisons.

Okalik Eegeesiak a donné son avis sur les occasions d'emploi qui s'offrent ou ne s'offrent pas aux jeunes inuits :

[Traduction] Sans éducation convenable, on obtient peu de choses. Dans certaines collectivités, le taux de chômage atteint 90 p. cent. Que faire pour abaisser une telle proportion à 7 p. cent, soit le taux de chômage national?

Et dans le Nord, poursuit Mme Eegeesiak, ce n'est pas tous les jeunes qui peuvent déménager pour trouver un emploi,

[Traduction] On trouve à Iqaluit un bon nombre de personnes provenant d'autres collectivités, car les emplois sont dans cette localité. Le genre de travail qui les intéresse se trouve à Iqaluit. On déménage là où se trouvent les emplois, mais certaines personnes ne le font pas. Et comme il n'y a pas de travail dans leurs collectivités, elles ne travaillent pas.

Même si le gouvernement du Nunavut a mis sur pied des programmes d'intégration des jeunes inuits à la fonction publique, Mme Eegeesiak est d'avis que ,

[Traduction] [...] *il y a de bonnes intentions. Toutefois, les enfants ne sont pas instruits, ils n'ont pas assez d'éducation ou d'expérience. Je crois que le gouvernement est là pour accroître l'emploi des Inuits.*

À propos des barrières les plus importantes entravant actuellement l'emploi des jeunes autochtones, M. Jobin a déclaré ce qui suit ,

[Traduction] [...] *les jeunes doivent surmonter un bon nombre de barrières : obstacles à l'emploi et au logement, l'appareil judiciaire, le système d'aide sociale et le fait d'avoir une jeune famille; le logement entraîne peut-être la pire crise à laquelle sont confrontés nos enfants.*

Il s'agit qu'il y ait des personnes qui croient en eux et qui leur tiennent la main jusqu'à ce qu'ils puissent voler de leurs propres ailes. J'ai la profonde conviction que nous disposons des personnes ayant l'expérience, les compétences et la passion qu'il faut pour contribuer à la réussite de leurs projets.

Blade Runners, un programme d'emploi qui s'est mérité un prix, aide des jeunes désavantagés devant affronter de nombreuses barrières, à suivre une formation au travail et à faire des stages d'apprentissage dans le domaine de la construction. Les Indiens inscrits constituent 95 p. cent des clients de l'organisme, qui ont tous entre 15 et 30 ans et dont le quart sont des femmes. Pour eux, affirme M. Jobin, il se dresse plusieurs barrières à l'emploi.

[Traduction] [...] *ils ont grandi dans le système des maisons d'accueil, dans le cycle de l'aide*

sociale, ont eu des problèmes de toxicomanie, ont cambriolé. Bon nombre d'entre eux ont fugué, leur foyer leur offrant peu d'appui, et se sont retrouvés dans les rues des quartiers Eastside, Granville et Commercial Drive. Plusieurs d'entre eux n'ont pas la meilleure éducation qui soit, car l'école régulière ne leur convenait tout simplement pas. D'après vous, à quoi pense un écolier quand il n'a pas son dîner ni d'effet scolaire? À son prochain repas.

Parmi les enfants qui vont dans les chantiers de construction, nous en avons 80 p. cent qui travailleront encore dans ce domaine dans deux ans. Pendant ces deux années, ils auront peut-être perdu trois ou quatre emplois, mais pendant ce temps, ils auront pris conscience qu'ils ne veulent plus de la vie qu'ils ont menée jusque-là.

Bien des clients de Blade Runners n'ont pas l'éducation dont ils ont besoin pour réussir :

[Traduction] *Lors de l'entrevue, il suffit de regarder le client remplir le formulaire pour nous rendre compte qu'il doit retourner à l'école, mais nous nous abstenons de le lui dire : nous lui montrons d'abord la carotte. Nous le laissons se débrouiller sur le terrain pour qu'il acquière de l'expérience. Par la suite, lorsqu'il a occupé un poste assez longtemps, soit trois mois, nous procédons à une évaluation du rendement. Si cette évaluation est positive, alors nous lui parlons d'un retour à l'école pour prendre des cours de mathématique une fois ou deux par semaine soit dans un établissement de proximité dans le quartier Eastside soit au Native Education Centre. Ainsi, les inciter à retourner à l'école fait également partie de nos tâches.*

- Dans les provinces de l'Ouest, une forte proportion d'enfants autochtones de 0 à 14 enfants vivaient dans des familles démunies : 51 p. cent au Manitoba contre 22 p. cent chez les enfants non autochtones, et 52 p. cent en Saskatchewan contre 21 p. cent chez les enfants non autochtones. En Alberta, 37 p. cent des enfants autochtones vivaient dans la pauvreté comparativement à 16 p. cent des enfants non autochtones¹³. Pour les enfants indiens inscrits, la proportion vivant dans la pauvreté partout au Canada s'établit à 52 p. cent¹⁴.
- Dans une étude de 27 grandes régions métropolitaines (RMR), les Autochtones affichaient un taux de pauvreté de 39,4 % en 2000.¹⁵ Cette étude a indiqué une baisse des taux de pauvreté à partir de 1995; cependant elle a révélé également que les taux de pauvreté parmi les Autochtones dans certaines régions urbaines, comme Regina (53,2 p. cent), Saskatoon (52,5 p. cent), Winnipeg (49,1 p. cent) et Edmonton (39,1 p. cent), dépassent de deux à trois fois ceux des non-Autochtones.
- Dans les six RMR ayant des populations autochtones élevées, les Autochtones représentaient une part croissante de la population vivant dans la pauvreté de 1995 à 2000 (à l'aide de la mesure de faible revenu, MFR)¹⁶.
- L'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de 2004 a montré que les taux de pauvreté globaux chez les Autochtones se sont maintenus à près du double de ceux des non-Autochtones. Chez les jeunes autochtones âgés de 16 à 24 ans, la proportion qui vivait dans la pauvreté en 2004 s'établissait à 28 p. cent contre 19 p. cent chez les jeunes non autochtones. Ce taux était une amélioration dramatique comparativement au taux de

pauvreté de 49 p. cent en 1996 chez les jeunes autochtones¹⁷.

La situation de pauvreté vécue actuellement par les Premières Nations est la plus grande injustice sociale à laquelle est confrontée le Canada. Le Canada est devenu l'un des pays les plus riches au monde grâce à la générosité et aux terres de nos ancêtres. Pourtant, les Premières Nations continuent de s'enfoncer dans la pauvreté et de vivre sur leurs propres terres dans des conditions semblables à celles du Tiers monde.

Cette injustice se perpétue en silence. L'inacceptable est accepté.

Le chef de l'APN, Phil Fontaine

Il n'existe aucune donnée comparable sur le seuil de pauvreté pour les membres des Premières Nations vivant dans les réserves. Il est clair cependant que la pauvreté est un défi de taille. Certaines réserves sont en plein essor économique, alors que les conditions dans les autres ont été assimilées à des « conditions de vie comparables à celles des pays du tiers monde ». Une évaluation des collectivités des Premières Nations dans le Nord-Ouest de l'Ontario, d'après un modèle utilisé par les agences d'aide internationales, a documenté :

La population autochtone compte une grande proportion de jeunes et a les qualités requises pour combler les insuffisances dans la main-d'œuvre, à

mesure que la population majoritaire continue de vieillir, plus particulièrement dans les régions du pays où l'économie prospère.

LE CAS DE L'OUEST CANADIEN : LES BONNES CONDITIONS ÉCONOMIQUES NE SUFFISENT PAS

Certains autres renseignements importants à propos des Autochtones au sein de la population active figurent dans l'Enquête sur la population active¹⁸ concernant les quatre provinces de l'Ouest. Toutefois, ce document ne fait pas état de données sur les Autochtones vivant dans les réserves. L'Enquête décrit succinctement certaines récentes tendances dans la population active autochtone, notamment chez les jeunes. Les données de 2004, de 2005 et des neuf premiers mois de 2006 sont particulièrement intéressantes, car il s'agit d'une période généralement favorable sur le plan économique dans l'Ouest et une période d'essor en Alberta. Les résultats permettent de constater la part limitée que les Autochtones obtiennent des retombées d'un environnement économique positif.

LE TAUX DE CHÔMAGE AUTOCHTONE DEMEURE ÉLEVÉ

Même pour les Autochtones ayant fait des études supérieures et se trouvant dans une économie à forte croissance, le risque de se retrouver sans emploi est élevé. En 2006, le taux de chômage des Autochtones entre 15 et 64 ans ayant fait des études universitaires était le double de celui de leurs homologues non autochtones. Chez les jeunes autochtones de 15 à 24 ans détenant un diplôme d'études postsecondaires, le taux de chômage dépassait plus de deux fois celui du même groupe de non-Autochtones.

Parmi les Autochtones n'allant pas à l'école, 15,4 p. cent d'entre eux étaient en chômage, soit un taux plus du double de celui des jeunes non autochtones, qui s'établissait à 7,2 p. cent. Pour les jeunes des Premières Nations, cette proportion, qui bondit à 21,7 p. cent, est le triple de celle des jeunes non autochtones. Quant aux travailleurs métis, même s'ils font meilleure figure avec un taux de 11 p. cent, le chômage y est tout de même plus répandu que chez les non-Autochtones. En tenant compte des étudiants, nous constatons que le taux de chômage global des jeunes suit une tendance similaire.

[Traduction] ... les problèmes de pauvreté effroyable, de logements et d'infrastructure communautaire inadéquats, de graves problèmes de santé physique et mentale, des obstacles au développement économique, des problèmes liés aux familles et à la garde d'enfants, le besoin de plus grandes possibilités de participation communautaire, et de graves lacunes dans les programmes de services sociaux¹⁸.

Dans les collectivités des Premières Nations (dans les réserves), l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERS) a révélé que les ménages ayant des enfants de moins de 12 ans avaient un revenu moyen de 19 716 \$ en 2001. Dans les familles biparentales, le revenu moyen du ménage s'établissait à 27 385 \$. Dans les familles monoparentales, le revenu moyen était de 17 737 \$. Ces revenus sont bien plus bas que les revenus moyens des ménages pour toutes les familles canadiennes – 64 704 \$ pour les familles biparentales et 31 200 \$ pour les familles monoparentales¹⁹.

Dans le Nord, la pauvreté est une réalité de tous les jours pour bien trop de familles autochtones. Pauktuutit Inuit Women of Canada souligne que, même si les niveaux de revenu moyens des Inuits puissent donner à penser que les salaires sont bons, il ne s'agit pas d'une mesure juste du bien-être économique, car les coûts des produits et des services dans le Nord sont extrêmes²⁰. Par exemple, une enquête de Statistique Canada en 2000-2001 a découvert que 56 p. cent des répondants au Nunavut ont déclaré qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes avaient manqué d'argent au cours de la dernière année pour manger les aliments de qualité ou variés qu'ils avaient voulus, ou avaient craint de manquer de nourriture ou avaient effectivement

manqué de nourriture. Cette proportion est bien plus élevée que le taux national de 14,7 p. cent²¹.

En réalité, la pauvreté chez les Autochtones, selon Peter Dinsdale, révèle des besoins criants en programmes, une dépendance à l'égard des banques alimentaires et une pauvreté cycliques :

[Traduction] Je suis sûr que vos statistiques vous montreront que la moitié de la population autochtone a moins de 25 ans, vit en ville aujourd'hui, en 2001, n'a pas terminé ses études secondaires. Nous disons que nous offrons des services à une population très jeune, très urbaine et très peu scolarisée, en plus d'être très démunie. Je pense que cette situation détermine les besoins de base que nous devons satisfaire.

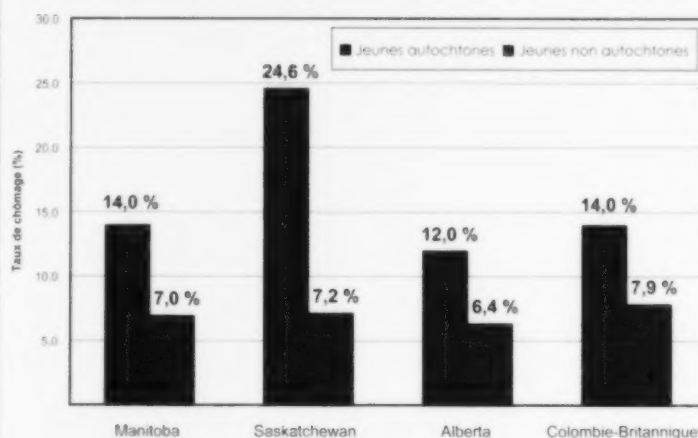
Nous voyons un taux de pauvreté extrêmement élevé chez les enfants, soit plus de 50 p. cent dans certaines des collectivités dans lesquelles nous avons œuvré en Ontario. Je pense que, d'après les données présentées sur la tendance nationale, plus de 40 p. cent des enfants autochtones en milieu urbain vivent dans la pauvreté. Un chiffre incroyable, vraiment. Cette réalité prend diverses formes dans nos centres communautaires. Nos travailleurs dans les centres d'amitié, par l'entremise de divers programmes, doivent faire face à des défis tous les jours. Ils voient des bébés nourris au lait en poudre au lieu de préparation pour nourrissons. Ils voient des parents qui n'ont pas les moyens d'acheter des couches. Ils voient des familles qui s'adressent aux banques alimentaires pour manger, n'ayant presque aucune sécurité alimentaire.

L'aide au revenu ou l'aide sociale des plus inadéquates est étroitement associée à la pauvreté chez les Autochtones.

Comme l'illustre le tableau 3.2, toutes les provinces dans l'Ouest canadien affichent un taux de chômage pour les jeunes autochtones supérieur à celui des jeunes non autochtones.

Dans une économie albertaine florissante, on enregistrerait, en 2006, un taux de chômage chez les jeunes autochtones de 12 p. cent, ce qui frise le double du taux des jeunes non Autochtones, à 6,4 p. cent. Quant aux Premières Nations, leur taux atteignait 15,6 p. cent.

Graphique 3.2 : Taux de chômage chez les jeunes en 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

CROISSANCE DE L'EMPLOI :

LES AUTOCHTONES N'EN TIRENT PAS PLEINEMENT PROFIT

À l'observation des tendances en matière d'emploi et de croissance de l'emploi, il appert que les travailleurs autochtones ne participent pas encore pleinement à l'essor économique de l'Ouest. Le nombre de travailleurs autochtones a connu une hausse de 10 p. cent entre 2004 et 2006, une amélioration considérable, reconnaissons-le, mais un taux d'emploi qui est encore inférieur à celui des non-Autochtones. En 2006, dans l'Ouest du Canada, 66,1 p. cent des non-Autochtones avaient un travail tandis que chez les Autochtones, cette proportion s'abaissait à 60,9 p. cent.

Notons toutefois d'importantes différences entre les secteurs d'emploi et les groupes autochtones. Les jeunes métis, en particulier, ont constitué une main-d'œuvre croissante entre 2004 et 2006, s'agrandissant de plus de 4 000 travailleurs; pendant ce temps, la situation chez les Premières Nations n'évoluait guère.

L'AIDE AU REVENU ET L'AIDE SOCIALE CHEZ LES AUTOCHTONES

Le nombre de personnes et de familles autochtones qui doivent dépendre de l'aide sociale ou de l'aide au revenu est l'une des plus grandes hontes du Canada. Les programmes provinciaux et territoriaux d'aide sociale sont offerts aux Autochtones vivant hors réserve et aux non-Autochtones, tandis que Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) offre une aide fédérale au revenu dans les réserves. Le gouvernement fédéral fixe les taux de l'aide au revenu dans les réserves en fonction des taux de l'aide sociale de chaque province ou territoire.

AINC recueille des données sur les prestations de l'aide au revenu versées dans les réserves, mais il n'existe aucune source rapidement accessible de données comparables aux prestations de l'aide sociale versées aux Autochtones vivant hors réserve dans les provinces et les territoires. Il est donc particulièrement difficile de comprendre l'état et les besoins des Métis et des Inuits, de même que ceux des membres des Premières Nations vivant hors réserve.

En général, il est difficile d'obtenir de l'information comparable sur l'aide sociale. Le Conseil publie régulièrement de l'information sur les niveaux de revenu de bien-être social dans sa série 'Revenu de bien-être social'. Le Conseil espère pouvoir inclure à l'avenir des renseignements précis au sujet des Autochtones, dans la mesure du possible. Compte tenu des taux de pauvreté élevés chez les Autochtones vivant hors réserve, leur taux de dépendance à l'aide sociale sont probablement supérieurs à la moyenne canadienne. Dans le présent rapport sur les enfants et les adolescents autochtones, les données sur l'aide au revenu proviennent d'AINC

et comprennent seulement les membres des Premières Nations vivant dans les réserves.

Les prestataires d'une aide au revenu représentaient 35 p. cent des résidents des réserves en 2003 comparativement à 5,5 p. cent de la population générale de prestataires de l'aide sociale, comme le montre le tableau 2.1.

D'autres données démontrent que le nombre moyen de prestataires d'une aide au revenu mensuelle a diminué légèrement – le nombre total de personnes (enfants, adolescents et adultes) recevant une aide au revenu – parmi les Premières Nations dans les réserves, passant d'environ 156 629 en 1997-1998 à 149 631 en 2004-2005²².

Le nombre moyen de ménages prestataires d'une aide au revenu mensuelle, cependant, a augmenté au cours de la même période, passant de 70 927 à 76 905²³. « Ménage prestataire » désigne le nombre de familles et de personnes seules qui reçoivent une aide au revenu. L'augmentation du nombre de ménages prestataires combinée à une diminution du nombre de prestataires individuels laisse indiquer que le nombre d'enfants à charge a diminué légèrement. Environ 72 000 enfants dans les réserves vivent dans des familles qui reçoivent une aide au revenu.

Selon des données de 2004, le taux estimé de couverture des personnes dans les réserves varie de façon importante par région, allant de 58,5 p. cent de prestataires dans la région de l'Atlantique à un taux scandaleusement bas de 23 p. cent en Ontario. Dans les Prairies, les taux sont également très élevés, s'établissant à 40,8 p. cent au Manitoba, à 49,2 p. cent en Saskatchewan et à 40,1 p. cent en Alberta²⁴. Cette situation illustre à nouveau que les

Dans l'ensemble, l'emploi autochtone a fait des avancées dans les secteurs des services, de la construction et des soins de santé, les progrès ayant été moins probants dans les secteurs des biens, de l'administration publique, de l'hébergement et de l'alimentation. En Alberta, par exemple, 2 300 jeunes autochtones ont trouvé un emploi dans le secteur des services, habituellement peu rémunérateur et qui emploie actuellement 16 600 jeunes autochtones.

Dans les industries minière, gazière et pétrolière, qui sont toutes en plein essor dans l'Ouest canadien, l'emploi n'a pas prospéré parmi les travailleurs autochtones. Bien que, au total, pour tous les groupes d'âges, 30 000 nouveaux emplois aient été créés dans ce secteur en trois ans, passant de 145 200 à 176 900 emplois, le nombre de travailleurs autochtones dans ce secteur a diminué, passant d'un effectif de 6 300 en 2004, à 5 600 travailleurs.

Cependant, le nombre des travailleurs autochtones ayant entre 15 et 29 ans a crû dans le secteur minier, gazier et pétrolier, notamment en Alberta, où l'effectif est passé de 1 200 à 1 600 travailleurs, soit une hausse de 33 p. cent, alors que leurs homologues non autochtones connaissent une hausse de 31 p. cent, passant de 29 300 à 38 400 travailleurs. Les 1 600 Autochtones constituaient 4 p. cent de l'ensemble des travailleurs dans ce secteur, alors que les Autochtones ayant entre 15 et 29 ans représentaient 5 p. cent de cette main-d'œuvre.

LES SALAIRES SONT TOUJOURS INFÉRIEURS

Les employés autochtones touchent toujours des salaires bien inférieurs à ceux de leurs homologues non autochtones. Par exemple, dans les provinces de l'Ouest, un non-Autochtone perçoit en moyenne 759 \$ pour une semaine de travail et un Autochtone, 614 \$, soit 81 p. cent de son salaire. Pour un membre des Premières Nations, cette proportion est encore moindre, soit 78 p. cent.

Quant aux membres masculins des Premières Nations, l'écart salarial étant estimé à 220 \$ par semaine, ils touchent les trois quarts du salaire des non-Autochtones. Si cet écart est moindre chez les femmes, soit de 93 \$ par semaine, elles n'obtiennent que 85 p. cent du salaire hebdomadaire des femmes non autochtones – ces données permettent de voir le faible revenu des femmes en général par rapport à celui des hommes. Même les Autochtones détenant un diplôme universitaire ne gagnent que 78 p. cent des salaires des diplômés non autochtones.

Au fil du temps, de nombreuses études ont permis de cerner d'innombrables raisons intriquées pour lesquelles les Autochtones touchent des salaires peu élevés : un rendement scolaire inférieur, une population comparativement jeune, l'emplacement où vivent un bon nombre d'Autochtones, le manque de formation et les aptitudes linguistiques, le sexe et, non le moindre, la discrimination dans le marché du travail¹⁹.

Tableau 2.1 : Comparaison des taux de couverture par l'aide au revenu (AR) ou l'aide sociale (AS) entre la population dans les réserves et la population générale, 1997 et 2003

Province/ territoire et Canada	1997			2003		
	Population totale en mars 1997	Nombre de prestataires de l'AR ou de l'AS en mars 1997	Pourcentage	Population totale en mars 2003	Nombre de prestataires de l'AR ou de l'AS en mars 2003	Pourcentage
	Population générale (excluant la population dans les réserves)					
Canada	29 819 070	2 774 900	9,3 %	31 543 355	1 745 600	5,5 %
Colombie-Britannique	3 931 016	321 300	8,1 %	4 135 769	180 700	4,3 %
Manitoba	1 135 851	79 100	6,9 %	1 159 917	59 900	5,1 %
Atlantique	2 373 558	247 300	10,4 %	2 342 835	165 800	7,0 %
Ontario	11 180 472	1 149 600	10,2 %	12 193 256	673 900	5,5 %
	Population dans les réserves					
Canada	369 163	152 746	41,4 %	423 631	147 300	34,8 %
Colombie-Britannique	72 448	22 749	31,4 %	80 103	18 009	22,5 %
Manitoba	62 554	29 853	47,7 %	74 038	32 483	43,9 %
Atlantique	15 645	12 634	80,8 %	18 420	11 818	64,2 %
Ontario	73 109	18 004	24,6 %	82 774	18 615	22,5 %

Source : AINC, Income Assistance Reform.

Premières Nations ne participent pas au boom dans l'Ouest du Canada; la vaste majorité des Autochtones demeurent sur la marge.

La majorité des adultes prestataires de l'aide au revenu dans les réserves sont jeunes, allant de 18 à 40 ans, tandis que 60 p. cent sont des hommes et 40 p. cent, des femmes²⁵. Dans la population générale, la majorité des prestataires de l'aide sociale ont tendance à être plus âgés, soit de 40 à 64 ans²⁶.

AINC a noté,

[Traduction] Compte tenu de la population de jeunes croissante et du nombre d'adolescents aptes au travail qui reçoivent l'aide au revenu, on voit une tendance troublante se dessiner. Trop d'adolescents ou de personnes seules comparativement aux familles touchent une aide au revenu. C'est une autre génération qui commence. La collectivité en souffrira, les jeunes aussi, sans parler du programme²⁷.

Cependant, lorsque peu de possibilités d'emploi ou de formation leur sont offertes, dans les réserves et hors réserve, les adolescents autochtones se retrouvent avec peu de choix. Comme l'a souligné M. Dinsdale,

[Traduction] Si l'on suppose que la moitié des personnes vivant en milieu urbain n'ont pas terminé leurs études secondaires et ont moins de 25 ans, beaucoup de programmes peuvent être touchés. C'est partout pareil au pays. De très jeunes personnes viennent aux banques alimentaires chaque jour. Plus vieilles, elles commettront des infractions contre les biens, pas pour le goût de le faire, mais tout simplement pour manger, car elles sont désespérées. Cela lance un défi unique et distinct à notre travail du côté des programmes. Nous voyons apparaître plus de toxicomanes à différentes étapes de leur vie. Nous voyons une population très démunie; la sécurité alimentaire devient primordiale pour ces gens-là. C'est triste, bon nombre des programmes d'éducation s'adressent aux enfants de 0 à 5 ans. Ce genre de programmes de prise en main et de bon départ (soins prénataux et postnataux; sur le rôle de parents de nourrissons; pour les familles) se concentrent surtout sur les tout petits.

AUCUNE SÉCURITÉ DANS LE FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE

Le fait que tant de personnes autochtones soient condamnées à des revenus de l'aide sociale qui soient bien inférieurs à tout seuil de pauvreté est un important facteur qui contribue aux taux élevés de pauvreté chez les enfants et les adolescents autochtones. Le gouvernement fédéral a fixé les taux de l'aide au revenu dans les réserves au même taux que celui de

l'aide sociale provinciale ou territoriale. Ainsi, les taux annuels peuvent varier sensiblement, par exemple, de 3 427 \$ pour une personne seule au Nouveau-Brunswick à 8 198 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador. En règle générale, les taux provinciaux et territoriaux sont faibles, en deçà du seuil de pauvreté²⁸.

Les politiques sur l'aide au revenu et l'aide sociale peuvent également être un facteur dans la violence faite aux femmes. À cause de l'érosion des taux de l'aide à travers le Canada, les femmes ont de la difficulté, en règle générale, à quitter et à éviter des situations violentes. Les taux de l'aide sociale qui sont très inadéquats, lorsqu'il est question de répondre aux besoins des femmes et de leurs enfants, peuvent se révéler un obstacle et les empêcher de quitter ou d'éviter des relations violentes et de s'affirmer de façon indépendante.

Tout simplement, la pauvreté et les taux de subsistance de l'aide contribuent à la vulnérabilité des femmes à la violence économique et physique en ne laissant pas aux femmes à faible revenu beaucoup d'options de survie. Cette situation désespérée pour toutes les femmes est encore plus difficile pour les femmes autochtones qui pourraient avoir un accès encore plus limité à d'autres options de logement, comme il en question dans le chapitre portant sur le logement, notamment dans les collectivités éloignées et dans les réserves. Cette exposition est étroitement liée aux autres facteurs analysés dans le présent rapport, comme l'éducation, l'emploi, le mieux-être et les enfants pris en charge.

Les enfants et les adolescents autochtones en souffrent clairement lorsqu'une personne qui leur fournit des soins est incapable de les retirer d'une situation violente. Ils pourraient être victimes

de violence ou devenir prisonniers d'un cercle vicieux de violence et devenir eux-mêmes des auteurs de violence.

Fait digne de mention également, la Prestation universelle pour la garde d'enfants en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2006, est conçue de façon à ce que son avantage aux personnes autochtones soit minimisé. Comme l'a souligné Alistair MacPhee :

[Traduction] ... *bien des personnes n'ont pas présenté de demande pour obtenir les paiements mensuels de 100 \$. Le programme a été lancé très rapidement; donc beaucoup de parents ne comprennent pas qu'ils doivent présenter une demande pour recevoir cette prestation. Jamie Gallant, chef et président du Native Council of Prince Edward Island, affirme que la Prestation universelle pour la garde d'enfants est complexe, porte à confusion et manque de transparence. Un grand nombre de familles autochtones à faible revenu se retrouveront avec un montant net moins élevé en prestations du nouveau programme que les familles prestataires de l'aide sociale. Les familles monoparentales y perdront le plus, ce que je juge inacceptable en raison du grand nombre de ces familles dans les communautés autochtones.*

Cependant, les augmentations du taux de l'aide au revenu et de l'aide sociale et les bonifications des prestations ne sont pas une panacée pour l'état disproportionnellement démuné des familles, des enfants et des adolescents autochtones. C'est seulement par l'adoption d'une approche socioéconomique holistique qu'il sera possible de lutter contre cette oppression.

UNE APPROCHE GLOBALE

[Traduction] *Le problème dans notre cas, c'est qu'il est très difficile de parler du logement, par exemple, sans parler de l'éducation et de l'acquisition continue du savoir, car tous ces facteurs font partie d'un tout, de chacun de nous. Pourquoi de tels salaires? Pourquoi y-a-t-il un seuil de pauvreté? Si nous sommes pauvres, c'est que nous ne terminons pas nos études secondaires. Peut-être que c'est une question de racisme, mais n'en parlons pas pour le moment – c'est une problématique plus large. Peut-être que ces personnes ne terminent pas leurs études secondaires ou universitaires, ou leurs études dans les écoles de formation. Alors pourquoi ne les terminent-elles pas? En partie, parce que leurs parents ne l'ont jamais fait? On ne s'y attend pas dans de telles conditions de vie. Pourquoi existent-elles ces conditions? Bien s'il en est ainsi, c'est que l'on a tenu les Autochtones à l'écart du pouvoir pendant des générations. Pourquoi? Retournons jusqu'à la source de certains de ces maux, nous verrons comment nous pouvons nous en sortir.*

Peter Dinsdale

EN RÉSUMÉ

Malgré les désavantages qu'ont subis jusqu'à présent les Autochtones sur le marché du travail, l'extrême jeunesse de leur population les met en bonne position pour s'intégrer massivement à la population active, compte tenu du vieillissement de la population en général. Une telle transition sera bénéfique aux collectivités et aux économies autochtones et non autochtones.

Pour transformer cette situation marquée par des taux de chômage lamentables et le manque d'occasions d'emploi pour les Autochtones, il faut :

- élaborer une approche holistique des raisons pour lesquelles, à l'origine, ils ont subi une marginalisation;
- mettre la priorité sur le rendement scolaire et les mesures de soutien à la famille;
- élargir les approches à l'égard des programmes qui ont fait leurs preuves.

Une telle approche doit mettre l'accent non seulement sur les emplois, mais également sur la famille, la collectivité et, plus particulièrement, le rôle des femmes.

Les inégalités qui sévissent actuellement dans la population active affectent toujours les enfants et les jeunes autochtones, qu'ils soient des personnes à charge ou des membres de la population active; parallèlement, les conditions économiques et démographiques actuelles offrent une chance unique d'ouvrir les portes à l'emploi.

LES ENFANTS ET LES JEUNES AUTOCHTONES : ÉDUCATION, LANGUE ET CULTURE



[Traduction] *La plupart de mes professeurs étaient corrects, sauf mon professeur de mathématiques... Il était... raciste envers trois Autochtones dans la classe... deux de mes amis et moi. Les premiers jours où nous sommes allés en classe, il nous a mis dans une salle différente et nous a dit « vous les gars, vous pouvez travailler sur ça parce que je ne pense pas que vous puissiez suivre ce que nous faisons en classe ». Nous avons tous fait notre travail juste pour lui prouver que nous n'étions pas aussi stupides qu'il le laissait entendre... Nous n'en avons pas parlé mais que pouvions-nous faire?*

Citation de Laura Metcalfe, *Exploring Empowering Education for Marginalized Youth in Toronto*

Les enfants et les jeunes des Premières Nations, métis et inuits ne reçoivent pas une éducation équivalente à celle des autres enfants et jeunes canadiens, peu importe le lieu où ils vivent. De l'éducation préscolaire et l'apprentissage des jeunes enfants à l'enseignement postsecondaire (EPS), les Autochtones reçoivent une éducation moins élevée que celle des Canadiens et Canadiennes non autochtones et rencontrent des obstacles plus nombreux et plus importants. Leurs langues et leurs cultures autochtones ne sont pas non plus suffisamment transmises et préservées, que ce soit par le truchement du système éducatif ou par un autre moyen.

APPRENTISSAGE ET GARDE DES JEUNES ENFANTS

Les dépenses publiques dans l'éducation et

la garde des jeunes enfants dans des pays semblables au Canada s'échelonnent de 0,4 p. cent à 2 p. cent du produit intérieur brut (PIB). Selon l'Organisation de coopération et de développement économique, le Canada se classe en queue de liste, avec 0,2 p. cent du PIB dans ce secteur de dépenses¹.

Ce sous-investissement général dans l'apprentissage des jeunes enfants entraîne de graves conséquences sur les enfants autochtones. Par exemple, 257 collectivités de Premières Nations n'ont pas accès à la garde des enfants et bien d'autres ne disposent pas d'assez d'espaces pour pouvoir accueillir même 20 p. cent des enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de six ans².

Comme le Congrès des Peuples Autochtones (CPA) l'indique :

[Traduction] On en sait peu sur la santé et sur le développement des jeunes enfants

autochtones au Canada en particulier, des données nationales complètes sur les enfants autochtones hors réserve ne sont pas rapidement et facilement accessibles – surtout concernant les enfants de 0 à 5 ans³.

D'après Alastair MacPhee :

[Traduction] Les enfants autochtones font face à un risque bien plus élevé que les enfants non autochtones et cette vulnérabilité fait tout spécialement ressortir la nécessité de mettre en place des services de garde pour les enfants autochtones et une initiative sur l'apprentissage des jeunes enfants qui vise tous les enfants autochtones, sans égard au lieu de résidence.

Les programmes d'apprentissage et de garde de jeunes enfants doivent être adaptés à la réalité culturelle des Autochtones. Il faut renforcer les programmes de service social destinés aux enfants autochtones hors réserve (indiens inscrits ou non inscrits) et aux Métis.

Les enfants inuits sont accueillis dans environ 1 500 espaces de garde d'enfants offerts par le biais de l'Initiative de services de garde pour les Premières Nations et les Inuits et du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones. Mais cela ne suffit pas du tout à répondre aux besoins⁴.

Comme l'a constaté Okalik Egeesiak, le nombre restreint d'espaces accessibles aux Inuits est imputable au fait « *que nous ne disposons pas de l'infrastructure pour les services de garde d'enfants.* »

[Traduction]

Comme on le soulignait dans le chapitre sur les données démographiques, un nombre bien plus important d'enfants autochtones vivent dans des familles monoparentales où le besoin d'accéder à l'éducation de la petite enfance et

de bénéficier de services de garde d'enfants est d'autant plus critique.

ÉLABORATION DE PROGRAMMES

Parmi les programmes destinés aux enfants autochtones qui existent dans l'ensemble du pays mentionnons les suivants :

- L'Initiative de services de garde pour les Premières Nations et les Inuits fournit 7 500 espaces de service de garde subventionnés dans quelque 407 sites dans des collectivités de Premières Nations et d'Inuits;
- En 2003-2004, le gouvernement du Canada conjointement avec le gouvernement de l'Alberta a financé 762 espaces de garde d'enfants accessibles à des enfants âgés de moins de 12 ans dans 15 collectivités établies dans des réserves;
- En 2003-2004, le gouvernement du Canada conjointement avec le gouvernement de l'Ontario a offert des services de garde à 2 797 enfants âgés de moins de 6 ans dans 57 sites servant 51 collectivités de Premières Nations⁵.

L'un des principaux programmes fédéraux, le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones, se compose d'une série de programmes, mais consiste la plupart du temps en demi-journées, cinq jours par semaine, pour des enfants âgés de 3 à 5 ans. Le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones est une stratégie d'intervention précoce financée par Santé Canada dont le but est de soutenir les enfants des Premières Nations, des Inuits et des Métis et leurs familles vivant dans les centres urbains, dans les grandes collectivités du Nord et dans les réserves. Le programme

comporte six volets : l'éducation et la maturité scolaire, la culture et la langue autochtones, la participation des parents, la promotion de la santé, la nutrition et le soutien social.

En 2003, le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques a offert des services à 3 616 enfants. En 2003-2004, le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves a fourni des services à 9 101 enfants dans 354 sites servant 383 collectivités⁶.

Le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones est considéré par bien des gens comme l'un des meilleurs programmes existants. Valerie Gideon remarque par exemple que les enfants des Premières Nations qui ont suivi le programme ont « *près de 40 p. cent moins de risque de redoubler une année* ». Toutefois, seulement 12 p. cent des enfants admissibles dans les réserves et 7,6 p. cent de ceux vivant ailleurs bénéficient du programme *Aboriginal Head Start*⁷. Tandis que ce programme est jugé positif, sa portée est très limitée.

Comme le mentionnait M. MacPhee,

[Traduction] *Au cours des 36 dernières années, une bataille politique publique a été livrée pour élaborer un programme national de garde d'enfants qui intègre des services de garde pour les enfants autochtones. Cette lutte a donné lieu à des conflits de compétence que connaissent très bien les Indiens inscrits ou non inscrits vivant hors réserve et les Métis. La nécessité d'offrir des services de garde pour les enfants autochtones a été défendue par le CPA pendant de nombreuses années. En 1989, nous avons réclamé une politique fédérale en matière de services de garde reposant sur les principes de services accessibles, abordables et de qualité, et gérée par les Autochtones. En*

2005, nous avons appuyé les principes QUAD (qualité, universalité incluse, accessibilité et développement) en vue de garantir que tous les enfants autochtones, quel que soit leur lieu de résidence, prennent un bon départ dans la vie en recevant les meilleures stimulations et bases possibles.

M. MacPhee souligne que « *les initiatives d'apprentissage et de garde de jeunes enfants doivent inclure l'optique des personnes ayant un handicap afin d'évaluer l'incidence de l'ensemble des politiques, des programmes et des décisions sur les enfants autochtones ayant un handicap, et de la corriger.* »

[Traduction]

L'élaboration de programmes d'apprentissage et de garde de jeunes enfants autochtones doivent également inclure une analyse de l'histoire d'institutions importantes et de leur rôle dans la vie des Autochtones qui expliquent leur position marginale dans la société canadienne⁸.

DE LA MATERNELLE À L'ÉCOLE SECONDAIRE

Une fois que les enfants autochtones sont dans le système scolaire formel, il leur manque des options de programmes qui facilitent leur apprentissage et les maintiennent à l'école et éloignés des problèmes.

Peter Dinsdale explique en ces termes le vide éducatif et récréatif touchant les enfants autochtones :

[Traduction] *Il y a un déficit énorme de programmes entre ceux destinés au groupe d'âge mythique des 5 à 6 ans où les enfants*

sont censés entrer en première année et des programmes récréatifs pour adolescents... mais il n'en existe presque aucun dans les zones urbaines de l'ensemble du pays qui cible clairement les Autochtones.

Il paraît que le gouvernement de l'Ontario vient de lancer un projet pilote pour cette population d'enfants âgés de 6 à 12 ans, par l'entremise des centres d'amitié. Il a un succès formidable et s'inscrit à titre de pratique exemplaire.

Les centres d'amitié essaient d'adopter une mentalité "du berceau à la tombe" sur le plan des programmes – si vous avez un besoin au cours de cette période, les centres pourront y répondre. Concernant les jeunes enfants de nouveau, nous offrons des services de nutrition, des programmes de formation au rôle de parent, des programmes pour les familles. Les enfants de 6 à 12 ans constituent une population très difficile à servir... nous avons besoin d'un programme global d'activité physique et de loisirs pour vraiment être en mesure de réaliser des interventions ciblées auprès de ce groupe d'âge.

David Budd observe qu'il peut être assez simple d'amener les enfants à suivre des programmes après l'école :

[Traduction]... L'une des activités que nous organisons est d'offrir des collations. Parce que certains vivent dans la pauvreté, l'alimentation figure parmi les priorités. Et les promenades, ils aiment sortir. Ils restent toujours dans leur propre quartier, ils n'ont pas l'occasion de sortir.

L'éducation autochtone doit être envisagée dans un continuum, de telle sorte que les taux de non-achèvement des études secondaires soient abordés non seulement à ce niveau,

mais aussi par le truchement de l'apprentissage des jeunes enfants, de l'école élémentaire et de programmes externes. La prévention est un principe holistique; dans le contexte de l'éducation, il signifie s'attaquer aux raisons pour lesquelles les étudiants autochtones décrochent avant de terminer l'école secondaire, ou n'ont plus l'âge requis et ne retournent pas à l'école.

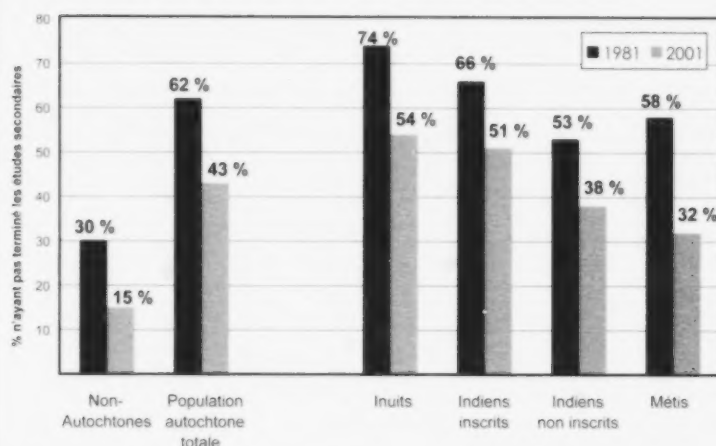
ÉCOLE SECONDAIRE

Il existe manifestement des raisons spécifiques qui sous-tendent la disproportion des taux de non-achèvement des études secondaires des Autochtones. En 2001, dans l'ensemble de la population canadienne, 31 p. cent des jeunes n'avaient pas terminé leurs études secondaires, comparés à 48 p. cent des Autochtones, se répartissant comme suit : 42 p. cent de Métis, 51 p. cent de membres des Premières Nations et 58 p. cent d'Inuits⁹.

L'écart global est de 17 points de pourcentage. Cet écart varie dans tout le Canada, s'élevant à 20 points au Québec et dans les Territoires du Nord-Ouest et descendant à un point à Terre-Neuve-et-Labrador¹⁰. Toutefois, l'écart le plus mince enregistré à Terre-Neuve ne provient pas de hauts taux d'achèvement des études secondaires des Autochtones, mais plutôt de taux globaux de non-achèvement de la province supérieurs à la moyenne.

En 2001, 15 p. cent de l'ensemble des Canadiennes et Canadiens âgés de 20 à 24 ans ne possédaient pas de diplôme d'études secondaires par rapport à 43 p. cent des jeunes autochtones de cet âge. Les chiffres relatifs à différents groupes s'échelonnent de 54 p. cent pour les Inuits à 32 p. cent pour les

Graphique 4.1 : Jeunes adultes autochtones et non autochtones âgés de 20 à 24 ans n'ayant pas terminé leurs études secondaires



Source : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone

Métis, comme l'indique le graphique 4.1. Aussi élevés et disproportionnés que soient ces chiffres, ils montrent une nette amélioration des taux d'achèvement des études secondaires des Autochtones entre 1981 et 2001.

Ainsi que nous le verrons dans la partie ci-dessous traitant de l'enseignement postsecondaire, ce succès s'explique largement par une certaine prise de contrôle et de direction des collectivités autochtones sur l'éducation. Les Autochtones se sont efforcés d'obtenir un meilleur niveau d'instruction, et le contrôle communautaire de l'éducation autochtone a rendu cet objectif plus réalisable.

Cependant, malgré cette amélioration enregistrée chez les Autochtones, l'écart avec les non-Autochtones demeure appréciable.

Dans les réserves, les chiffres de non-achèvement sont bien désastreux; comme le constate l'APN :

Actuellement, 32 p. cent des enfants des Premières Nations terminent leur douzième ou treizième année dans des écoles dans les réserves. Cette statistique a été constante depuis 1994 et jusqu'à 2000. À savoir que 70 p. cent de notre population possèdent un niveau d'instruction inférieur aux études secondaires¹¹.

FACTEURS DE DÉPART ET D'ATTRACTION

Maria Wilson a remarqué ce qui suit :

[Traduction] D'après moi, les principaux problèmes rencontrés par les enfants et les jeunes inuits sont les mêmes que ceux auxquels leurs parents font face en ce moment. En ce qui concerne la jeunesse inuite, je dirais que, sur 100 étudiants au niveau secondaire, seulement 25 obtiennent leur diplôme ou finissent leurs études. Ce résultat est très, très mauvais. Tout se résume à des soucis financiers, à des problèmes d'infrastructure et d'hébergement et à la pauvreté.

L'éducation joue un rôle considérable. Au Nunavut, on n'arrive pas à doter l'effectif d'employés inuits parce que les gens ne possèdent pas les compétences requises et les niveaux d'instruction. Pourquoi? En raison des multiples problèmes sociaux et économiques.

Par exemple, ajoute Mme Wilson:

[Traduction] *Pour un jeune, même si celui-ci étudie au niveau secondaire, si par la suite se libère un poste qui n'exige pas, disons, un diplôme d'études secondaires ou autre et qui propose un salaire atteignant 20 dollars de l'heure ou plus, ce jeune abandonnera certainement l'école pour aller travailler, ce qui lui permettra de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille. La non-pertinence du programme d'enseignement par rapport au savoir et à la culture traditionnels des Inuits joue également un rôle; beaucoup de jeunes sont perturbés en raison de la confusion de l'identité culturelle : comment agir dans ce monde en tant qu'Inuk ou que Qallunaat? La situation est aussi aggravée par le manque d'orientation professionnelle en début de carrière, et le manque d'engagement communautaire et parental fort.*

Le poids de l'histoire est lié aux problèmes socioéconomiques, précise M. Dinsdale :

[Traduction] *L'autre facteur déterminant je dois dire est que nous devons examiner sérieusement le genre d'aide à l'éducation que nous fournissons à la catégorie d'âge des 12 ans et plus. Nous savons que beaucoup de nos membres n'obtiennent pas leur diplôme d'études secondaires et qu'ils abandonnent après la huitième ou la neuvième année. Ce sont les années de transition où le poids de leur histoire familiale et l'histoire de leur nation commence à les accabler ainsi que les questions auxquelles ils sont confrontés dans les collectivités. Il est plus facile en étant dépourvu d'une culture de la réussite dans l'éducation et dans les familles de simplement avancer selon le même modèle familial.*

M. Budd se rappelle avoir vécu directement les taux d'abandon des jeunes autochtones dans un système d'enseignement qui n'était pas adapté à la réalité culturelle :

[Traduction] *Cela m'est arrivé à moi aussi; j'ai perdu beaucoup de camarades de classe autour de l'âge de 14 ans. Entre la septième et la neuvième année, ils ont abandonné les uns après les autres. Je repense à leur perte d'intérêt. L'école était devenue ennuyeuse, ils la trouvaient banale : nous faisons ceci depuis tant d'années et nous continuons de lire et d'écrire, etc. Ça n'indique pas une volonté de refléter un équilibre. Je pense à la roue de médecine. Nous divisons la roue en quadrants et évoquons les aspects émotionnels et mentaux. C'est une vision globale de la vie.*

Dans le système européen, on est seulement une moitié d'être humain. Ils ne se sont intéressés ni à mon esprit, ni à mes émotions. Les professeurs ne m'ont pas demandé une seule fois comment je me sentais. Mais ils veillaient toujours à ce que j'apprenne et fasse du sport. Ils se sont occupés de ces deux quadrants. Je pense que pour conserver le niveau d'intérêt des jeunes, le défi réside précisément là.

M. Dinsdale insiste sur l'importance de garder les jeunes autochtones dans les écoles secondaires :

[Traduction] *Nous savons qu'ils constituent le groupe d'âge cible; nous connaissons les questions en jeu. Il existe là-bas quelques exemples de programmes efficaces qui visent cette population en question. Dans huit centres d'amitié en Ontario, et un en Colombie-Britannique, et dans d'autres endroits, des écoles parallèles y sont établies pour servir cette population. Les enfants qui ont abandonné l'école secondaire sont en mesure*

de retourner dans le système d'éducation dans les centres d'amitié qu'ils fréquentent déjà et d'y être réintégrés. Ils ont accès à tous les autres services culturels, sociaux et de santé disponibles au Centre d'amitié pour fournir à ces enfants une couverture de services. Pour les aider à finir l'école. Le même programme. Les mêmes normes rigoureuses et un essai d'une manière juste et pertinente. L'extension de ce programme à d'autres régions est entièrement adaptée à cette population.

M. Dinsdale est optimiste sur la capacité des programmes à changer les résultats de l'obtention de diplômes d'études secondaires des jeunes autochtones :

[Traduction] En quelques mots, si nous avons un Centre d'amitié qui garde son gymnase ouvert le vendredi soir pour que les jeunes jouent au basketball ou au hockey en salle, au volleyball, pratiquent des danses pow wow, ou n'importe quelle activité les intéressant, les enfants qui y prennent part sont moins susceptibles d'être dehors à boire ou à entrer par effraction dans des maisons, à faire des enfants ou tout autre comportement que nous essayons de corriger. Ils pourraient accéder à des programmes positifs, ils pourraient participer à tant d'activités. Retourner à l'école pour finir leurs études. Ils représentent une population extrêmement importante à cibler, là encore donnant lieu à de formidables résultats sur le plan de la justice.

Il existe des raisons supplémentaires d'être optimistes. Les taux d'achèvement des études secondaires des Autochtones sont bien plus élevés dans le groupe d'âge des 25-44 ans que dans la fourchette 15-24 ans du fait des forts taux de l'éducation permanente. Par exemple, les

Indiens inscrits âgés de 15 à 24 ans ont un taux d'achèvement de leurs études secondaires de 50,3 p. cent tandis que les 25-44 ans atteignent 69,9 p. cent¹².

Il importe également beaucoup de souligner que les femmes autochtones sont davantage susceptibles que les femmes non autochtones ou que les hommes autochtones ou non autochtones de reprendre ultérieurement leurs études¹³.

Ceci montre que, quoique de nombreux Autochtones abandonnent les études secondaires, il existe un puissant désir d'apprendre; la suppression des obstacles permettrait d'améliorer les résultats de l'enseignement secondaire des jeunes et des adultes.

M. Budd pense que les jeunes autochtones ont besoin de s'impliquer davantage dans leurs choix pédagogiques, qui doivent aussi être adaptés à leur réalité culturelle :

[Traduction] Leur a-t-on déjà remis une évaluation? Ils ont aussi voix au chapitre. De quoi manquons-nous, de quelle manière l'école peut-elle devenir accueillante pour vous y retenir, vous, les jeunes?

Nous devons les calmer, leur parler et leur demander : « De quoi as-tu besoin mon garçon et ma fille? » avec la gentillesse dont parlent toujours les personnes âgées, nous devons les écouter. J'évoque la roue de médecine pour parvenir à un équilibre dans leur vie.

Peut-être devrions-nous les emmener un peu en forêt, ou quelque chose de similaire, ou les ouvrir à d'autres aspects de notre culture.

Dans une enquête réalisée par l'Organisation nationale de la santé autochtone, les jeunes autochtones questionnés au sujet des plus grandes difficultés auxquelles ils étaient confrontés ont désigné l'éducation, le racisme et les gangs comme étant les principales problématiques ou priorités générales des jeunes¹⁴.

Ensuite, des jeunes autochtones ayant participé à une étude sur l'éducation à Toronto ont indiqué que le racisme existant dans le système éducatif dans des régions urbaines constitue un défi important tendant à les décourager de poursuivre leurs études.

Une jeune femme autochtone a décrit la manière raciste dont ses amis non-autochtones lui parlent :

[Traduction] Mes amis plaisantent à mon sujet, ils me disent 'hé, la squaw' ou autre chose, mais ça ne me dérange pas... Vous savez que certains Indiens sont alcooliques, alors ils me demandent "tu as bu de la Listerine aujourd'hui?" Je réponds que non, mais je me dis 'et s'ils le pensent vraiment?'¹⁵

Certains des participants ont établi des liens entre le fait d'être la cible de racisme et de quitter ou de souhaiter quitter l'école, comme le soulignait une jeune femme autochtone :

Ils n'arrivent pas à gérer le stress d'être seuls... de porter le simple fait d'être un Autochtone, en étant le seul, c'est difficile de résister... Affirmer que tous les Autochtones ne sont bons à rien est un stéréotype... Ils l'entendent sans cesse, ensuite ils diront que 'de toute façon, ils penseront que je le fais, même si ce n'est pas vrai... Bon, d'accord... je vais le faire'¹⁶.

Cette expérience de racisme systémique et de mise à l'écart dans l'éducation secondaire

peut être désignée sous les termes de « facteur de départ » en ce sens qu'il peut pousser les étudiants en dehors de l'école; des besoins financiers et l'attrait de l'emploi peuvent être désignés en tant que « facteur d'attraction¹⁷ ». Une réponse globale aux taux de non-achèvement des études chez les Autochtones exige de traiter à la fois les facteurs de départ et les facteurs d'attraction.

ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

C'est dans le cas des diplômés universitaires que l'écart entre Autochtones et non-Autochtones est le plus grand. Quinze p. cent des Canadiens et Canadiennes non autochtones de plus de 25 ans étaient diplômés d'une université en 2001, soit environ deux fois plus que les 8 p. cent des Autochtones¹⁸.

En ce qui concerne les taux d'achèvement des études universitaires de la population autochtone et non autochtone, l'écart varie dans tout le Canada, la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Yukon laissant apparaître une différence de 12 points comparée à un écart de cinq points à Terre-Neuve-et-Labrador¹⁹.

Vingt et un p. cent d'Inuits, 23 p. cent de membres des Premières Nations et 29 p. cent de Métis possèdent un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires²⁰. Le taux de 16 p. cent d'Autochtones âgés de 25 ans et plus qui détiennent un certificat d'une école de métiers est de trois points supérieur au taux de 13 p. cent des non-Autochtones qui ont aussi un certificat de compétence²¹. En ce qui a trait aux diplômes d'études collégiales, 18 p. cent de

non-Autochtones de plus de 25 ans en possèdent un, soit un taux légèrement supérieur aux 15 p. cent des Autochtones²².

De 1996 à 2001, la proportion d'Autochtones âgés entre 25 et 64 ans ayant un niveau postsecondaire (certificats d'une école de métiers, d'un collège et d'une université combinés) est passée de 33 p. cent à 38 p. cent²³.

Seuls 10 p. cent des hommes autochtones ont reçu un enseignement universitaire, comparés à 14 p. cent des femmes autochtones²⁴. En 2001, 9 p. cent des femmes autochtones par rapport à 16 p. cent des hommes autochtones possédaient un certificat d'une école de métiers. Sept p. cent des hommes autochtones et 12 p. cent des femmes autochtones avaient d'autres certificats non universitaires²⁵.

EXEMPLES DE RÉUSSITE

Dans un discours récent, Phil Fontaine, chef national de l'APN, évoquait la réussite obtenue ces derniers temps par les Premières Nations dans le domaine de l'éducation :

[Traduction] En l'espace de 50 ans, il y avait 10 étudiants des Premières Nations à l'université dans tout le Canada, 10 en 1952, ils sont près de 30 000 aujourd'hui.

Cette évolution devrait montrer au peuple canadien et bien sûr nous le comprenons, qu'investir dans l'avenir de nos jeunes par le biais de l'éducation représente un rendement significatif du capital investi. Et la raison pour laquelle nous avons été capables ou nous sommes capables de parvenir à un tel succès est que le gouvernement a fini par comprendre l'importance de faire participer nos gens à l'enseignement dispensé dans nos collectivités.

Le contrôle du système éducatif doit être exercé par nos gens dans nos collectivités.

C'est à ce moment-là que le redressement s'est opéré. Jusque-là, nous avons connu l'échec. Et cela ne s'est produit qu'en 1972. L'année 1973 a vu des collectivités de Premières Nations commencer à exercer un contrôle local sur l'éducation. Et alors, qu'a-t-il apporté à notre collectivité et au Canada? Toutes sortes de personnes remarquables dans chaque discipline qui existe là-bas. Des médecins, des avocats, des juges, des travailleurs sociaux, des pharmaciens exceptionnels²⁶.

Il importe de souligner que des travaux de recherche ont aussi établi que cet enseignement postsecondaire dans la collectivité des Premières Nations a un effet intergénérationnel :

[Traduction] L'une des leurs d'espoir les plus vives réside dans la constatation qu'il existe des corrélations communautaires avec le niveau d'instruction. La plus prometteuse est qu'à mesure que s'accroît le niveau d'éducation moyen de la population parentale, le niveau de réalisation des étudiants augmente également²⁷.

Les programmes d'enseignement postsecondaire pour les Autochtones comportent d'autres exemples de réussite. Mme Wilson cite le Nunavut Sivuniksavut comme étant un programme très efficace :

[Traduction] *Le succès est obtenu si, disons, sur 100 étudiants ayant réussi le programme, environ 80 d'entre eux trouvent des emplois au gouvernement du Nunavut, dans des ministères fédéraux, des organismes non gouvernementaux ou des sociétés privées.*

Il s'agit d'un programme de deux ans qui prépare les étudiants du Nunavut à réussir à passer de l'école secondaire au collège ou à l'université. Environ 20 étudiants sont acceptés par an. Ils sont amenés à vivre dans un milieu

urbain en bénéficiant d'une aide, tout en suivant un programme préparatoire à Ottawa qui est affilié au Collège Algonquin.

Toutefois, le succès ne vient pas facilement, étant donné que les obstacles persistent.

RACISME SYSTÉMIQUE ET AUTRES OBSTACLES

Un éducateur qui participait à une étude de Toronto a décrit ses propres frustrations d'étudiant autochtone, ayant le sentiment qu'il était seul responsable de s'élever contre le racisme : « Je devais discuter avec les professeurs... être le porte-parole de tous les peuples autochtones du monde entier. Ce sont de gros obstacles, et ils sont très fatigants et épuisants. J'ai pensé à un moment, que je n'avais pas besoin de ça et que j'allais aller dans un endroit où je n'aurais pas à subir cette situation, l'ignorance... les racistes²⁸ ».

Le manque de ressources est également cité fréquemment comme raison pour laquelle les Autochtones ne reçoivent pas un enseignement postsecondaire. Des facteurs liés à des causes financières ont souvent été mentionnés pour expliquer le non-achèvement des études postsecondaires.

Néanmoins, tandis que 24 p. cent des hommes indiquaient des raisons financières, 34 p. cent des femmes âgées de 25 à 44 ans évoquaient des responsabilités familiales²⁹. Compte tenu du fait que les femmes autochtones ont tendance à avoir davantage d'enfants, à les avoir plus tôt et à être des parents seuls, les ressources dont elles ont besoin englobent des services de garde

d'enfants et d'autres aides à la famille, outre le financement de leurs études.

Une étude récente menée par le Fonds canadien des bourses d'études du millénaire a analysé les obstacles à l'enseignement postsecondaire, et a constaté que :

Les répondants qui ne prévoient pas faire d'études postsecondaires indiquent en plus grand nombre leur accord avec l'importance du facteur financier : 59 p. cent affirment devoir travailler pour rencontrer leurs obligations familiales et 40 p. cent disent ne pas avoir de ressources financières suffisantes ... Lorsqu'on demande aux répondants qui prévoient faire des études postsecondaires quels motifs pourraient les amener à changer d'avis, 48 p. cent évoquent les difficultés financières; 43 p. cent, l'obligation de travailler pour faire face à leurs responsabilités familiales; et 42 p. cent, les résultats scolaires insuffisants³⁰.

L'APN constate :

[Traduction] Il est urgent de régler le problème des listes d'attentes d'étudiants des Premières Nations désireux de suivre des programmes d'EPS mais qui ne le peuvent pas en raison de l'insuffisance de fonds. On estime qu'environ 10 000 candidats des Premières Nations à l'EPS n'ont pu accéder à un financement³¹.

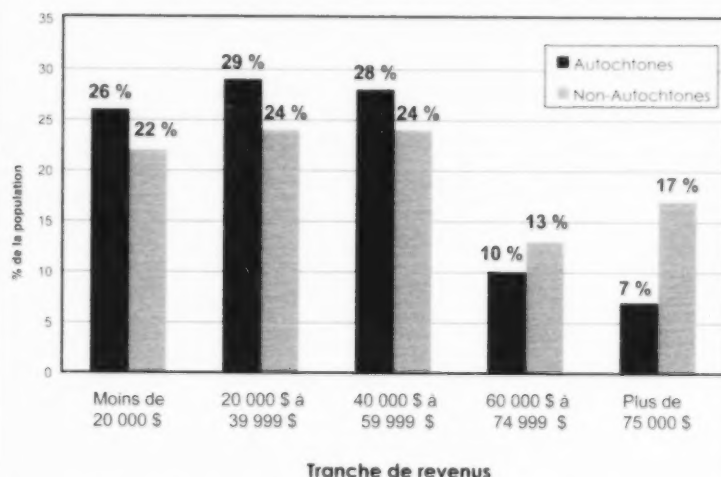
L'aide à l'enseignement postsecondaire est fournie par le MAINC aux Indiens inscrits et aux Inuits. Les Indiens inscrits hors réserve doivent présenter une demande de financement auprès de leurs bandes, financement susceptible de ne pas toujours être disponible.

Les Inuits sont souvent confrontés à des défis supplémentaires pour obtenir un enseignement postsecondaire liés à la localisation; Mme Egeesiak indique que la plupart des Inuits

souhaitant étudier à l'université ou au collège doivent aller au sud. Ceci les oblige à quitter les réseaux traditionnels de soutien et à faire face à un environnement culturel très différent pouvant être aliénant, et les expose à la discrimination raciale.

La plupart des Autochtones – Indiens non inscrits et Métis – n'ont pas accès au financement des études postsecondaires offert par le MAINC. Ils doivent demander des prêts étudiants provinciaux et canadiens et assumer le lourd endettement que cela entraîne. Cette solution peut être plus risquée et coûteuse pour les étudiants autochtones étant donné que les revenus des détenteurs de diplômes continuent d'être inférieurs à ceux des diplômés non autochtones, comme le montre le graphique 4.2 :

Graphique 4.2 : Revenus des détenteurs de diplômes autochtones et non autochtones en 2000



Source : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone

LANGUES ET CULTURES AUTOCHTONES

ÉROSION LINGUISTIQUE

Le recensement de 2001 laisse apparaître une baisse du nombre de personnes s'exprimant dans une langue maternelle autochtone, passant de 208 600 en 1996 à 203 300 en 2001. Le nombre de personnes apprenant une langue autochtone comme langue maternelle est maintenant de 21 p. cent et seules 13 p. cent parlent une langue autochtone « la plupart du temps chez elles³² ».

Entre 1986 et 2001, la proportion d'enfants âgés de 0 à 19 ans du nombre total de locuteurs de langue maternelle a chuté de 41 p. cent à 32 p. cent, ce qui signifie que les individus parlant une langue autochtone vieillissent. Encore plus

préoccupante est la tendance montrant que seuls 15 p. cent des enfants autochtones âgés de moins de 5 ans ont appris une langue maternelle autochtone³³.

Alors qu'il existe plus de 50 langues, le cri (39 p. cent), l'inuktitut (15 p. cent), l'otchipwe (12 p. cent), le montagnais-naskapi (5 p. cent) et le déné (5 p. cent) réunis représentent plus de 76 p. cent de tous les locuteurs de langue maternelle³⁴. Ce chiffre indique la menace qui pèse sur la survie de beaucoup d'autres langues.

Le taux global de syndicalisation des Autochtones dans l'Ouest, représentant 29,9 p. cent des travailleurs, est similaire à celui des non-Autochtones, qui se situe à 30,7 p. cent. Toutefois, les Premières Nations enregistrent un taux inférieur, soit 26,2 p. cent, alors que celui des Métis est de 32,8 p. cent. Le taux de syndicalisation contribuerait aux écarts salariaux entre les Métis et les membres des Premières Nations; toutefois, les deux groupes touchent un salaire inférieur à celui des non-Autochtones.

COMPRENDRE LES INÉGALITÉS

Comme le mentionnait Peter Dinsdale :

[Traduction] Cet état de chose laisse perplexe, car des gens arrivent de Terre-Neuve et de l'outre-Pacifique pour doter ces postes. Nous avons informé certains députés d'une gamme de questions et les députés responsables des circonscriptions de Fort McMurray et des alentours nous ont mentionné que les restaurants Tim Horton's offraient 16 \$ l'heure à leurs laveurs de vaisselle. Bien des organismes sans but lucratif, et pas seulement les centres d'amitié, ont de la difficulté à doter des postes : évidemment, pourquoi quelqu'un voudrait devenir un directeur de programme, gagnant 18 \$ l'heure, alors que, comme serveur, on aurait le même salaire, sans compter qu'il n'y a pas la tension du poste de direction et qu'en plus, on profite des pourboires.

Toutefois, compte tenu de l'essor dans l'emploi et des ressources qui existeraient s'ils recevaient une bonne éducation et une bonne formation, il est étonnant de ne pas assister à l'établissement d'un plus grand nombre de partenariats ni à la réalisation de plus amples progrès. Le racisme est-il en cause? Ou l'absence de réseautage? Je ne peux dire avec certitude où réside le problème. Certaines personnes réussissent dans certaines industries, tant mieux pour elles. C'est un casse-tête particulier pour ce qui est de l'emploi. Nous devrions nous intéresser davantage à cette situation pour en dégager les fondements.

Mme Richardson a commenté la qualité des emplois autochtones disponibles,

[Traduction] Encore une fois, la tendance à la mondialisation s'est manifestée par le fait que l'industrie du service à Victoria accapare de nombreux emplois, le salaire minimum y a été baissé au cours des 6 à 8 dernières années, et il semble y avoir de plus en plus de pressions sur les travailleurs. Le gouvernement est enclin à aider les travailleurs des petites et moyennes entreprises : il est donc très difficile de trouver un emploi décent, de bien gagner sa vie et d'être fier de sa personne. Je crois que si une personne ne parvient pas à trouver un emploi, elle ne réussira pas bien souvent à acquérir une certaine dignité, à avoir la chance de profiter d'un style de vie décent ou de s'occuper correctement de ses enfants.

Selon Mary Jane Norris :

[Traduction] Les enfants sont les futurs locuteurs des langues autochtones; leurs résultats linguistiques sont essentiels au maintien et à la revitalisation de leurs langues. Les résultats linguistiques des enfants aujourd'hui ont des répercussions importantes sur la situation linguistique des générations futures.

D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), une langue est réputée en voie de disparition si elle n'est pas apprise par au moins 30 p. cent d'enfants dans une collectivité. Le recensement de 2001 révèle qu'au Canada, seuls 15 p. cent des enfants autochtones âgés de moins de 5 ans ont appris une langue maternelle autochtone. Les enfants sont la principale source de croissance de la population de langue maternelle autochtone au Canada. La diminution du nombre de locuteurs de langue maternelle vécue depuis 1996 témoigne de l'effet du déclin de la continuité. Une baisse des taux de transmission de la langue aux générations plus jeunes semble ne plus être compensée par les niveaux toujours relativement élevés de la fécondité autochtone.

Selon l'UNESCO, les langues autochtones du Canada figurent parmi les plus menacées du monde³⁵.

Mme Norris souligne que :

[Traduction] L'acquisition croissante des langues autochtones en langue

seconde, notamment chez les jeunes, ne peut être considérée comme remplaçant son apprentissage en tant que langue maternelle. Tandis que l'acquisition d'une langue seconde peut jouer un rôle important pour ralentir l'érosion linguistique et l'extinction possible, la restauration de la transmission de la langue d'une génération à la suivante nécessite une augmentation du nombre de locuteurs de langue maternelle.

LE RÔLE DE L'ÉDUCATION

Les démarches pédagogiques actuelles s'emploient peu à remédier à la situation et elles font souvent davantage obstacle aux possibilités linguistiques des enfants et des jeunes autochtones. Mme Wilson remarque que les problèmes sont posés lorsque :

[Traduction] Disons, ils étudient en inuktitut jusqu'en troisième année et, à compter de la quatrième année, ils doivent s'exprimer en anglais, ce qui est la langue seconde, comme tout autre Canadien anglophone. Cette raison est l'une des principales causes des énormes taux d'abandon. Berger l'a très bien expliqué dans son rapport.

Mme Wilson a également constaté qu'alors que la collectivité francophone du Nunavut bénéficie d'un financement annuel destiné à la langue française :

[Traduction] L'inuktitut reçoit peu de fonds. Il est ironique qu'il existe des écoles francophones, très bien financées, et

pas une seule école inuite ayant pour langue principale l'inuktitut.

L'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) a souligné :

la nécessité que l'alphabétisme et l'apprentissage de la langue inuite ainsi que de l'anglais soient dispensés dans l'ensemble des systèmes éducatifs ne peut être surestimée³⁶.

Les professeurs autochtones peuvent servir de modèles de rôle et de transmetteurs culturels. Néanmoins, la plupart des étudiants autochtones âgés de 15 à 24 ans n'avaient pas de professeur autochtone; seuls 32 p. cent des jeunes des Premières Nations hors réserve avaient un professeur ou un aide éducateur autochtone. Les chiffres étaient plus élevés pour les Inuits dans le grand nord (81 p. cent)³⁷.

Selon Mme Wilson, tant la documentation que les instructeurs sont essentiels pour réussir l'éducation des enfants et des jeunes inuits :

[Traduction] En règle générale, la principale plainte est que le programme éducatif est établi à partir d'un programme du Sud, de l'Alberta admettons, et qu'il est simplement appliqué au Nunavut sans tenir compte du contexte culturel et de la différence de langue, ni rien. Et aussi, aucun matériel n'est élaboré en inuktitut.

Et puis, il n'y a pas beaucoup de professeurs inuits au niveau secondaire.

L'ITK a insisté sur le besoin de professeurs et d'éducateurs inuits compétents :

[Traduction] Les systèmes éducatifs inuits sont actuellement incapables de dispenser des programmes équitables et de qualité à leurs étudiants. Aussi, compte tenu du fort taux d'abandon des étudiants, il est impérieux de mettre au point des moyens de retenir les étudiants jusqu'à l'achèvement des programmes par n'importe quel mode de soutien et d'encouragement possible³⁸.

Néanmoins, des démarches novatrices peuvent être déterminées, indique Mme Wilson :

[Traduction] L'ensemble des régions inuites compte des exemples d'un excellent travail accompli par des éducateurs inuits qui, malgré le manque de ressources, développent la culture inuite et élaborent du matériel didactique fondé sur le savoir, et certains jeunes professeurs inuits comprennent pleinement l'importance de la langue et de la culture dans l'enseignement.

Elle ajoute aussi que l'Université McGill offre un très bon programme qui prépare et forme les professeurs inuits.

M. Budd évoque les sources d'éducation au-delà des professeurs :

[Traduction] Je suis très heureux que nous ayons le réseau de télévision autochtone. Maintenant, il y a des émissions en cri, en otchipwe ou autre langue autochtone. Quelques heures en langue maternelle... c'est un bon début. Ça et la possibilité d'avoir les aînés parmi nous parlant toujours notre langue.

PARTENAIRES DANS LA RÉUSSITE

Le Canada connaît actuellement un ralentissement démographique, tandis que la population autochtone croît rapidement. Améliorer l'accès au marché du travail équivaut à chercher à corriger d'abord et avant tout des siècles d'inégalité. Toutefois, il s'agit également de répondre aux besoins du marché du travail canadien, car l'ensemble de l'effectif ne cesse de vieillir.

Mmes Ciceri et Scott énumèrent les défis à relever :

[Traduction] Les problèmes, ce sont les milieux d'apprentissage défavorables. Ce sont la santé et la viabilité des collectivités autochtones. Ce sont l'héritage historique du colonialisme et le racisme. Notre étude met de l'avant, pour réagir vigoureusement à la situation, entre autres, la nécessité d'améliorer le rendement scolaire des Autochtones.

Il faut également des ressources permettant d'inciter les Autochtones à poursuivre leur formation postsecondaire et d'aider d'autres adultes en âge de travailler au moyen de l'éducation continue et de l'amélioration des compétences, de l'alphabétisation et de l'acquisition des compétences essentielles, de l'apprentissage et de la formation en emploi, de la préparation à l'emploi et de l'encadrement – à l'aide de programmes qui se veulent autant ouverts aux différences culturelles qu'inclusifs. Parallèlement, l'investissement dans les services de garde, les transports, un soutien financier relatif aux autres dépenses liées à l'emploi et le logement sûr sont des conditions préalables à la réussite de toute initiative²⁰.

Elles insistent sur la nécessité d'avoir une approche holistique qui non seulement met en priorité la préparation à l'acquisition de compétences et à l'emploi, mais également

qui englobe, entre autres facteurs, la famille, la collectivité et le rôle des femmes.

C'est là qu'interviennent des histoires de réussite comme celle de Blade Runners. Ce programme a remporté un énorme succès, explique M. Jobin, mais, il pourrait faire mieux s'il profitait d'un soutien accru de la communauté des affaires, de l'industrie et de tous les échelons de gouvernement.

Et M. Jobin ajoute qu'après tout il s'agit,

[Traduction] [...] également d'une manne économique, car l'argent versé aux impôts ne sert pas à confiner ces jeunes dans le cycle de l'assistance sociale, ni à payer des détentions, ni à régler des frais judiciaires ni, fait plus important encore, à payer l'enterrement de jeunes qui ont perdu espoir et qui ne s'attendaient plus à rien de la société. Ces jeunes dépensent leur chèque de paie dans la collectivité et pour un bon nombre de nos jeunes clients à Blade Runners, leurs enfants voient papa ou maman partir au travail à tous les jours.

Selon lui, la solution peut se formuler comme suit : « demeurer auprès d'eux, croire en eux, leur donner une chance : alors, ils réussiront. » [Traduction]

La plupart des tranches de la population canadienne vieillissent rapidement, mais les jeunes autochtones sont capables de répondre à beaucoup de besoins du marché du travail tout comme à leurs propres besoins, s'ils se voient offrir des occasions, des études, de la formation et des ouvertures.

Les outils existent; il suffit de nous les approprier.

holistiques, nous pouvons contribuer à construire un avenir plus prometteur pour les enfants et les jeunes autochtones, leurs collectivités et pour toute la population canadienne.

Selon Mme Gideon, l'APN a effectué en 2005 une analyse contextuelle des considérations de politiques sur la vie saine qui a révélé les conditions de base suivantes d'une stratégie holistique de la santé pour les Premières Nations :

- être menée par les Premières Nations;
- adopter une approche communautaire de la santé;
- prendre appui sur des pratiques exemplaires;
- adopter une approche holistique à la vie saine;
- rechercher le financement nécessaire pour soutenir l'infrastructure, les programmes et les ressources pour donner suite à la stratégie;
- inclure des solutions aux problèmes déterminants de santé propres aux Premières Nations.

Cathy Richardson indique quel est le rôle d'une approche holistique du soutien aux victimes de violence :

[Traduction] Je travaille beaucoup auprès des victimes de violence mais mon approche est un peu plus vaste que celle des personnes qui travaillent dans les maisons de transition, par exemple.

Mon travail m'a amenée à m'inspirer des Métis, mais d'une façon plus large, ce que j'appellerais le mieux-être autochtone. J'essaie d'utiliser le savoir des victimes pour déterminer comment les collectivités ont su résister aux graves attentats subis par leur culture au fil du temps. Pendant la période de la colonisation

ou du peuplement, les Autochtones ont été repoussés de leurs terres et dispersés. J'essaie de savoir ce que les peuples ont fait alors pour conserver leur sécurité, leurs liens ou leur vie afin d'appliquer cette connaissance au mieux-être aujourd'hui.

Il s'agit de commencer à demander aux personnes comment elles ont réussi à s'en sortir jusqu'à maintenant. On peut dire, par exemple, « Comment se fait-il que vos amies soient mortes dans cette situation, mais que vous soyez demeurée en vie? », ou bien « Vous vous en êtes tiré jusqu'à maintenant, vous n'êtes pas en prison ». À partir des réponses, nous pouvons améliorer les programmes. Je m'occupe beaucoup de prévention de la violence car elle évite l'intervention des services de protection des enfants et le recours aux services à l'enfance. »

La prévention constitue un élément important de l'ensemble de la philosophie holistique des soins dans les collectivités autochtones. Les services de santé doivent comprendre l'accès à des programmes adaptés à la culture pour la prévention, le ciblage des enfants et des jeunes et le renforcement des capacités au sein des organisations et des collectivités autochtones. Par exemple, la personne qui ne commence pas à fumer, à consommer de l'alcool ou des substances illégales entre l'âge de 15 et de 24 ans a de fortes probabilités de ne pas le faire plus tard⁴². Faire de la prévention une priorité n'est pas seulement une bonne idée au plan financier, mais c'est une façon humanitaire d'assurer le mieux-être des enfants et des jeunes, ce qui devrait être perçu comme un continuum menant à une vie adulte saine.

Avec beaucoup de langues autochtones menacées, c'est une lutte pour les enfants et les jeunes autochtones quand le soutien et la langue d'enseignement dominants ne sont pas autochtones.

PRÉSERVATION DE LA CULTURE

Aussi difficile qu'il puisse être pour beaucoup d'enfants et de jeunes autochtones de protéger leurs langues, il est tout aussi ardu de préserver la culture, dont la langue fait partie intégrante.

Mme Wilson souligne l'ironie de devoir enseigner la culture à un peuple de cette même culture :

[Traduction] C'est assez ironique d'une certaine façon aussi, au sujet de la culture, qu'il faille enseigner la culture à des gens qui forment cette culture, mais cela réside certainement en grande partie dans la situation socio-économique générale. Le surpeuplement des maisons, un taux de chômage faramineux, un fossé entre les générations lié à l'effet négatif des pensionnats sur les gens et la prévalence de la langue anglaise ou française dans certaines collectivités.

M. Budd formule également des observations sur le préjudice causé par les pensionnats indiens :

[Traduction] Voici comment ils ont décidé de nous diviser. Ils ont emmené nos enfants dans des pensionnats et les y ont gardés pendant de nombreuses années. Et malgré tout, ils ne leur ont dispensé qu'un enseignement de huitième année. Ils les ont placés en position d'échec. Ils ne leur ont pas donné un niveau de douzième année ou d'études universitaires à cette époque parce qu'ils ne voulaient pas qu'ils fassent

concurrence aux Européens et qu'ils prennent les emplois.

M. Budd mentionne néanmoins une résurgence de la culture autochtone :

[Traduction] Certains groupes sont plus forts, se renforcent encore et tentent de se reprendre. Ils assumeront la responsabilité de s'occuper de leur tribu et de leur coutume. Nous voulons le retour de la suerie. Et cela se précise, nous voulons notre langue, comment pouvons-nous faire?

Il existe une valeur appelée les sept enseignements. En avez-vous entendu parlé? Le créateur a créé sept enseignements qui ont été égarés. L'histoire raconte que la grand-mère tortue a rapporté les enseignements, les a transmis à l'occasion d'une cérémonie et maintenant ils se diffusent. Les sept enseignements sont l'amour représenté par l'aigle, le respect par le buffle, le courage par l'ours, l'honnêteté par le sasquatch, la sagesse par le castor, l'humilité par le loup et la vérité par la tortue.

Mais, selon M. Budd, on peut en faire bien plus :

[Traduction] Quelques aînés devraient être dans les écoles. Pour qu'un Autochtone soit respecté, nous pouvons donner un petit élan en ayant des aînés dans des écoles. « Allons lui parler. »

Nous avons aussi besoin d'un métier artisanal. Qu'y a-t-il de mal à monter des programmes incluant de l'artisanat autochtone? Je me souviens d'être allé à l'école dans la réserve où l'on m'enseignait le perlage. On m'apprenait à faire des mocassins. On faisait venir un vieil homme pour que nous apprenions à fabriquer des raquettes. Un autre nous montrait comment faire des tipis et des canots. Personne ne sait plus comment fabriquer un canot ou même

ACCESSIBILITÉ

Pour répondre aux besoins pressants des enfants et des jeunes autochtones, on doit rendre les services de santé plus accessibles. Ces services sont un labyrinthe de compétences : le gouvernement fédéral est responsable des services de soins de santé primaires et des services de santé non assurés pour les Indiens inscrits et les Inuits au Canada, sans égard au lieu de résidence; les gouvernements provinciaux et territoriaux fournissent des services de santé aux Métis et aux Indiens non inscrits, et offrent aussi aux Indiens inscrits et aux Inuits un accès aux médecins et aux hôpitaux. Si on souhaite faire valoir l'approche autochtone holistique, notamment pour ce qui touche les Indiens non inscrits hors réserve et les Métis, il est important de régler les questions de compétence.

Plusieurs Inuits ont du mal à accéder aux services de santé ordinaires dans le Nord en raison d'un manque de services locaux et d'un manque généralisé de services spécialisés, ce qui oblige souvent ceux qui ont besoin de traitements à quitter leur collectivité. Comme l'a noté l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), certains Inuits doivent parcourir des milliers de kilomètres pour recevoir des traitements ou pour recevoir une formation de fournisseurs de soins de santé⁴³. D'autres groupes autochtones situés dans le Nord, p. ex. les Métis de la Nation métisse du Labrador, se retrouvent dans des circonstances semblables au niveau de l'accès aux services de santé en général⁴⁴.

Il y a, en outre, un écart en ce qui concerne les services de santé adaptés à la culture pour la population autochtone en croissance rapide en milieu urbain, laquelle bien souvent n'a accès qu'aux programmes ordinaires. De plus,

les enfants et les jeunes métis et des Premières Nations ont de la difficulté à accéder à certains programmes que le gouvernement fédéral, par le truchement du Régime de services de santé non assurés de Santé Canada, n'offre qu'aux Indiens inscrits et aux Inuits. Ce régime vise les Indiens inscrits et les Inuits, mais non pas les Indiens non inscrits et les Métis, même lorsqu'ils font partie d'une famille dont certains membres y sont admissibles. Toutefois, il est fréquent que les Inuits en milieu urbain n'aient pas accès aux programmes. D'ailleurs, plusieurs de ces programmes ne tiennent pas compte du coût de la vie plus élevé dans le Nord. Il arrive que les membres des Premières Nations doivent retourner dans les réserves pour bénéficier de programmes fédéraux alors que dans les réserves, les installations comme les centres de désintoxication et les centres de traitement de la toxicomanie sont en nombre limité⁴⁵.

Depuis 1997-1998, le gouvernement fédéral limite à 2 p. cent l'augmentation des dépenses pour les services de base, qui comprennent tous les programmes sociaux fournis aux collectivités des Premières Nations. De même, depuis 1996-1997, l'augmentation de l'enveloppe pour les services de santé destinés aux Indiens, laquelle regroupe tous les programmes essentiels de la Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits de Santé Canada, est généralement limitée à 3 p. cent par année⁴⁶.

Selon Mme Gideon,

[Traduction] Ces plafonds ne tiennent pas compte des facteurs de base que sont la croissance et le vieillissement de la population et l'inflation. De plus, ces plafonds représentent moins du tiers de l'augmentation moyenne de 6,6 p. cent du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux au cours de chacune des cinq prochaines années.

cueillir du riz sauvage – des activités liées à la nature à transmettre à la jeunesse, et travailler la terre. Nous sommes si débranchés de la terre. La terre est notre mère de toute façon.

Je souhaiterais mentionner un autre point. Comment faire participer les familles? Il est triste de voir l'influence de l'argent ou du manque d'argent sur les programmes. Si des bailleurs de fonds voulaient vraiment aider, il ne manquerait jamais d'argent. Le monde change sans cesse et nous changeons aussi. Je crois qu'un jour les membres des Premières Nations prendront l'initiative et résoudront leurs problèmes de l'intérieur. C'est ainsi que se caractérise la force de notre esprit.

Mme Eegeesiak ajoute que l'écart dans l'éducation culturelle des enfants et des jeunes autochtones est au moins en partie dicté par les ressources, compte tenu que :

[Traduction] Les écoles ne disposent pas des ressources pour enseigner l'inuktitut par exemple. Bien sûr, il n'y aura aucune ressource pour enseigner notre culture à nos jeunes provenant de l'école. Certains de nos responsables disent que les activités traditionnelles sont aussi trop coûteuses à conserver, à soutenir. Les gens n'ont pas les moyens de payer l'essence, le carburant, les motoneiges et les bateaux pour maintenir la tradition. Ce n'est donc pas seulement l'éducation et la formation aux activités culturelles, c'est aussi le prix qu'il en coûte.

Depuis les initiatives pour l'apprentissage des jeunes enfants aux possibilités d'enseignement postsecondaire, à la langue et la culture, l'éducation des enfants et des jeunes autochtones est insuffisamment comprise ou ne reçoit pas les ressources suffisantes.

GOVERNANCE ET RESSOURCES

Au fil des années, de nombreux rapports et organismes autochtones ont souligné l'importance d'un contrôle autochtone de l'éducation des Autochtones ou de leur participation; à des fins de collaboration, de perspectives globales adaptées à la culture et de ressources suffisantes.

Ainsi que le mentionnait la Commission royale sur les peuples autochtones :

Les Autochtones sont bien conscients du pouvoir de l'éducation. Un contrôle accru de l'éducation de leurs enfants a été une de leurs revendications pendant au moins trois décennies.

La participation parentale et le contrôle local des écoles sont une pratique normale au Canada – mais pas pour les Autochtones. Au contraire, ils ont été pendant longtemps l'objet de tentatives engagées par les autorités gouvernementales et ecclésiastiques d'utiliser l'éducation pour les contrôler et les assimiler, à l'époque des pensionnats, en tout cas, mais aussi, de façon plus subtile, aujourd'hui.

En cherchant à obtenir un plus grand contrôle de l'éducation, les Autochtones ne demandent rien de plus que ce dont d'autres collectivités jouissent déjà : la possibilité d'exprimer le genre de personnes que leurs enfants deviendront³⁹.

Pour la majorité des Autochtones vivant dans des milieux urbains, les défis à relever sont profonds, comme l'explique M. MacPhee :

[Traduction] Beaucoup d'enfants autochtones vivant en milieu urbain sont soit assimilés par la culture dominante, soit isolés à la périphérie de la collectivité. En marge de leur propre culture, dépouillés de leur sentiment d'identité et d'estime de soi, de nombreuses familles autochtones et leurs enfants en arrivent à un sentiment de désespoir.

Après correction pour l'inflation et pour l'augmentation de la population au fil du temps, le budget total d'AINC a diminué de 3,5 p. cent depuis 1999-2000. Les budgets des programmes de base comme le développement social ainsi que les aménagements durables et leur entretien ont été réduits de près de 13 p. cent depuis 1999-2000. Ce déséquilibre fiscal au niveau de la santé et des programmes sociaux a entraîné un rétrécissement graduel des budgets des collectivités. Si elles avaient bénéficié d'un apport financier correspondant à l'augmentation de leur population et de l'inflation, leurs budgets seraient 45,5 p. cent plus élevés qu'ils ne le sont aujourd'hui.

L'Assemblée des Premières Nations prévoit un déficit de près de 2 milliards de dollars dans le financement fédéral accordé aux Premières Nations au cours des cinq prochaines années. Cela se traduira par une perte de revenus moyenne de 9 p. cent en 2006-2007 et de 14 p. cent en 2007-2008 pour les collectivités individuelles des Premières Nations.

Mme Gideon insiste sur le fait,

[Traduction] ... qu'il faut un meilleur financement pour les programmes et les services de santé des Premières Nations et pour les organisations de santé des Premières Nations, et aussi une meilleure coordination et communication entre les paliers de gouvernement. Cela s'appliquerait également au financement et aux organisations qui s'adressent à d'autres Autochtones.

PROGRESSER EN PARTENARIAT

Lors de l'élaboration de programmes de santé pour les Autochtones, il importe de tenir compte de leur histoire particulière, de leur situation géographique et de leurs cultures uniques. Par exemple, l'ITK affirme que la plupart des initiatives fédérales se sont faites selon une approche pancanadienne ou panautochtone et n'ont pas permis d'établir de stratégies propres aux Inuits. Cela a des conséquences pour le succès des stratégies dans les collectivités inuites⁴⁷. C'est pourquoi les programmes de santé élaborés par les Inuits, les Métis et les Premières Nations seront plus accessibles aux membres de ces groupes.

Selon Mme Gideon :

[Traduction] Il faut une approche propre aux Premières Nations pour aborder les répercussions passées et actuelles des facteurs historiques sur la santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle et sur le mieux-être des enfants et des jeunes autochtones au Canada. Une stratégie souple et holistique permettrait de répondre à la diversité qui caractérise les 633 collectivités des Premières Nations au Canada en vue d'obtenir des résultats de santé concrets et positifs et de combler l'écart des disparités en matière de santé entre les Premières Nations et les autres Canadiens et Canadiennes.

Non seulement cette approche doit-elle être contextuelle et particulière, mais, ajoute Mme Gideon :

[Traduction] La crise qui touche les services de santé des Premières Nations ne pourra être réglée de manière efficace sans le soutien des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Cela tient au rapport fiduciaire

L'APN indique depuis longtemps que le financement engagé pour les dépenses dans les réserves, notamment l'éducation, est bloqué à 2 p. cent depuis 1996⁴⁰, malgré le fait :

[Traduction] [qu'] une analyse des hausses d'inscription dans les réserves laisse apparaître que le financement de l'éducation aurait dû augmenter de 3 p. cent par an de 1996 à 2003 pour demeurer stable sur le plan des dépenses réelles (tenant compte de l'inflation) par étudiant⁴¹.

Le juge Murray Sinclair explique :

[Traduction] *Nous arrivons assurément à un point où le montant de l'aide alloué par exemple aux enfants autochtones, à la fois aux Métis et aux membres des Premières Nations, qui désirent étudier à l'université est maintenant diminué. Cela se produit juste au moment où le ventre de la courbe de la population commence à atteindre l'âge d'aller à l'université et c'est le pire moment pour que les gouvernements réduisent les ressources éducatives, mais ils les diminuent. Alors, de plus en plus de jeunes autochtones souhaitent aller dans des établissements d'enseignement postsecondaire et progresser pour obtenir un meilleur niveau d'instruction et, simultanément, le gouvernement comprime les ressources.*

Et la façon dont ils ont procédé est très habile. Ils donnent le contrôle de la prise de décision sur les ressources destinées à la collectivité des Premières Nations au conseil tribal ou à l'organisme métis et lui disent 'vous décidez qui bénéficie de cet argent', et ensuite ils limitent le montant à celui établi 10 ans

auparavant. Ils offrent donc la même somme d'argent aujourd'hui pour l'éducation qu'il y a 5 ou 10 ans, mais le nombre d'enfants demandant une aide a augmenté. Je connais un nombre important d'étudiants des Premières Nations qui ne peuvent simplement pas obtenir d'aide financière pour étudier. Ils vont donc être frustrés, ils vont manquer d'instruction et ne pas être en mesure de réaliser leur propre potentiel.

Nathan Matthew a récemment négocié une entente tripartite innovatrice en matière d'éducation entre les Premières Nations de la Colombie-Britannique, le gouvernement de la Colombie-Britannique et le gouvernement du Canada.

Ces efforts ont donné lieu à l'adoption du projet de loi C-34 : Loi concernant la compétence en matière d'éducation sur les terres autochtones en Colombie-Britannique à la fois par la Chambre des communes et par le Sénat. Le projet de loi a reçu la sanction royale le 12 décembre 2006⁴².

Selon M. Matthew, « Nous œuvrons pour donner aux Indiens le contrôle de l'éducation indienne depuis 1972. Tout spécialement en Colombie-Britannique, nous menons des discussions depuis l'an 2000. » [Traduction]

Un certain nombre d'ententes et d'étapes ont conduit à la promulgation du projet de loi C-34 en loi. Comme le précise M. Matthew :

[Traduction] *Quelques questions fondamentales entourent la compétence gouvernementale, et avant de conclure*

entre la Couronne et les Premières Nations et aussi aux questions complexes entre sphères de compétence portant sur la prestation des services de santé aux citoyens des Premières Nations, dans les collectivités ou à l'extérieur de celles-ci. Il y a des enjeux interjuridictionnels pour assurer aux collectivités des Premières Nations un accès aux services provinciaux et territoriaux, ce qui permettrait d'en arriver à une norme de soins dont profitent la plupart de la population canadienne.

« De même », ajoute Mme Gideon,

[Traduction] Les gouvernements des Premières Nations doivent exercer une certaine compétence dans la prestation de services de santé. Cette compétence découle du droit inhérent des Premières Nations à l'autonomie gouvernementale⁴⁸ et des pouvoirs de réglementation qui leurs sont accordés en vertu de la Loi sur les Indiens⁴⁹.

Les gouvernements des Premières Nations devraient être perçus comme des partenaires en ce qui concerne les approches pangouvernementales en matière de santé.

« Cela existe déjà dans de nombreux cas, » ajoute Mme Gideon,

[Traduction] ... plus de 50 p. cent des collectivités des Premières Nations ont pris en charge l'administration de leurs programmes et services de santé. Plusieurs conseils tribaux, collectivités, organisations régionales et nationales des Premières Nations (y compris l'APN) comptent sur des conseils de la jeunesse pour obtenir des conseils sur la conception et la mise en œuvre des politiques, des programmes et des services.

Pour aborder les défis de taille que pose le mieux-être pour les enfants et les jeunes autochtones, Mme Gray estime que « la promotion de la santé et la santé publique sont des secteurs où le financement a été réduit. Par conséquent, il faut s'y attarder davantage. »

[Traduction]

Les enfants, les jeunes et les adultes autochtones seront mieux éduqués et informés dans un contexte où la santé est l'affaire des Autochtones. Des initiatives comme l'ERS suivent un processus efficace et responsable permettant d'obtenir des données fiables concernant la collectivité. Comme le note Mme Gideon, il faut un financement à long terme et durable pour que l'ERS puisse suivre les changements dans le temps et corriger les politiques nationales. Il est tout aussi important, note Mme Gray, de savoir que,

[Traduction] Si vous parlez avec les gens, vous verrez que nous savons ce que nous voulons, que nous savons ce dont nous avons besoin. Il suffit d'écouter et d'agir plutôt que de prendre des décisions sans la participation des Premières Nations.

En bout de ligne, la clé de l'élaboration de tout programme et de toute politique holistique ou du contrôle autochtone sur le mieux-être de leurs populations est la consultation avec les intervenants métis, inuits et des Premières Nations qui ont besoin d'aide. Les femmes métisses, inuites et des Premières Nations ont particulièrement besoin d'être entendues dans ce processus.

une entente particulière telle que celle-ci, nous continuons d'être sous l'autorité du ministre des Affaires indiennes. Et c'est une position dont nous ne voulons pas. Alors, sur le plan politique, l'entente nous fait sortir du régime de la Loi sur les Indiens et de l'influence du ministre des Affaires indiennes. Elle place la responsabilité à l'égard de l'éducation entre les mains des collectivités des Premières Nations. Une fois les Autochtones dotés de la responsabilité et du contrôle, la qualité de l'éducation augmentera.

Selon M. Matthew, la compétence des Premières Nations en matière d'éducation profitera aux enfants, aux familles et aux collectivités des Premières Nations :

[Traduction] Nous gérons notre propre éducation à laquelle les parents participeront et nous bénéficierons d'un soutien communautaire. Ceci contribuera à améliorer la qualité de l'éducation et à la rendre plus pertinente quant à la culture et à la langue.

Cet accord constitue l'une des très rares ententes sur l'autonomie gouvernementale en matière d'éducation visant les Premières Nations au Canada, et il fixe clairement l'autorité législative des Premières Nations de la garde maternelle à la douzième année dans les réserves. Nous avons l'intention de disposer d'une perspective, d'une prise de décision et d'une autorité en matière d'éducation permanente plus globales, mais dans les négociations, notre champ de compétence a été limité de la maternelle à la douzième

année dans les réserves. Alors, nous effectuons actuellement d'autres travaux sur l'enseignement postsecondaire et l'éducation des jeunes enfants, et en ce qui a trait à la période allant de la maternelle à la douzième année, nous nous employons à mettre en œuvre les structures de gouvernance prévues pour les Premières Nations et à nous assurer de leur solidité.

Mme Wilson indique que le gouvernement du Nunavut se penche actuellement sur une loi relative à l'éducation. Elle servira de :

[Traduction] ... modèle à d'autres territoires et aidera peut-être à mettre au point un programme national d'enseignement de l'inuktituk dans toutes les écoles et à adopter un programme inuktituk en général dans toute la culture des quatre régions.

Enfin, conclut Mme Eegeesiak :

[Traduction] ... Bon nombre des solutions sont indiquées sous l'angle de recommandations. Beaucoup se sont développées au fil des ans. C'est juste une question de s'associer avec le gouvernement je suppose, le gouvernement fédéral dans ce cas, et d'obtenir les ressources pour mettre en œuvre les recommandations.

Autrement dit, ajoute Mme Wilson, « c'est le moment d'agir ». *[Traduction]*

EN RÉSUMÉ

Les enfants et les jeunes des Premières Nations, métis et inuits ensemble bénéficient de moins de possibilités d'instruction que d'autres enfants et jeunes canadiens, sans égard à l'endroit où ils vivent. L'éducation offerte ne facilite pas non plus d'une façon générale l'apprentissage et la conservation des langues et de la culture autochtones.

On peut rattacher la faiblesse disproportionnée des taux autochtones d'achèvement des études secondaires ou postsecondaires à beaucoup de facteurs, notamment à un racisme systémique, à des facteurs socio-économiques, à un manque de financement et de ressources ainsi qu'à un contrôle ou une participation autochtone insuffisante à l'égard de l'éducation. Les statistiques révèlent une réussite autochtone croissante dans l'éducation lorsque les Autochtones sont impliqués dans le choix de l'éducation autochtone; ce succès en serait encore plus grand si de telles initiatives recevaient des ressources suffisantes. Étant donné la prévalence des jeunes dans la population autochtone, il est temps d'agir.

EN RÉSUMÉ

À la lumière des données démographiques sur les Autochtones, il est très vraisemblable qu'il y aura croissance des problèmes de santé existants et que les enfants seront à risques élevés selon la plupart des indicateurs de mieux-être. La santé et le mieux-être des enfants et des jeunes autochtones sont étroitement liés à la santé et à la sécurité des mères, des familles et des collectivités.

La santé des Autochtones ne saurait être dissociée d'autres facteurs socio-économiques. Les initiatives holistiques de santé axées sur les collectivités qui tiennent compte de l'inégalité systémique des Autochtones et des causes profondes d'une telle situation sont essentielles pour aborder le mieux-être des enfants et des jeunes autochtones et doivent intégrer le corps, le mental, le spirituel et l'intelligence.

Pour répondre aux besoins pressants des enfants et des jeunes autochtones, les services de santé doivent être plus accessibles, être adaptés à la culture et bénéficier d'un financement adéquat. De plus, la priorité doit être accordée à la prévention. Les Autochtones et les gouvernements devraient être perçus comme des partenaires en ce qui concerne les approches pangouvernementales en matière de santé dans un contexte où la santé est l'affaire des Autochtones et où les femmes font entendre leur voix.

SANTÉ, MIEUX-ÊTRE ET SÉCURITÉ DES ENFANTS ET DES JEUNES AUTOCHTONES



[Traduction] *Le rapport de l'ERS fait ressortir, entre autres points, le surpeuplement et ses effets sur la santé des enfants et des jeunes. Nous avons des taux élevés d'allergies, d'asthme et d'infections chroniques de l'oreille qui peuvent en grande partie être attribués aux conditions des logements; il y a souvent beaucoup de moisissure dans nos maisons. Il est difficile de croire qu'en 2003, certaines maisons dans nos collectivités n'ont ni eau courante ni toilette. Nos enfants sont élevés dans ce type d'environnement. Pour moi, il s'agit d'un des faits les plus étonnants puisque nous sommes en 2003. Selon l'enquête de l'ERS, 1 membre des Premières Nations sur 30 n'a pas l'eau courante dans sa maison. Ce qui est aussi difficile à croire, c'est que 32 p. cent des personnes qui vivent dans les réserves pensent que leur eau est insalubre.*

Nous parlons ici de gens qui vivent dans la misère.

Jane Gray

Bien que le Canada soit un pays riche qui possède un régime de soins de santé enviable comparativement à d'autres nations, l'état de santé des Autochtones demeure considérablement moins bon que celui de la population canadienne en général¹. Pourtant, les défis en matière de santé des Autochtones doivent inévitablement être reconnus dans le reste du Canada, surtout parce que la population autochtone est jeune et continue de s'accroître. Dans ce domaine encore plus que dans d'autres, on constate l'interrelation entre les innombrables facteurs qui nuisent à la santé et au mieux-être des Autochtones. C'est pourquoi une approche holistique et globale s'impose si l'on veut remédier à cette inégalité.

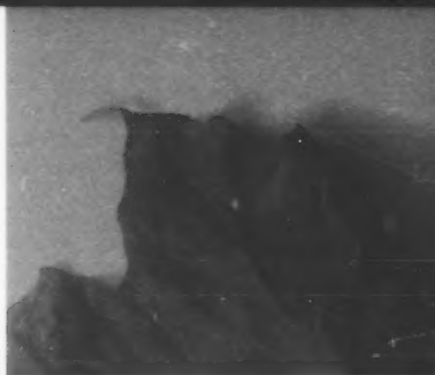
SANTÉ ET MIEUX-ÊTRE DES AUTOCHTONES

Comme la population autochtone est jeune et s'accroît, les problèmes de santé des Autochtones ne feront qu'augmenter à l'avenir, s'ils ne sont pas réglés maintenant.

Valerie Gideon déclare :

[Traduction] *Comptant plus de 700 000 personnes, la population des Premières Nations à l'échelle nationale est importante et excède celle de cinq provinces et territoires réunis. Les statistiques de plusieurs provinces indiquent*

LE LOGEMENT CHEZ LES ENFANTS ET LES JEUNES AUTOCHTONES



[Traduction] *Bon, je comprends pourquoi vous soutenez que le logement est un facteur clé du développement des enfants et des jeunes. Cette approche est certes défendable, mais j'insiste toujours pour que l'on s'efforce de voir au-delà de cette façon européenne et occidentale de catégoriser et d'individualiser les divers aspects de l'existence sociale. Comme vous possédez des systèmes de contrôle social et de justice pénale connexes, vous avez des juges, des policiers, des avocats, etc. Vous avez l'église et toutes les pratiques qui y sont associées. Vous avez aussi des écoles, des universités, etc. Et toutes ces institutions ne semblent pas vraiment liées. Je dois rappeler aux gens que, selon notre façon traditionnelle d'aborder l'existence, nous considérons que tout est lié et interdépendant, et je ne crois pas qu'on puisse vraiment s'éloigner de ce principe. Cela dit, je ne traiterais pas de l'incidence du logement en soi sur les enfants et les jeunes, mais je l'aborderais comme l'un des éléments essentiels et fondamentaux de la vie.*

Charlie Hill

Aucune étude sur les enfants et les jeunes autochtones ne saurait être complète sans que l'on ait examiné en quoi les mauvaises conditions de logement ont une incidence sur la vie de famille, le mieux-être, l'éducation, l'emploi et de nombreux autres facteurs interdépendants. On peut envisager le logement autochtone à la fois comme la cause et l'effet de la pauvreté, du faible niveau de scolarité, du taux de chômage élevé, du mauvais état de santé et de la présence des enfants dans le système de justice et d'aide à l'enfance.

LE LOGEMENT AUTOCHTONE

Tel que démontré dans d'autres chapitres, la population autochtone du Canada est plus jeune et croît plus rapidement que la population totale. Ce facteur contribue au besoin encore plus grand de nouveaux logements. En outre, certains ménages autochtones ont besoin d'un logement qui réponde aux nécessités particulières de la famille élargie.

Autre aspect important, la tendance démographique indiquant que les peuples autochtones changent de demeures au sein

des villes et entre ces dernières à un rythme plus fréquent que la population en général fait partie des causes et effets de la crise du logement.

Comme en fait foi une étude récente, ce roulement au sein de la population autochtone urbaine a tendance à avoir des effets négatifs sur les personnes, les familles, les collectivités et les fournisseurs de services. Comme on le soulignait dans une récente étude :

[Traduction] Par exemple, de nombreux programmes sociaux offrant des services aux populations autochtones urbaines, comme les soins de santé, le soutien à la famille, le counseling et l'éducation sont conçus par quartier afin de garantir une intervention coordonnée aux besoins familiaux et individuels à plusieurs facettes. La fréquente mobilité des familles autochtones peut entraîner une discontinuité ou une interruption de la prestation des services; cette situation a des conséquences adverses sur les familles et les organismes de prestation des services. La discontinuité dans la prestation des services peut être particulièrement marquée auprès des familles aux besoins élevés comme les familles ayant à leur tête une mère monoparentale, sont un groupe parmi les plus mobiles et souvent, en ayant le plus besoin¹.

Comme le soulignait le rapport indigène présenté au Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, dans le contexte des rapports périodiques soumis par le Canada :

[Traduction] La question du logement autochtone ne se limite pas aux différences de niveau de vie. Les maisons surpeuplées et délabrées menacent sérieusement la santé physique des peuples autochtones et posent des risques de tuberculose, de diabète et d'obésité. Les logements inadéquats psychologiquement renforcent le sentiment de marginalisation et de désespoir. En outre, des logements adéquats et abordables sont essentiels à la stabilité

dont les enfants ont besoin pour fournir un bon rendement scolaire; la nécessité de déménager fréquemment nuit au développement social et scolaire de l'enfant².

Le logement des Autochtones doit être analysé globalement; trop souvent, malheureusement, ce n'est pas le cas et les programmes et politiques en matière de logement pour les peuples autochtones ne prévoient pas d'hébergement adéquat.

LES MÉNAGES AUTOCHTONES (HORS RÉSERVE)

Bien que le pourcentage de ménages autochtones dans le besoin ait diminué depuis 1996, il demeure néanmoins extrêmement élevé et représentait 25 p. cent de tous les ménages en 2001. Le nombre absolu de ménages aux besoins impérieux a augmenté de près de 70 000 à 74 000 entre 1996 et 2001. En 2001, les ménages inuits étaient deux fois plus susceptibles de se retrouver avec des besoins impérieux de logement que les ménages non autochtones³.

[Traduction] ***Les ménages qui doivent dépenser plus de 30 p. cent de leur revenu pour se procurer un logement adéquat et approprié sur leur marché local sont réputés avoir des besoins impérieux de logement. Un logement adéquat s'entend d'une unité d'habitation***

également que la population des Premières Nations est celle dont la croissance est la plus rapide, l'âge moyen se situant entre le milieu et la fin de l'adolescence. Par conséquent, l'état de santé et le système de santé des Premières Nations exigent l'attention du gouvernement fédéral et du peuple canadien.

Mme Gideon s'explique :

[Traduction] Les Premières Nations croient que leur état de santé personnel est moins bon que celui du reste de la population canadienne. Lorsque l'on compare les Premières Nations au reste du Canada, on rapporte constamment que l'espérance de vie est de 5 à 7 années plus courte, que la mortalité infantile est 1,5 fois plus grande et que le taux de suicide est 2,5 fois plus élevé. Ces problèmes s'ajoutent à ceux qui touchent aussi la population canadienne, comme les listes d'attente et l'absence de coordination entre les fournisseurs de soins, les services de santé et les données sur les patients.

Malheureusement, la perception des Premières Nations dont parle Mme Gideon reflète trop souvent la réalité de nombreux adultes, jeunes et enfants autochtones.

ÉTAT DE « CRISE » CHEZ LES ENFANTS ET LES JEUNES AUTOCHTONES

Lorsque la population grandissante des jeunes autochtones atteindra l'âge adulte, il s'exercera des pressions importantes sur le régime des soins de santé en raison des comportements liés à la santé et de la démographie. En outre, ces écarts générationnels expliquent en partie pourquoi les systèmes de soins de santé qui conviennent à la

population canadienne en général ne sont pas nécessairement adaptés aux Autochtones.

Les enfants et les jeunes autochtones de même que leurs collectivités font face à de nombreux défis en matière de santé. Selon Mme Gideon :

[Traduction] La santé des enfants et des jeunes métis, inuits et des Premières Nations est dans un état précaire. En comparaison avec la population canadienne, les enfants autochtones souffrent plus souvent de maladies chroniques et transmissibles, et leur santé est plus à risque en raison de la médiocrité des logements, de l'eau contaminée et de l'accès limité à des aliments sains et à des perspectives d'emploi.

Malgré les nombreuses différences entre les Autochtones, les enfants et les jeunes éprouvent des problèmes de santé semblables.

APERÇU DE LA SANTÉ ET DU MIEUX-ÊTRE DES ENFANTS ET DES JEUNES AUTOCHTONES

L'aperçu suivant de la santé et du mieux-être des enfants et des jeunes autochtones illustre l'ampleur de ces défis :

- Un taux de mortalité infantile de 24,9 décès pour 1 000 naissances vivantes chez les Inuits du Nunavik (Nord du Québec) et de 6,4 décès pour 1 000 naissances vivantes chez les Premières Nations². En dépit du déclin prometteur du taux de mortalité, selon le graphique 5.1 qui suit, les taux de morbidité et de mortalité chez les enfants et les jeunes des Premières Nations vivant dans des réserves demeurent élevés pendant les 18 premières années de leur vie.

ayant des installations de plomberie de base, et il ne nécessite pas de réparations majeures. Un logement approprié signifie qu'il y a suffisamment de chambres à coucher pour la taille et la composition de la famille (âge et sexe des membres)⁴.

Les frais de logement représentent un pourcentage plus élevé du revenu des peuples autochtones, principalement parce que le revenu des ménages autochtones est en moyenne moins élevé que celui des ménages non autochtones. Selon le Recensement de 2001, les ménages autochtones ont déclaré une moyenne de 19,9 p. cent moins que les ménages non autochtones. Pourtant, les frais moyens de logement des ménages autochtones (705 \$) n'étaient que de 8 p. cent moins élevés que la moyenne des frais de logement (766 \$) des ménages non autochtones. Par conséquent, les ménages autochtones ont dépensé une plus grande partie de leur revenu pour se loger comparativement aux ménages non autochtones, et on en compte un pourcentage plus élevé parmi les ménages aux besoins impérieux⁵.

Bien que les peuples autochtones dépensent plus que la moyenne pour se loger, la qualité de leurs logements est sensiblement inférieure. À l'examen des logements situés hors réserves, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a démontré que bien que les familles autochtones ne représentent que

2,8 p. cent de toutes les familles, elles forment 4,8 p. cent de celles aux besoins impérieux de logement, et cette proportion augmente à plus de 22 p. cent au Manitoba et en Saskatchewan où près de 10 p. cent de tous les ménages sont autochtones⁶.

Dans les grandes villes, les besoins en logement sont encore plus grands que dans les petits centres urbains. En 2001, dans les régions métropolitaines et les agglomérations de recensement⁷, les besoins de base de près de 25 p. cent des ménages autochtones étaient impérieux comparativement à 20 p. cent dans les petits centres urbains⁸.

Les Inuits ont été particulièrement éprouvés en matière de logement puisque le financement est souvent réparti selon la densité de la population. Comme ils ne représentent qu'un petit nombre des Autochtones, les Inuits ne reçoivent souvent que peu d'argent. Le manque de matériaux locaux pour la construction de logements et les frais de transport élevés rendent la construction encore plus coûteuse que dans les autres régions.

Les Inuits sont plus susceptibles de faire face à un surpeuplement. En 2001, 20 p. cent des ménages inuits étaient à l'étroit suivi de 10 p. cent de ceux des Premières Nations sur les réserves et de seulement 2 p. cent de la population non autochtone⁹.

Comme le soulignait Okalik Eegeesiak : « *Il est assez difficile d'étudier quand trois ou quatre générations partagent la même maison* ». Et elle ajoute : « *Quand autant de personnes vivent dans une même maison, il devient difficile de circuler, et les problèmes de santé des uns deviennent ceux des autres.* » [Traduction]

Graphique 5.1 : Taux de mortalité infantile au Canada et chez les Premières Nations vivant dans des réserves



Source : Affaires Indiennes et du Nord Canada, Données ministérielles de base de 2004

- Plus de la moitié des enfants avaient un excédent de poids (22 p. cent) ou étaient obèses (36 p. cent)³.
- Le diabète est également une maladie courante chez les Autochtones au Canada; elle est trois fois plus répandue que dans la population canadienne en général. Les enfants autochtones sont également atteints du diabète de type 2⁴.
- Soixante pour cent des membres des Premières Nations vivant dans les réserves qui ont entre 18 et 34 ans fument; 70 p. cent des Inuits du Nord qui ont entre 18 et 45 ans fument et presque la moitié des Inuits (46 p. cent), la moitié ayant commencé à fumer à l'âge de 14 ans ou plus tôt; la majorité des membres des Premières Nations qui vivent dans des réserves et qui fument (52 p. cent) ont commencé à fumer entre 13 et 16 ans⁵.
- Les jeunes autochtones sont deux à six fois plus à risque de souffrir de problèmes liés à l'alcool que les autres jeunes⁶.
- Ils font usage de solvants plus souvent que les autres jeunes canadiens; un jeune autochtone sur cinq a fait usage de solvants; un tiers de tous les usagers avaient moins de 15 ans et plus de la moitié de tous les usagers ont commencé avant d'avoir 11 ans⁷.
- Les jeunes métis et des Premières Nations sont plus susceptibles de faire usage de tous les types de drogues illégales que les jeunes non autochtones. Les jeunes autochtones commencent à faire usage de drogues (tabac, solvants, alcool et cannabis) beaucoup plus tôt que les non-Autochtones⁸.
- Les collectivités autochtones sont exposées aux effets dévastateurs de la métamphétamine en cristaux et d'autres drogues en raison de l'isolement géographique et social, du manque de débouchés économiques ainsi que de la perte de la culture, de l'identité et de la langue qui résulte des politiques historiques d'assimilation⁹.
- Les jeunes des Premières Nations risquent fortement de souffrir de déficiences physiques, développementales et d'apprentissage et de problèmes comportementaux ou affectifs. Le syndrome d'alcoolisation fœtale et ses effets en sont responsables dans bien des cas¹⁰.
- Les causes les plus courantes de décès chez les membres des Premières Nations de 1 à 44 ans sont les blessures et les empoisonnements. Chez les enfants de moins de 10 ans, les décès sont

surtout classés comme non intentionnels (accidentels). Le nombre de pertes de vie attribuables à des blessures dépasse celui de toutes les autres causes de décès et est presque 3,5 fois supérieur au taux canadien¹¹.

- Le taux d'invalidité chez les enfants des Premières Nations est deux fois plus élevé que dans la population en général (7,8 p. cent comparativement à 4,4 p. cent)¹².
- Les Autochtones au Canada continuent d'être surreprésentés dans les cas de VIH et d'être infectés plus tôt que les non-Autochtones¹³. Les jeunes autochtones sont surreprésentés parmi les groupes les plus vulnérables à l'infection au VIH, comme les populations des quartiers défavorisés des centre-villes, les travailleurs du sexe et les populations de détenus¹⁴.
- Le taux de suicide est de cinq à six fois supérieur chez les jeunes des Premières Nations que chez les jeunes non autochtones. Le taux de suicide chez les jeunes inuits est parmi les plus élevés au monde, soit 11 fois supérieur à la moyenne nationale¹⁵.
- Les jeunes des Premières Nations dont l'un des parents a fréquenté un pensionnat étaient plus susceptibles de songer au suicide que les autres (26 p. cent par rapport à 18 p. cent)¹⁶.
- Le suicide est clairement associé à la dépression et aux abus sexuels ou physiques subis dans l'enfance, et ces facteurs sont réputés être beaucoup plus courants dans la population autochtone que dans la population non autochtone¹⁷.
- Les filles vivant dans les communautés des Premières Nations ont deux fois plus tendance que les garçons à dire qu'elles ont été tristes, qu'elles ont eu le cafard

ou qu'elles se sont senties déprimées pendant deux semaines ou plus au cours de la dernière année (44 p. cent par rapport à 22 p. cent des 15 à 17 ans)¹⁸.

- Les Inuits s'inquiètent principalement des conséquences néfastes des BPC et du mercure qui polluent leur environnement et des effets négatifs pour la santé de leurs bébés¹⁹.

De fait, les enfants autochtones sont plus à risque que les autres dans tous les domaines relatifs à la santé²⁰.

EXEMPLES DE RÉUSSITES

Il y a toutefois des réussites. Par exemple, le taux d'allaitement maternel des enfants autochtones s'est accru²¹.

L'Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations et des Inuits (ERS) a permis de découvrir de belles réussites. Selon Jane Gray,

[Traduction] Notre ERS a permis de découvrir également des aspects positifs qui font partie de l'approche holistique. Entre autres, nous avons constaté l'augmentation du taux d'allaitement maternel. Selon l'ERS, trois enfants sur cinq (63 p. cent) sont allaités. En 1997, seulement 50 p. cent des bébés étaient allaités. Il y a aussi d'autres faits positifs révélés par l'ERS : un enfant sur quatre comprend bien une langue des Premières Nations et un enfant sur cinq parle sa langue autochtone couramment. Voilà une source importante de fierté pour les Premières Nations.

De plus, le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA), qui est conçu pour préparer les jeunes enfants à l'école, fonctionne

Maria Wilson ajoute :

[Traduction] La plupart des Canadiens et des Canadiennes ne se rendent pas compte, selon moi, à quel point il est différent pour les Inuits de faire les choses dans le Nord. Il est très coûteux de faire venir les matériaux de construction quand tout doit être livré par avion. On estime à neuf milliards de dollars les sommes nécessaires pour satisfaire aux besoins actuels de logement au Nunavut. Combien faut-il actuellement pour acheter des matériaux de construction et combien pour les apporter aux collectivités? Et que dire de la croissance de la population dont 60 p. cent est âgée de moins de 25 ans comme vous le saviez peut-être.

L'ITK a lié le surpeuplement au mauvais état de santé des nouveaux-nés tout particulièrement et à la transmission de maladies infectieuses comme la tuberculose (25 fois la moyenne canadienne chez les Inuits) ainsi qu'à une augmentation du risque de blessures, des problèmes de santé mentale, des tensions et de la violence familiales. « Ces facteurs de stress sont de puissants déclencheurs de comportements négatifs d'adaptation comme l'alcoolisme et la toxicomanie¹⁰ ». Dans un rapport préparé pour l'ITK, on souligne également que « les délinquants inuits sont nombreux à avoir vécu dans un milieu familial perturbé durant leur enfance, notamment en raison de la violence et de la toxicomanie¹¹ ».

Le surpeuplement crée chez l'enfant un milieu stressant où il n'a pas d'endroit pour étudier; il est plus souvent absent de l'école et obtient de piètres résultats scolaires. Le surpeuplement contribue aussi à l'abus conjugal et à d'autres crimes.

Alastair MacPhee, expert en soins des enfants auprès du Congrès des Peuples Autochtones, résume la situation comme suit :

[Traduction] l'accès à un logement de bonne qualité est essentiel au mieux-être des enfants autochtones, et le gouvernement fédéral doit mettre en œuvre une stratégie nationale pour tous les peuples autochtones.

L'ITINÉRANCE

Les jeunes représentent une composante cruciale de la population des sans-abris et les jeunes autochtones sont surreprésentés dans ce groupe. Des études ont démontré que les peuples autochtones sont surreprésentés chez les sans-abris « dans toutes les grandes villes pour lesquelles il existe des statistiques¹² ». Dans le Nord et dans d'autres régions rurales, le problème est souvent caché, et le surpeuplement ou « squatteurs de divan » sont deux méthodes utilisées pour ce faire.

Comme le mentionnait Cathy Richardson, psychologue métisse : « *Alors que font les gens au bas de l'échelle? Nombre d'entre eux deviennent sans-abris et c'est le cas pour de nombreux Métis.* ».

[Traduction]

Des interviews menées auprès de jeunes Autochtones de la rue pour la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA) ont révélé que chez les jeunes Autochtones, le contexte culturel, l'histoire, les conditions structurelles et l'expérience vécue dans la rue étaient différents des autres jeunes de la rue. Nombre d'entre eux ont connu le racisme en plus des autres stigmatisations associées à tous les marginaux

de la rue. Les jeunes ont aussi parlé de confusion d'identité et de haine de soi, du bouleversement du milieu familial, de la difficulté de réunification et de l'ignorance des droits, de l'histoire et de la culture autochtones¹³.

Voici certains des principaux indicateurs urbains :

- Calgary : Comme l'indique le graphique 6.1, les peuples autochtones représentent 2 p. cent de la population urbaine, mais 17 p. cent de la population des sans-abris;
- Edmonton : les peuples autochtones représentent 4 p. cent de la population urbaine, mais près de 37 p. cent de la population des sans-abris;
- Dans le contexte d'une étude de la SCHL menée en 2001, on a constaté une surreprésentation des jeunes autochtones sans-abri particulièrement à Vancouver, à

Edmonton, à Prince Albert, à Saskatoon, à Winnipeg, à Toronto et à Ottawa¹⁴;

- Ottawa : les jeunes autochtones représentent 18 p. cent de la population des jeunes hommes sans-abri et 19 p. cent des jeunes femmes sans-abri, mais seulement 2 p. cent de la population d'Ottawa est autochtone¹⁵.

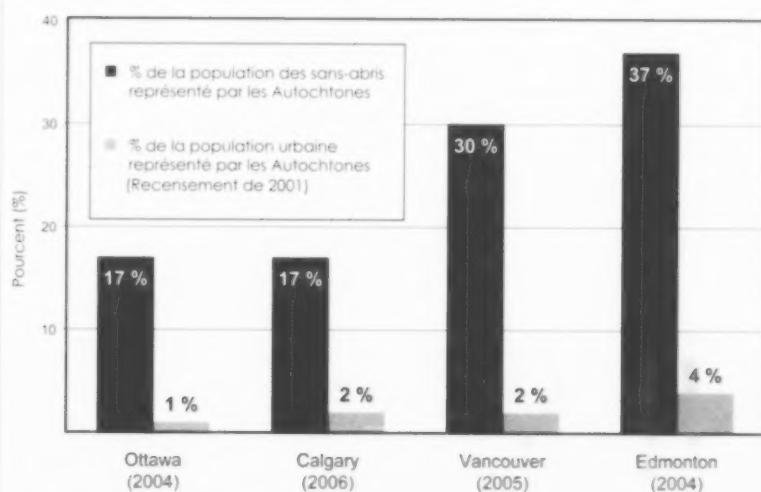
Garry Jobin observe ce qui suit :

[Traduction] *Bon nombre de nos enfants font face à l'itinérance. Vous devez connaître tous les organismes communautaires. Si vous avez affaire à un enfant qui a été jeté à la rue à 1 h 30 du matin et qui se retrouve à l'angle des rues Main et Hastings avec tous ses vêtements, vous devez intervenir immédiatement en sachant qui appeler pour obtenir un logement pour ce jeune; sinon, vous allez le perdre sur-le-champ.*

Et Charlie Hill ajoute :

[Traduction] *Vous devez reconnaître, et la recherche va en ce sens, que les peuples autochtones sont les moins bien logés au Canada. Il existait certains programmes utiles à cet effet, mais ils ont été plafonnés. Comme la SCHL qui a mis fin, en 1993, au financement de nouveaux logements sociaux. Ce programme était une réussite. Les membres de l'Association nationale du logement autochtone ont acquis quelque 11 000 unités de logement jusqu'en 1993, mais par la suite, une liste d'attente a été créée et elle ne fait que s'allonger*

Graphique 6.1 : Peuples autochtones et itinérance



Sources : The Alliance to End Homelessness; City of Calgary; Social Planning and Research Council of BC; Edmonton Joint Planning Committee on Housing

bien. Il répond aux besoins affectifs, sociaux, psychologiques, nutritionnels et de santé de même qu'aux besoins éducatifs. Le programme vise à améliorer les compétences parentales et les relations familiales en favorisant le développement socio-affectif.

Les enfants inscrits au programme avaient un taux de redoublement de 12 p. cent, comparativement à 19 p. cent pour ceux qui n'y avaient pas été inscrits²². Comme en témoigne le succès du programme d'aide préscolaire, les racines du mieux-être des enfants et des jeunes sont beaucoup plus étendues et profondes qu'on ne le croit en général en matière de santé.

MIEUX-ÊTRE ET SÉCURITÉ DES FEMMES AUTOCHTONES

La santé et le mieux-être des enfants et des jeunes autochtones sont liés de près à la situation des mères, des familles et des collectivités où ils sont élevés. Les femmes autochtones ne jouissent pas du même niveau de santé que les autres femmes canadiennes. En 2001, l'espérance de vie était de 71,7 ans pour les femmes inuites, de 76,7 ans pour les femmes des Premières Nations et de 77,7 ans pour les femmes métisses, comparativement à 82,2 ans pour les autres Canadiennes²³.

Les femmes autochtones sont plus touchées par le diabète, le tabagisme et le VIH/sida. Elles sont également plus portées que les autres Canadiennes à recourir aux traitements contre l'abus de médicaments et d'alcool. Elles éprouvent des problèmes connexes comme l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale (ETCAF) ainsi que la dysfonction et la

violence familiales. Les femmes autochtones ont également un taux de suicide jusqu'à huit fois supérieur à celui des autres femmes canadiennes, selon l'âge²⁴. Le niveau de santé inférieur aux normes canadiennes chez les femmes autochtones ne peut être dissocié d'autres facteurs comme la pauvreté et le chômage, la violence familiale, la médiocrité des logements, les mauvaises conditions de vie et le coût des aliments dans les collectivités éloignées²⁵.

L'inégalité des femmes autochtones dans la société canadienne mène à leur vulnérabilité accrue à l'exploitation et à la violence. Par rapport aux autres femmes canadiennes, les femmes autochtones sont trois fois plus souvent victimes de la violence conjugale et elles sont huit fois plus à risque d'être tuées par leur conjoint²⁶. Vingt-quatre p. cent des femmes autochtones ont été agressées par un conjoint actuel ou passé au cours de la période de cinq ans sur laquelle a porté l'Enquête sociale générale de 2004, soit 1,3 fois le taux des hommes autochtones (18 p. cent) et environ 3,5 le taux des hommes et des femmes non-autochtones²⁷.

La vulnérabilité des femmes autochtones face à la violence et aux agressions sexuelles dans leur collectivité est accentuée par la marginalisation sociale et économique et par l'historique des politiques colonialistes des gouvernements, y compris les pensionnats indiens, qui ont perturbé les relations entre les hommes et les femmes autochtones et ont érodé leur identité culturelle. La perte du statut d'indien pour les femmes ayant épousé des non-Autochtones et le retrait des enfants des Premières Nations de leur collectivité pour les instruire dans des pensionnats ont grandement contribué à la marginalisation des femmes autochtones, à la fois dans leur collectivité et dans la société canadienne²⁸.

L'abus d'alcool et de drogues, la pauvreté et le surpeuplement des habitations des Autochtones sont également des facteurs qui contribuent à la violence dans les réserves et hors réserves. L'absence de solutions de rechange en matière de logement est un problème pour toutes les femmes autochtones, en particulier pour les Inuites. Les femmes vivant dans les collectivités éloignées, quant à elles, risquent d'être exposées à des temps de réponse inadéquats lorsqu'elles ont besoin de services policiers²⁹.

Dans les villes, les femmes autochtones risquent d'être victimes de violence et d'agressions plus que toutes les autres femmes canadiennes, en raison des attitudes racistes et sexistes³⁰. La discrimination et les inégalités envers les femmes autochtones dans la société contribuent à leur donner l'image de proies faciles, les pratiques discriminatoires et sexistes des services policiers ayant trop souvent fait de cette perception une réalité. Les femmes autochtones de 25 à 44 ans sont cinq fois plus à risque que les autres Canadiennes du même âge de mourir des suites de la violence. Plus de 500 femmes autochtones ont disparu ou ont été assassinées au cours des trente dernières années³¹.

La marginalisation socio-économique associée aux toxicomanies et aux autres facteurs a conduit les femmes autochtones à être grandement surreprésentées chez les travailleurs du sexe; le racisme vient encore accroître la menace à la sécurité qui pèse sur les travailleurs du sexe³².

Cette dure réalité se répercute sur les enfants et les jeunes autochtones à deux niveaux : celui d'enfants de femmes autochtones qui sont souvent parent unique, et celui de témoins qui sont emportés malgré eux dans le cycle de la violence et qui finissent par devenir abuseurs ou

victimes. Les jeunes femmes autochtones risquent déjà de subir les manifestations du racisme systémique et de l'inégalité des sexes.

ENQUÊTE RÉGIONALE LONGITUDINALE SUR LA SANTÉ DES PREMIÈRES NATIONS

L'ERS est une source importante de renseignements dans le présent chapitre. Selon Mme Gray, l'ERS :

[Traduction] ... est la seule initiative nationale de recherche [en santé] qui soit entièrement menée par les Premières Nations au Canada, et non par les gouvernements, par Statistique Canada ou par des universités. Elle est faite par les collectivités des Premières Nations.

En conséquence, les résultats de l'ERS tiennent davantage compte des aspects culturels des enjeux des Premières Nations.

Pour mener l'enquête, Mme Gray travaille avec 10 coordonnateurs régionaux afin de recueillir des données, aux niveaux régional et national, auprès d'adultes, de jeunes et d'enfants qui vivent dans les réserves. Mme Gray dit que l'ERS « est la source de renseignements la meilleure et la plus fiable sur la population des Premières Nations ».

[Traduction] Elle dit encore :

[Traduction] Le questionnaire a été conçu avec une composante culturelle; les questions visaient à tenir compte des cultures pour évaluer les enjeux et les réalités des Premières Nations. Nous travaillons dans un cadre culturel holistique, la composante culturelle étant intégrée à tout ce que nous faisons. Le cadre culturel a pour fondement les valeurs et les principes des Premières Nations et il intègre le concept des quatre directions.

depuis. Un nombre croissant de personnes sont devenues sans-abri. Comme on compte maintenant parmi les sans-abris des familles monoparentales et biparentales, il est grand temps de regarder bien en face pourquoi la situation s'est détériorée à ce point. Cette situation ne se limite pas uniquement aux Autochtones, mais ils sont les pires des pires.

Après 1993, les subventions qui existaient à ce moment ont continué, mais lorsque l'hypothèque prend fin, il n'y a plus de subvention. Comme les loyers augmentent alors, les familles en sont touchées. On tombe dans un cercle vicieux.

Les jeunes autochtones sont surreprésentés au sein de la population des sans-abris du Canada. Compte tenu du bourgeonnement démographique au sein de la population autochtone et de la pénurie de logements adéquats pour les Autochtones, on a un besoin immédiat d'augmenter le soutien au logement si on veut éviter la croissance de la population des sans-abris autochtones.

LES PREMIÈRES NATIONS SUR LES RÉSERVES

Selon M. Hill, entre le logement sur les réserves et hors de celles-ci :

[Traduction] *En fait, il n'y a pas grand différence. En ayant une base économique, vous pouvez soutenir le financement d'une maison. Sans cette base, il vous sera très très difficile d'y parvenir. Je ne parle pas d'un foyer, je parle de maisons.*

La principale différence réside évidemment dans le genre d'occupation. Je ne sais pas comment le Canada en est arrivé à détenir les titres sur les terres. Ils sont arrivés et ont dit : « Ce sont nos terres, mais vous pouvez y demeurer si vous le souhaitez ». Cela semble plutôt ironique, mais de toute façon, c'est ce qui s'est passé et on nous a mis dans des réserves ». Les gens disent que c'était pour nous protéger, mais ce n'était pas vraiment le cas. Ils s'attendaient vraiment à ce que nous disparaissions comme peuple. Si nous voulions quitter la réserve et vivre ailleurs, nous devons alors devenir ce qu'ils appellent « émancipés » et devons prétendre que nous n'étions pas « Indiens ». Ainsi, lorsque les gens disent « bon, alors, vous avez choisi d'aller vivre sur les réserves », ce n'est pas vrai. Nous avons été forcés d'aller vivre sur les réserves et si vous regardez n'importe où présentement, ce sont les pires terres; nous avons été forcés de nous y installer.

[Traduction] **Nombre de personnes ne savent pas que jusqu'en 1951, il nous fallait avoir une permission pour quitter la réserve.**

Charlie Hill

La SCHL indiquait qu'en 2001, 22,5 p. cent des ménages autochtones sur les réserves vivaient dans des logements inadéquats et avaient des besoins impérieux comparativement à 2,5 p. cent des ménages non autochtones¹⁶.

Le gouvernement fédéral a reconnu ouvertement les lacunes dans les logements

Lorsque nous avons interprété les données, nous avons tenu compte de la réalité et de l'histoire des personnes et les rapports ont été présentés dans ce contexte. Ce cadre culturel fait de l'ERS un processus de recherche unique et différent de tous les autres. Nous avons retransmis les renseignements aux collectivités selon le modèle des quatre directions de la roue de médecine (le nord, le sud, l'ouest et l'est). Il ne s'agit pas d'une approche habituelle du modèle médical.

Il importe de mentionner les principes fondamentaux qui régissent le Code d'éthique pour la recherche de l'ERS; nous les appelons principes PCAP des Premières Nations — propriété, contrôle, accès et possession. Cela signifie que les Premières Nations sont les maîtres de leur programme de recherche, que nos renseignements nous appartiennent, que nous décidons de ce que nous en faisons et que nous possédons nos renseignements et nos données. Ce sont les principes fondamentaux de ce que nous voulons. En langage clair, l'ERS affirme notre autodétermination dans le domaine de la recherche.

Le rapport de l'ERS souligne plusieurs défis en matière de santé et de mieux-être relevés dans l'ensemble des collectivités des Premières Nations :

[Traduction] Nous avons trouvé que ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires ont un salaire moyen de 11 718 \$ par année et que 50,4 p. cent des pères des enfants et 41,2 p. cent des mères n'ont pas terminé leurs études secondaires. Plus de la moitié des adultes des réserves n'ont pas d'emploi. L'ERS a également fait ressortir une autre réalité : il y a un nombre élevé d'enfants des Premières Nations qui redoublent, surtout chez les garçons.

Il y a également un problème de poids important chez nos enfants et nos jeunes; 58 p. cent de nos enfants avaient un surpoids ou étaient obèses par rapport à l'Indice de masse corporelle international. Ce sont nos enfants de 3 à 5 ans qui sont réellement obèses. Il est terrifiant de penser aux conséquences de cette situation sur leur santé dans vingt ans. Si l'on trouve que notre taux de diabète est élevé maintenant, peut-on imaginer ce qu'il sera dans vingt ans? Cette situation aura des conséquences importantes sur nos services de santé dans les collectivités et dans les hôpitaux.

L'ERS a fait une constatation étonnante : chez nos jeunes, en particulier chez les jeunes femmes, le taux de tabagisme est élevé. Le taux de tabagisme a baissé depuis l'ERS de 1997, mais nos filles fument plus que les garçons. Donc, il y aura des conséquences pour nos peuples dans les années à venir. Ce sont ces femmes qui donneront la vie à la prochaine génération d'enfants. Il y a aussi toute la question de l'hypertension associée au tabagisme. Ici encore, demandons-nous ce que seront les données sur notre santé dans vingt ans?

L'ERS a également révélé qu'il existe un grand nombre de problèmes de santé mentale chez nos jeunes. On constate que nos jeunes ont des idées suicidaires plus prononcées comparativement à la population canadienne. Les collectivités doivent commencer à s'intéresser aux jeunes, à leurs besoins et à ce qu'il faut faire et commencer à mettre en œuvre leurs recommandations.

Mme Gray parle également de la difficulté de faire reconnaître l'ERS, car il a fallu que l'Enquête fasse l'objet d'un examen par l'Université Harvard avant d'être acceptée et reconnue comme un processus de recherche valable.

situés sur les réserves. En octobre 2006, le MAINC déclarait que :

La surpopulation et l'insalubrité des logements sont particulièrement préoccupantes dans les réserves, où la pénurie de logements se chiffre entre 20 000 et 35 000 unités et s'intensifie à un rythme évalué à 2 200 unités supplémentaires par année¹⁷.

La SCHL a indiqué :

En mars 2004, AINC enregistrait un total de 95 479 logements dans les réserves, dont 16 878 avaient besoin de réparations majeures et 5 199 devaient être remplacés. On estime qu'il manque actuellement 20 000 logements, et qu'il faut 4 500 logements de plus par année pour répondre à la demande des nouveaux ménages¹⁸.

Au cours des dernières années, malgré ces besoins pressants, les nouveaux logements sur la réserve ont diminué ou stagné. En 2002-2003, seulement 1 889 maisons ont été construites, comparativement à 4 254 en 1993-1994. Le nombre de logements rénovés a à peine changé, passant de 4 126 en 1993-1994 à 4 224 en 2002-2003¹⁹.

Au nombre des défis associés au logement, citons les conditions inexcusables comme l'état déplorable de l'eau et le manque de services d'assainissement. En effet, l'APN a indiqué que :

[Traduction] Présentement [en 2006], près de 12 p. cent des collectivités des Premières Nations doivent faire bouillir leur eau potable. Six p. cent des demeures des Premières Nations, soit plus de 5 000, n'ont pas de services d'assainissement. Près de 1 600 maisons n'ont pas d'eau chaude, d'eau froide ou de toilettes avec chasse d'eau²⁰.

Au 8 juin 2007, 89 collectivités des Premières Nations avaient reçu l'avis de « faire bouillir l'eau » ou de « ne pas boire l'eau²¹ ».

Ces conditions ont un effet négatif qui dépasse largement la santé physique de la personne et s'étend à tous les éléments liés au mieux-être de la collectivité.

LES FEMMES AUTOCHTONES ET LE LOGEMENT

Nombre de femmes des Premières Nations et leurs enfants font face à un problème juridique particulier en ce qui concerne le logement.

En raison de la distribution des pouvoirs aux termes de *La Loi constitutionnelle de 1867*,²² les lois provinciales et territoriales régissent comment les biens d'un mariage ou d'une relation de faits sont divisés à la rupture, y compris les biens immobiliers comme une maison. La loi prévoit généralement la division égale entre les conjoints.

Cependant, ces lois ne s'appliquent pas sur les réserves conformément au paragraphe 91 (24) de *la Loi constitutionnelle de 1867* qui donne au gouvernement fédéral l'autorité exclusive d'éditer des lois pour « les Indiens et les territoires réservés aux Indiens ». On a interprété ce paragraphe comme signifiant que les lois provinciales et territoriales sur la propriété matrimoniale ne s'appliquent pas aux biens immobiliers sur les réserves. Comme il n'y a pas de disposition fédérale dans la *Loi sur les Indiens*²³ ou ailleurs qui comble la lacune à l'égard de la propriété matrimoniale, les personnes vivant

sur les réserves n'ont généralement pas de système juridique pour résoudre les questions concernant les terrains et les maisons à la rupture de leur relation.

Les femmes des Premières Nations n'ont donc présentement aucun droit juridique à l'égard de certains biens sur les réserves s'il y a rupture de leur mariage, contrairement à toutes les autres femmes du Canada. Elles et leurs enfants n'ont donc aucun recours juridique pour occuper la résidence familiale. Elles peuvent être forcées de quitter la demeure matrimoniale et, en raison de la grave pénurie de logement, elles peuvent aussi devoir quitter la réserve. S'il est question de violence conjugale, la femme et ses enfants sont d'autant plus vulnérables en raison de cette lacune; ils demeurent parfois avec l'abuseur faute de choix²⁴.

Les droits de la personne en ce qui concerne les femmes des Premières Nations et leurs enfants sont violés; elles sont victimes de discrimination quand elles sont incapables d'exercer les droits qu'elles auraient hors des réserves²⁵.

Les femmes des Premières Nations veulent une voie de recours et des mécanismes d'application efficaces relativement aux questions matrimoniales liées aux biens immobiliers sur les réserves. Certains peuples autochtones veulent la révocation des dispositions de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*²⁶ qui empêchent que les droits soient protégés sur les réserves. Cela permettrait aux femmes un certain recours si elles

étaient d'avis qu'une décision d'un conseil de bande concernant le logement était discriminatoire.

Comme le faisait observer Mme Richardson, pour les femmes autochtones de partout, la violence, la pauvreté et le logement sont étroitement liés :

[Traduction] ... Si une femme est en maison de transition parce qu'elle a dû quitter le domicile conjugal plutôt instable, les tribunaux décident souvent de placer les enfants auprès du conjoint auteur de voies de fait, le père des enfants, parce qu'il a peut-être encore une maison. Ainsi, les femmes assument une responsabilité disproportionnée pour la violence dans les familles qui est souvent utilisée contre elles. Ici encore, on constate que la vulnérabilité ou l'exposition à la violence sont souvent liées à la sécurité du logement. Le fait de ne pas avoir un bon endroit où vivre, de savoir que les enfants sont enlevés à leur mère pour cause de pauvreté et de violence représentent, à mon avis, un autre aspect de l'abus des droits de la personne.

Ces questions sont toutes liées à la violence et au mieux-être des enfants, aux droits de la personne et comment on s'occupe des familles.

Il convient également de noter que les femmes inuites sont souvent locataires de leurs maisons mais que le nom de l'homme figure sur le bail. Il devient alors très difficile d'expulser ce dernier de la demeure en cas de violence²⁷.

Pour ce qui est de la santé des jeunes, l'ERS recommande des stratégies ou des interventions précises afin d'améliorer la santé et le mieux-être des jeunes autochtones dans les domaines de la langue, de la culture, du logement, de l'éducation, de l'estime de soi et de la résilience³³.

Selon Mme Gideon, les conclusions de l'ERS prouvent également :

[Traduction] ... *la nécessité des stratégies et des interventions qui atteignent les ménages et les familles plutôt que les individus, lorsqu'elles visent à améliorer la santé et le mieux-être des enfants et des jeunes des Premières Nations*.

« Finalement », dit Mme Gray,

[Traduction] ... *le processus est tout aussi important que les 'produits', pour que l'ERS fasse parler les chiffres et donne lieu au changement dans les collectivités des Premières Nations*.

DÉTERMINANTS SOCIAUX

Nous devons également porter un regard critique sur les déterminants sociaux de la santé et sur les causes profondes de l'infériorité des résultats par rapport aux normes canadiennes en matière de santé chez les enfants et les jeunes autochtones.

La santé des Autochtones ne peut être dissociée des autres facteurs, y compris la pauvreté, le manque d'instruction et le chômage, la violence familiale, le surpeuplement des logements et les mauvaises conditions de vie, l'insalubrité de l'eau et le coût élevé des aliments de qualité dans les collectivités éloignées.

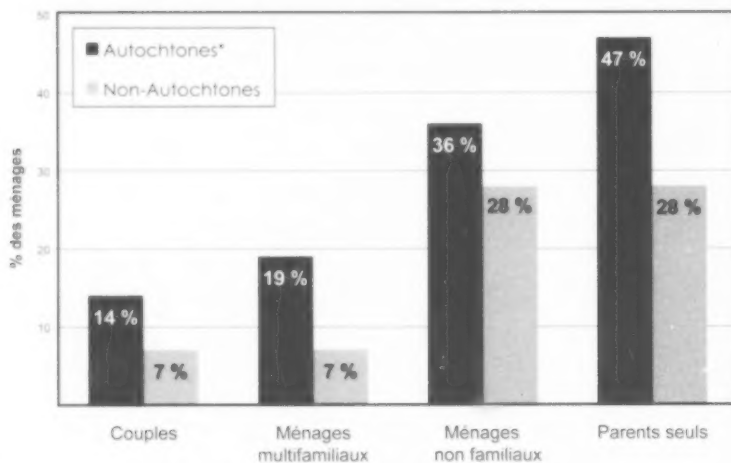
Aucun de ces problèmes n'arrive seul. Ils sont tous inextricablement liés les uns aux autres et ils sont inséparables de la nature systémique et répandue de l'inégalité des Autochtones dans la société canadienne. La marginalisation sociale et économique des Autochtones constitue un facteur clé de leur piètre santé. Ces causes profondes sont celles de l'obésité, des toxicomanies, du diabète, des maladies chroniques, de la dépression et du suicide. Entre autres, la dépression et les troubles comportementaux ont souvent comme source les mauvaises conditions socio-économiques, notamment l'extrême pauvreté, associée à la perte de l'identité chez les enfants et les jeunes autochtones, ce qui ultimement mène trop souvent au suicide.

La pauvreté est un des plus graves problèmes chez les Métis, les Inuits et les Premières Nations et elle contribue à la mauvaise santé. Ainsi, les familles métisses à faible revenu sont particulièrement nombreuses au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan, où le tiers des enfants métis vivent dans des ménages à faible revenu³⁴. Comparativement aux familles non autochtones, les familles métisses, inuites et des Premières Nations risquent de vivre dans des maisons qui ne répondent pas aux normes sur le logement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement³⁵. De plus, l'infériorité du salaire moyen et du niveau moyen d'éducation chez les Autochtones contribue à cet état de pauvreté.

Comme l'indique Mme Gideon,

[Traduction] *La pauvreté chez les enfants des Premières Nations du Canada – un sur quatre, comparativement à un sur six enfants canadiens – est une réalité honteuse que le Canada doit reconnaître. Une corrélation directe a été faite par l'ERS de 2002-2003 entre le*

Graphique 6.2 : Incidence des besoins impérieux de logement par genre de ménage, 2001



* Le total des Autochtones ne comprend pas les ménages des réserves.

Source : Société canadienne d'hypothèques et logement, Aboriginal Housing Background Paper

LA MONOPARENTALITÉ

En outre, les femmes autochtones sont plus susceptibles d'être chefs de famille monoparentale que les femmes non autochtones. Cela signifie qu'un plus grand nombre aura des besoins impérieux de logement en raison des frais élevés de logement urbain pour les familles avec un seul revenu. Les jeunes femmes sont souvent les plus touchées comme parent seul. Comme le démontre le graphique 6.2, près de la moitié (47 p. cent) des parents seuls autochtones éprouvent des besoins impérieux de logement.

Mme Richardson observe le changement qui s'opère dans les structures familiales des Métis :

[Traduction] En fait, en très peu de temps, la structure de nos familles a changé. De familles élargies ou vivant davantage en collectivité où, de façon assez normale, les grands-parents partageaient la maison avec la famille, un oncle ou une tante, on est passé assez rapidement à une période de familles nucléaires. Puis on en est maintenant à une époque où bon nombre de nos familles sont maintenant monoparentales et vivent en milieu urbain ou dans des villes de secteur primaire où elles sont très vulnérables aux flux des industries et font face à de nombreux problèmes liés à la pauvreté.

Ainsi, quand je réfléchis aux problèmes, le logement en fait certes partie. L'architecture n'a jamais vraiment aidé les Métis depuis 1885. Quand les familles

arrivent dans une ville comme Vancouver à la recherche d'un appartement, elles trouvent souvent des appartements à une chambre à coucher où la mère vivra avec ses enfants. Et il est aussi très difficile de trouver des appartements appropriés pour de plus grands groupes, comme une famille élargie. Je crois donc que le logement est sérieusement lié à d'autres questions associées à l'isolement, au besoin de services de garde de bonne qualité pour les enfants, au soutien des pairs et au soutien de la famille et des collectivités. Ces questions pourraient vraiment bénéficier d'un appui préalable via des logements communautaires adéquats.

revenu familial, le niveau de surpeuplement, la mauvaise alimentation et les faibles niveaux d'activité physique et de réussite scolaire chez les enfants et les jeunes des Premières Nations. Donc, le développement communautaire global qui renforce la capacité des gouvernements des Premières Nations de combler les besoins des membres de leurs collectivités est essentiel pour entraîner l'amélioration importante de la santé et du mieux-être des enfants des Premières Nations.

L'état de santé des enfants et des jeunes autochtones est maintenu sous la normale par la marginalisation et les politiques colonialistes historiques, dont les pensionnats indiens, qui ont brisé les relations familiales et érodé l'identité culturelle. Les enfants et les jeunes autochtones peuvent être victimes d'abus aujourd'hui ou vivre dans une famille aux prises avec le cycle de la violence, en raison des conséquences intergénérationnelles des séjours aux pensionnats indiens.

APPROCHES HOLISTIQUES

Les initiatives de santé communautaires dans la collectivité, qui tiennent compte de l'inégalité systémique des Autochtones et de ses causes profondes, s'attaquent à l'état de mieux-être inférieur des enfants et des jeunes autochtones. L'utilisation de l'expression « mieux-être » pourrait faire appel à une approche plus holistique de la santé qui intègre le corps, l'esprit et l'intelligence. Il s'agit de l'approche autochtone du mieux-être, qui comprend la continuité personnelle et culturelle.

La culture, la langue et les traditions, bien qu'elles soient différentes chez les Inuits, les Métis et les Premières Nations, sont considérées comme partie intégrante de la perspective holistique de la santé des peuples autochtones³⁶. Les aspects physiques, mentaux, spirituels et affectifs de la personne sont reliés entre eux. C'est ce qui est exprimé dans la vision de l'APN d'un plan de santé efficace : « un système de santé viable, contrôlé par les Premières Nations, reposant sur une approche globale, adaptée à leurs cultures. » L'APN insiste également sur la nécessité d'un « lien qui existe entre, d'une part, la pérennité culturelle et l'autodétermination, et d'autre part, une meilleure santé et des résultats déterminants en matière de santé » pour les membres des Premières Nations³⁷.

Les peuples autochtones possèdent une « riche tradition au niveau des pratiques de guérison et de mieux-être »³⁸ et les collectivités ont donné avec succès des services de santé³⁹. Par exemple, les centres d'accès à la santé de l'Ontario, financés par la Stratégie autochtone de guérison et de mieux-être, ont amélioré grandement l'accès pour 87 p. cent des Autochtones des villes et pour 64 p. cent de ceux des régions rurales⁴⁰. En outre, les centres des naissances du Nunavut et du Nunavik ont intégré avec succès les approches contemporaines et traditionnelles⁴¹.

Malheureusement, plusieurs questions de santé mentale et affective qui touchent les Autochtones ne sont pas comprises selon une approche holistique mais sont vues selon la culture de la majorité. Dans le cadre médical applicable à l'ensemble de la population, on connaît et on comprend trop peu la notion autochtone de mieux-être. En intégrant la sagesse de l'ensemble de la population aux pratiques traditionnelles et aux approches

Les problèmes de logement inadéquat, de violence familiale et de pauvreté sous-jacente sont étroitement liés à la question de la prise en charge des enfants autochtones, comme on en discute plus à fond dans le chapitre portant sur cette question.

LES MÉTHODES GLOBALES

Comme pour tous les indicateurs concernant la pauvreté chez les enfants et les jeunes autochtones, le logement ne vient pas seul. Il doit plutôt être perçu comme étant interdépendant de tous les autres éléments qui composent l'expérience des peuples autochtones.

M. Hill mentionne :

[Traduction] J'ai abordé les aspects sociaux, culturels, linguistiques, économiques et scolaires. Tous jouent un rôle dans la réussite ou l'échec du logement.

Au-delà de tout cela subsiste encore la question de racisme.

Ce n'est pas seulement le logement. On ne peut isoler le logement et affirmer que si l'on possède une bonne maison, tout sera parfait. On doit aussi prendre en compte que les gens n'ont pas de base économique puisque la plupart viennent de régions isolées où il existe une barrière linguistique. Le niveau d'éducation est faible.

Mais au-delà de tout cela, il y a le racisme.

Il en résulte, de noter M. Hill, que les Autochtones qui obtiennent un emploi payant et déménagent dans un quartier de protestants de race blanche

et d'origine anglo-saxonne, font souvent face à la discrimination et aboutissent dans les pires logements de la ville :

[Traduction] ... Cela devient propice à la répression et à la ghettoisation. On est forcé d'accepter des conditions de logement néfastes où il y a surpeuplement et difficulté de payer le loyer en raison de l'impossibilité d'obtenir un bon emploi et à cause de la répression sociale. Aussi, les logements à loyer réduit entraînent sur le plan social toutes sortes d'autres maux chez ces personnes défavorisées, qu'elles soient blanches, indiennes, noires ou autres. En retour, il s'ensuit des problèmes d'attitude en ce qui concerne la responsabilité sociale. Façon élégante de dire qu'il y a beaucoup de fouteurs de trouble dans les secteurs aux loyers peu coûteux. Ce n'est pas une question de stéréotype mais plutôt le fruit de l'expérience.

Cela dit, il est important de se retrouver avec les siens. On ne veut pas les abandonner et tenter d'aller vivre ailleurs puisqu'on est mal accueilli. Comme on se sent très seul, on veut demeurer avec les siens, dans sa culture. Je crois qu'il est très important que notre peuple commence à se faire entendre.

Comme toujours, le financement, la coopération intergouvernementale et le contrôle autochtone constituent des facteurs clés de la réussite ou de l'échec du logement des Autochtones. Selon

M. Hill :

[Traduction] Deux choses sont essentielles, selon moi. L'une est l'augmentation des ressources pour nous aider à acquérir plus d'unités de logement, mais l'autre est la nécessité d'être reconnu comme un peuple qui peut administrer lui-même ses maisons, etc. En d'autres termes, les Indiens ou les Autochtones doivent avoir le contrôle de leur programme de logements.

Et M. Hill d'ajouter que dans une approche globale, il faut faire plus que de simplement trouver un chez-soi pour les peuples autochtones :

[Traduction] Dans le programme de logement urbain pour Autochtones, on a intégré le rôle du conseiller auprès des locataires. Je crois que ce rôle est primordial; il représente une des principales différences entre le logement ordinaire et le logement autochtone.

Je crois que le conseiller auprès des locataires représente un des aspects de la question mais il faut aussi prévoir que d'autres Autochtones assument le rôle de conseillers spéciaux auprès des enfants. J'entends, des personnes qui porteront à l'attention des jeunes que malgré tout ce qui s'est produit, on doit accepter et repartir à neuf. Il faut les aider à comprendre pourquoi, d'une part, les gens sont comme ils sont, et d'autre part, pourquoi ils sont traités comme ils le sont.

Ainsi, en ce qui concerne les jeunes, nous avons tous été des enfants maintenant devenus adultes. La seule différence est qu'on devient plus grand et plus fort et qu'on commence à s'exprimer. En se réappropriant les enseignements traditionnels et en les revitalisant, bon nombre de personnes ont réussi à reprendre pied. Je crois qu'on doit vraiment accorder de l'importance à cet aspect.

Il est évident que les groupes chargés du logement ne sont pas en mesure de fournir ce genre d'enseignement, mais on pourrait élargir ou préciser le rôle du conseiller auprès des locataires ou de la personne chargée de travailler avec les locataires afin d'intégrer dans ses activités quotidiennes le counselling auprès des enfants et des jeunes.

Et de dire M. Hill, en plus des mesures axées sur les politiques et les programmes en matière de logement :

[Traduction] Comme certaines personnes ont réussi avec les années à occuper des emplois bien rémunérés, elles possèdent la base économique. Je crois que nombre d'entre elles sont maintenant en mesure d'obtenir un prêt hypothécaire si elles n'ont pas suffisamment d'argent pour acheter une maison comptant. Je crois qu'il s'agit là d'un autre secteur sur lequel le gouvernement fédéral devrait se pencher. Il devrait trouver des façons, en travaillant avec les banques et les agences immobilières de leur donner une chance en ce qui concerne les intérêts et autres éléments afin de les aider à accéder à la propriété. Je crois qu'en retour, l'accès à la propriété permet à une personne de se sentir valorisée et de transmettre ce sentiment à ses enfants. Mais je crois aussi que cela permet aux personnes non autochtones d'avoir une vue différente : « Oh, elles ont une maison, elles sont comme nous. » Nous ne sommes pas comme elles, mais nous devons vivre dans le même milieu.

Il faut se rappeler que nous avons été spécifiquement exclus du partage des ressources dans ce pays. Les ressources ont été remises directement aux gouvernements provinciaux et ce n'est que tout récemment, comme pour les mines de diamants, que notre peuple a vraiment insisté pour avoir une part des ressources extraites. Si nous pouvions partager les ressources extraites, notre peuple s'en porterait mieux. Il faut admettre qu'une des raisons pour lesquelles les Canadiens et les Canadiennes se portent bien est due à leur accès aux ressources qu'ils se sont complètement appropriées. En fait, comme nous ne sommes qu'une goutte dans l'océan

en matière de population, il serait simple de partager certains bénéfices provenant des diverses ressources. En retour le logement en bénéficierait et les enfants aussi, par ricochet.

Le mieux-être et les perspectives futures des enfants et des jeunes autochtones sont tellement liés au logement que seule une approche globale à long terme permettra de satisfaire au besoin.

EN RÉSUMÉ

Atteignant des taux disproportionnés par rapport à ceux de la population non autochtone, le logement autochtone est inférieur aux normes et inadéquat; les Autochtones et les jeunes plus particulièrement sont également surreprésentés au sein de la population des sans-abris.

Comme pour tous les indicateurs de pauvreté chez les enfants et les jeunes autochtones, le logement n'est pas le seul facteur mais doit plutôt être perçu comme lié à tous les autres éléments de l'expérience des peuples autochtones, y compris le racisme et la discrimination. Les questions de logement autochtone doivent être abordées à l'intérieur d'une stratégie globale. Le financement approprié, la coopération intergouvernementale, la collaboration avec les collectivités autochtones et l'importance accordée au développement économique de la collectivité sont tous des facteurs importants en ce qui concerne la pertinence et la durabilité du logement.

CHAPITRE 7

LES ENFANTS ET LES JEUNES AUTOCHTONES « PRIS EN CHARGE »



[Traduction] *Ici, à Services aux Métis, mon travail est guidé par la mémoire d'un jeune garçon de Fort Chipewayan nommé Richard Cardinal. Arrivé à l'adolescence, il avait déjà été confié à 13 foyers d'accueil; il s'est finalement pendu dans la cour d'un foyer en Alberta. Il avait dit : « Je n'en peux plus, je suis tellement fatigué d'attendre après l'amour. »*

Cela m'a appris notamment qu'on peut évaluer l'avancement de la civilisation d'un pays par la manière dont il traite ses citoyens les plus vulnérables. Selon moi, nos citoyens les plus vulnérables sont les enfants oubliés qui sont placés en foyer d'accueil.

Cathy Richardson

De longue date, les peuples des Premières Nations, les Métis et les Inuits du Canada ont vu leurs enfants retirés de leur foyer et de leur collectivité en vertu de politiques fédérales, provinciales et territoriales. Il y a plus d'enfants des Premières Nations pris en charge aujourd'hui qu'à tout autre moment de l'histoire du Canada. Les politiques axées sur une façon eurocentrique de percevoir l'éducation des enfants ont eu un effet dévastateur sur les peuples des Premières Nations, les Métis et les Inuits.

UNE HISTOIRE D'ENFANTS « PRIS EN CHARGE »

LES PENSIONNATS INDIENS ET LA RAFLE DES ANNÉES SOIXANTE

Au Canada, à partir du 19^e siècle jusqu'en 1996, le gouvernement canadien et les groupes religieux se sont unis pour tenter « d'éliminer tout vestige autochtone » en obligeant les enfants autochtones à devenir pensionnaires¹. Les enfants autochtones étaient retirés de leur foyer dans le but d'être assimilés.

L'expérience des pensionnats indiens s'est soldée par un échec abyssal où on a souvent abusé des enfants autochtones sur les plans physique,

le faire ou en ont été incapables. Le tableau 7.1 présente les résultats de cette recherche.

Comme l'indique le tableau 7.1, les enfants autochtones sont nettement surreprésentés parmi les enfants pris en charge. Par exemple, au Manitoba, 23 p. cent des enfants sont autochtones (voir la première colonne), mais 85 p. cent des enfants pris en charge sont autochtones (voir la quatrième colonne). Il est difficile d'établir des comparaisons entre les administrations (comme l'indique l'encadré), mais il est clair qu'il y a beaucoup plus d'enfants autochtones pris en charge qu'il ne devrait y en avoir, compte tenu de la population.

Les données provinciales, lorsqu'elles sont disponibles, indiquent que le pourcentage

d'enfants autochtones pris en charge augmente. Par exemple, en Colombie-Britannique, les enfants autochtones représentaient 37 p. cent des enfants pris en charge en 2000-2001 comparativement à 50 p. cent en 2005-2006¹². En 1997 au Manitoba, près de 70 p. cent des enfants pris en charge étaient autochtones¹³ comparativement à 85 p. cent en mars 2006. Certains changements sont vraisemblablement attribuables à la croissance de la population autochtone, mais l'augmentation est trop importante pour n'être justifiée que par la seule croissance de la population.

Phil Fontaine, le Chef national de l'Assemblée des Premières Nations (APN), a déclaré :

La situation à laquelle les enfants et les familles des Premières Nations font face aujourd'hui n'a

AUCUNE NORME NATIONALE; FINANCEMENT NATIONAL INADÉQUAT

Il n'y a pas de norme nationale en ce qui concerne les enfants pris en charge. Les provinces et territoires ont des responsabilités législatives pour les services aux enfants et aux familles, souvent appelés protection de l'enfance. Chaque province et territoire a ses propres lois pour définir comment les enfants seront protégés contre les abus et la négligence, et chacune/ chacun possède ses propres définitions, politiques, structures et services. Il devient donc difficile de comparer les données d'une province ou d'un territoire à un autre.

Les lois provinciales et territoriales sur la protection des enfants s'appliquent dans les réserves, mais le gouvernement fédéral conserve la responsabilité, aux termes de la *Loi sur les Indiens*, de financer les services de protection de l'enfance fournis dans les réserves aux enfants indiens inscrits¹⁴. En février 2007, l'Assemblée des Premières Nations et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada ont déposé une plainte auprès de la Commission canadienne des droits de la personne à propos du manque de financement pour les services à l'enfance des Premières Nations¹⁵.

mandats de nombreux organismes métis, un mandat axé sur la redécouverte de l'identité culturelle.

Et quand on découvre qu'une personne est peut-être apparentée ou membre du même clan, on peut être plus porté à l'accueillir et à l'aider dans des situations difficiles, ou à s'occuper de ses enfants. On tente dans notre travail d'encourager la création de ce genre de voisinage et de collectivité.

Dans le contexte de la protection de l'enfance, de dire Mme Blackstock, la réconciliation s'entend :

[Traduction] ... de dire d'abord la vérité sur la protection de l'enfance selon les multiples points de vue, y compris ceux des personnes non indigènes. On doit aussi examiner les valeurs et les croyances qui nous ont menés à certaines façons de faire. L'une des raisons de notre manque d'apprentissage est notre incapacité d'examiner les raisons qui sous-tendent nos agissements pour comprendre comment cette vérité nous a aidés à rationaliser les mauvais résultats auxquels nous avons été confrontés.

Deuxièmement, une fois la vérité entendue, il faut reconnaître que l'aide à l'enfance non autochtone existe depuis près de cent ans tandis que diverses collectivités indigènes au Canada pratiquent de multiples formes d'aide à l'enfance depuis près de 20 000 ans. Par conséquent, les organismes d'aide à l'enfance doivent faire preuve d'humilité en ce qui concerne leurs connaissances. Ils doivent mettre de côté l'arrogance qui leur fait dire : « nous savons ce qui est mieux pour vous » et accueillir d'autres façons de voir et de comprendre le monde en ce qui concerne les enfants autochtones.

Cela signifie aussi de comprendre que le système actuel ne fonctionne pas et qu'il comporte une charge culturelle. Les gens présument que l'aide à l'enfance telle qu'elle existe présentement est neutre sur le plan culturel, mais elle n'est neutre que pour les Britanniques et les Français parce qu'elle se fonde sur cette manière de voir le monde. Il n'est donc pas étonnant que les peuples autochtones et les néo-Canadiens soient les moins bien servis par l'aide à l'enfance.

La troisième phase est celle du rétablissement. Nous devons donner aux personnes qui ont causé des torts dans le passé l'occasion de tenter de redresser les torts qu'il est possible de redresser et de mettre en place un plan pour éviter qu'ils ne se reproduisent. On doit trouver des moyens de s'éveiller mutuellement aux manifestations actuelles de racisme et mettre en place des moyens vraiment pragmatiques et significatifs de s'en prémunir.

La quatrième phase consiste à comprendre que la réconciliation n'est pas un événement mais bien un engagement à long terme à travailler ensemble.

Bien qu'il n'y ait pas de solutions rapides au régime de l'aide à l'enfance et à ses interactions avec les enfants autochtones, il y a néanmoins des mesures possibles, notamment celles de rapprocher les gouvernements pour qu'ils travaillent dans un esprit de réconciliation et de redressement.

vers cette direction. Mais on doit aussi garder un œil critique sur tous nos organismes, autant les organismes applicables à l'ensemble de la population que ceux des Autochtones. Que font ces organismes pour protéger de la violence les femmes et les enfants ainsi que les victimes, les personnes vulnérables?

Voici la vision de Mme Blackstock à l'égard de la protection des enfants autochtones :

[Traduction] Nous avons élaboré ce qu'on appelle la réconciliation à l'égard de la protection des enfants : pierres de touche pour donner espoir aux enfants, aux jeunes et aux familles indigènes. Fondamentalement, les cinq principes sont l'auto-détermination, la culture, la langue, l'approche globale, l'intervention structurelle et la non-discrimination.

Il faudrait encourager le Canada à cesser de mettre en oeuvre des solutions préconçues et plutôt financer les collectivités pour élaborer leurs propres solutions en se fondant sur les principes des pierres de touche. Ces principes sont de nature constitutionnelle en ce sens qu'ils doivent être interprétés au niveau communautaire local et permettre les différences culturelles, linguistiques et contextuelles uniques. Ainsi, par exemple, la culture et la langue d'une collectivité crie serait fort différente d'une collectivité mi'kmaw de la Nouvelle-Écosse. Les principes seraient interprétés localement, mais ils permettraient néanmoins un cadre national établissant clairement ce qui est important pour le mieux-être des enfants autochtones.

Nous croyons aussi qu'il est grandement nécessaire d'avoir du financement. Le Canada finance les programmes nationaux, mais il ne finance jamais les communautés des Premières Nations, les Inuits ou les Métis dans l'élaboration des plans de développement

communautaire axés sur les enfants et les jeunes et permettant aux communautés de se pencher sur ce qui leur importe dans leur contexte. Le Canada est en mesure de fournir des ressources pour satisfaire à ces besoins plutôt que pour mettre en œuvre à l'échelle nationale des programmes qui souvent ne répondent pas aux besoins de nombreuses collectivités.

Mme Blackstock ajoute :

[Traduction] Selon la réalité actuelle, les organismes de services aux familles et à l'enfance des Premières Nations doivent exercer leurs activités aux termes des lois provinciales sur la protection de l'enfance à moins d'avoir conclu une entente d'autonomie gouvernementale incluant spécifiquement la protection de l'enfance. Il n'y a qu'un exemple récent où les Premières Nations se sont assises à la table pour élaborer des lois sur la protection de l'enfance, et c'est au Manitoba. Dans les autres régions, c'est surtout la province qui élabore elle-même les lois, peu importe le nombre disproportionné d'enfants autochtones pris en charge.

Les peuples indigènes sont les mieux placés pour prendre des décisions au sujet des enfants indigènes. Et il y a encore beaucoup de paternalisme dans la façon dont sont administrés les systèmes de protection de l'enfance. Ces principes ont pour but de revoir la situation afin de s'assurer qu'il s'agit bien d'un partenariat où les peuples autochtones prennent la tête des programmes de protection de l'enfance autochtone. Ainsi, le Manitoba a travaillé avec les collectivités des Premières Nations et de Métis pour élaborer le projet d'enquête sur l'administration de la justice et les Autochtones - Initiative de protection de

mental, sexuel et spirituel, et nombre d'entre eux sont morts de maladies et de malnutrition². Comme adultes, nombre de survivants des pensionnats ont décrit l'effet prolongé que l'expérience des pensionnats a eu sur eux, comme l'incapacité de créer des liens avec d'autres, le manque de capacités parentales et la consommation de drogues et d'alcool pour atténuer la douleur des mauvais souvenirs³. Par conséquent, la génération suivante d'enfants autochtones ne s'en est pas mieux tirée et subit ce qu'on appelle souvent les effets intergénérationnels des pensionnats indiens.

Comme le mentionnait Charlie Hill :

[Traduction] *On a aussi entendu parler de « stress traumatique ». Pendant que je m'entretenais avec un aîné qui lisait sur le sujet, il lui est soudain venu à l'esprit et, j'en conviens pleinement, que le stress post-traumatique a été transmis de génération en génération à différents niveaux et selon diverses intensités. Notre peuple se retrouve aujourd'hui avec toute cette charge. Qui plus est, nos enfants étaient retirés en raison de restrictions légales. Vous connaissez bien le régime des pensionnats indiens et tout ce qu'il comporte. J'ai souvent demandé aux personnes de culture européenne et occidentale si elles accepteraient que je vienne avec d'autres Autochtones prendre leurs jeunes enfants et ce, sans leur dire si elles les reverraient un jour. Nous n'avons pas accepté la situation, mais ils étaient plus nombreux que nous. L'impact sur notre peuple a été terrible.*

L'impact sur les Premières Nations que décrit Hill a également été senti par les familles inuites dont les enfants ont aussi été envoyés en pensionnats indiens.

En 1951, la *Loi sur les Indiens*⁴ a été refondue et l'article 88 ajouté. Cet article conférait aux autorités provinciales de la protection de l'enfance l'autorisation législative sur les réserves, et les enfants des Premières Nations ont alors commencé à être appréhendés à un rythme extraordinairement disproportionné par rapport à la population⁵.

La « rafle des années 60 » décrit une tranche de l'histoire canadienne qui s'est déroulée entre les années 1960 et le milieu des années 1980 quand a eu lieu le plus grand nombre d'adoptions d'enfants autochtones. À cette époque, les enfants autochtones étaient littéralement enlevés de leur foyer à l'insu et sans le consentement de leur famille ou de leur collectivité. On nolisait parfois des autobus pour enlever un grand nombre d'enfants autochtones à la fois. Plus de 11 000 enfants indiens inscrits, en plus de nombreux autres enfants autochtones, ont été mis en adoption entre 1960 et 1990⁶. Comme ces enfants ont été adoptés par des familles non autochtones, il en est résulté une génération d'enfants autochtones élevés sans connaître leur culture et confus quant à leur identité.

LES INCIDENCES SUR LES COLLECTIVITÉS

Cindy Blackstock signale que malgré la très grande diversité des groupes autochtones au Canada :

[Traduction] *... nous avons constaté certains points communs. D'abord, que les enfants étaient des membres très précieux de la collectivité, apportant avec eux des dons spéciaux notamment quant à leur façon de*

percevoir le monde et à leur contribution aux collectivités. Que ce ne sont pas uniquement les enfants de cette génération ou même de la génération suivante qui ont été pris en compte dans les décisions. Il s'agissait de se soucier de générations que les collectivités contemporaines ne connaîtront jamais. Nous avons constaté qu'il était important de se préoccuper de l'avenir lointain.

Le rôle important des enfants et des jeunes autochtones dans le maintien de saines collectivités autochtones est inhérent à la vision du monde qu'ont les Autochtones; leur enlèvement par les bureaux de protection de l'enfance et leur mise en pension a été dévastateur. Néanmoins, le nombre disproportionné d'enlèvements d'enfants autochtones de leur foyer par les bureaux de protection de l'enfance continue d'empoisonner l'existence des collectivités autochtones.

LA « PRISE EN CHARGE » AUJOURD'HUI

Il y a présentement plus d'enfants autochtones pris en charge par les bureaux de protection de l'enfance qu'à tout autre moment de l'histoire, et le nombre continue d'augmenter⁷. Entre 1995 et 2001, le nombre d'enfants indiens inscrits dans les organismes de protection de la jeunesse a augmenté de 71,5 p. cent à l'échelle nationale⁸.

Les enfants autochtones sont notablement surreprésentés dans le régime de protection de la jeunesse. Mme Blackstock affirme que la recherche effectuée à l'intérieur du Programme

des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations de mai 2005 indique que :

[Traduction] ... dans les trois provinces échantillonnées, un enfant non autochtone présentait 0,67 p. cent de probabilité d'être pris en charge par un organisme de protection de l'enfance. Cela représentait environ un enfant sur 200. En ce qui concerne les enfants métis, cette proportion grimpeait à 3,31 p. cent, soit six enfants sur 200. Et chez les enfants indiens inscrits, la proportion atteignait le taux ahurissant de 10,23 p. cent.

Mme Blackstock conclut :

[Traduction] Jamais dans notre histoire n'avons-nous connu de moment où autant d'enfants des Premières Nations sont pris en charge, y compris à l'époque des pensionnats indiens et de la rafle des années 60. Pour tout dire, on devient plus efficace pour retirer les enfants de leur foyer.

En outre, malgré le grand intérêt des familles autochtones pour l'adoption, une proportion élevée d'enfants autochtones continue d'être placés dans des foyers d'adoption non autochtones. La pratique de considérer que le meilleur intérêt de l'enfant autochtone est mieux servi en le plaçant dans un foyer où il sera séparé de sa collectivité et de sa culture est fort malheureuse. Ce point de vue est axé sur la personne et contraste avec la perception autochtone que les enfants font inextricablement partie de la famille, de la collectivité et de la culture et que cette appartenance est sacrée⁹. Inévitablement, de nombreuses adoptions d'Autochtones par des non-Autochtones échouent durant l'adolescence au moment où la formation de l'identité est cruciale¹⁰.

Tableau 7.1 : Enfants autochtones pris en charge par province et territoire

	Pourcentage de tous les enfants (0-14 ans) qui sont Autochtones ¹¹	Nombre d'enfants pris en charge			Date
		Total	Autochtones	% pris en charge qui sont Autochtones	
Terre-Neuve-et-Labrador	6 %				
Île-du-Prince-Édouard	2 %				
Nouvelle-Écosse	3 %	2 000	310	16 %	2006
Nouveau-Brunswick*	4 %	1 445	191	13 %	30 septembre 2006*
Québec	2 %	11 135			31 mars 2006
Ontario	2 %	19 035			31 mars 2006
Manitoba	23 %	6 629	5 627	85 %	31 mars 2006
Saskatchewan	25 %	3 050	2 135	70 %	2005
Alberta	9 %	8 565	4 880	57 %	mars 2006
Colombie-Britannique	7 %	9 157	4 542	50 %	mars 2006
Yukon**	33 %	252			septembre 2006
Territoires du Nord-Ouest	63 %				
Nunavut	95 %	311	311	100 %	octobre 2006

* Nouveau-Brunswick : Les données comprennent 178 enfants des Premières Nations dans des réserves desservies par un organisme de services à l'enfance et à la famille des Premières Nations (juillet 2007).

** Yukon : Le Grand Chef du Conseil des Premières Nations du Yukon estime à plus de 80 p. cent la proportion des enfants des Premières Nations pris en charge. (CBC News, "CYFN withdraws from Children's Act review," 24 mars 2006.)

LA RÉPARTITION PAR PROVINCE ET TERRITOIRE

Les données sur les enfants autochtones pris en charge au Canada ne sont pas facilement disponibles. Le MAINC publie le nombre d'enfants indiens inscrits pris en charge, mais il est difficile de trouver des données sur les enfants autochtones vivant dans la population

en général. Seulement quelques provinces et territoires publient régulièrement de l'information sur le nombre d'enfants autochtones pris en charge. En 2006, le Conseil national du bien-être social a communiqué avec tous les bureaux de protection de l'enfance provinciaux et territoriaux pour connaître le nombre total d'enfants autochtones et non autochtones pris en charge. Certains ont fourni l'information d'emblée tandis que d'autres ont été réticents à

jamais été aussi mauvaise. Il y a en effet plus de 27 000 enfants des Premières Nations pris en charge aujourd'hui, ce qui représente trois fois le nombre d'enfants placés en pensionnats au plus fort des activités de ces derniers¹⁶.

Mme Richardson signale que « *sur l'île de Vancouver, 45 à 50 p. cent des enfants pris en charge sont Autochtones et le tiers de ces derniers ont presque toujours été Métis* ». [Traduction]

En bout de ligne, bon nombre des membres des Premières Nations soutiendraient que la rafle des années 60 n'a jamais pris fin, elle n'a fait que s'intensifier à chaque année, à chaque décennie. Le racisme et les pratiques coloniales dans les organismes provinciaux de protection de la jeunesse continuent de poser des difficultés aux enfants et aux familles des Premières Nations¹⁷.

Durant de nombreuses générations, les politiques gouvernementales reflétaient la croyance que les méthodes européennes d'éducation des enfants étaient supérieures à l'éducation des enfants donnée par les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Les effets destructeurs de ces politiques sont maintenant bien visibles, mais les enfants autochtones continuent quand même d'être enlevés de leur famille et de leur collectivité à un rythme non seulement disproportionné mais alarmant.

FACTEURS DE CAUSALITÉ

De dire Mme Blackstock :

[Traduction] *Contrairement aux autres enfants canadiens, les enfants des Premières Nations sont plus susceptibles d'être pris en charge pour négligence plutôt que pour abus sexuel,*

abus physique, abus émotionnel ou violence conjugale, ce qui correspond à l'information obtenue des États-Unis et de l'Australie à l'égard de leurs populations autochtones. Au Canada, les principaux facteurs motivant le retrait d'un enfant des Premières Nations pour cause de négligence sont la pauvreté, le logement inadéquat et la toxicomanie de la personne pourvoyeuse de soins.

Mme Blackstock ajoute :

[Traduction] *... même si une famille non autochtone présente ces mêmes facteurs, l'enfant autochtone est quand même plus susceptible d'être pris en charge. La race a donc continué de jouer un rôle dans le retrait de l'enfant.*

Mme Richardson souligne l'incidence du logement sur la prise en charge des enfants :

[Traduction] *Nous devrions vraiment créer des occasions de fournir différentes sortes de logement où, par exemple, plutôt que d'enlever un enfant à ses parents, on pourrait avoir une forme de système de mentorat pour la personne responsable de l'enfant suivant lequel un parent substitut viendrait vivre avec la jeune mère monoparentale et les enfants afin que les familles puissent demeurer ensemble. Mais il nous faut des logements pour appuyer ce genre de projet.*

L'APN insiste sur le rôle de la pauvreté dans les cas de négligence :

[Traduction] La principale raison du retrait des enfants est la négligence physique attribuable à la pauvreté...

Ce n'est qu'en ayant un plan global soutenu par des investissements immobiliers que les Premières Nations pourront enfin briser pour toujours les chaînes de la pauvreté¹⁸.

Selon Mme Blackstock, il y a trois grandes raisons pour la prise en charge des enfants des Premières Nations :

[Traduction] *Nous ne ciblons pas très bien la négligence et ne faisons pas face au risque structurel lié à la protection de l'enfance autant que nous le voudrions.*

Un autre facteur qui contribue à la surreprésentation des enfants des Premières Nations pris en charge a trait à la formule de financement de la protection de l'enfance du gouvernement fédéral touchant les enfants dans les réserves. Nous savons que le gouvernement fédéral sous-finance les services de protection de l'enfance, particulièrement en ce qui concerne les services visant à habiliter les familles pour qu'elles puissent prendre soin de leurs enfants en toute sécurité. Ces services sont désignés comme les mesures les moins perturbatrices. Et il n'y a pas de financement pour ces services dans la formule fédérale de financement, bien que les sommes soient illimitées pour retirer les enfants de leur foyer.

Le troisième facteur est le besoin indéniable d'une réconciliation en matière de protection de l'enfance. En effet, bien que les personnes se disent plus avisées maintenant, quand on leur demande ce qu'elles retiennent de la rafle des années 60 et de l'époque des pensionnats indiens, et en quoi ces épisodes ont façonné leur pratique actuelle, peu d'entre elles peuvent répondre.

Et, tel que mentionné dans d'autres chapitres, la question des enfants autochtones pris en charge ne peut être dissociée de l'éducation, de la santé, de l'emploi et des autres indicateurs et résultats socio-économiques. Selon Mme Blackstock :

[Traduction] *Selon une étude menée par Bowlus, McKenna, Day et Wright (2003), les coûts*

des mauvais traitements infligés aux enfants s'élèvent annuellement à 16 milliards de dollars au Canada. Cela s'explique par le fait que les enfants pris en charge sont plus susceptibles d'éprouver des problèmes de santé comme jeunes et adultes et moins aptes à réussir dans des programmes d'enseignement et, par la suite, sur le marché du travail. Ils sont aussi plus susceptibles d'avoir des démêlés avec la justice. Par conséquent, la protection de l'enfance présente de très grands risques. Le Réseau national des jeunes pris en charge estime qu'un enfant pris en charge très jeune connaîtra jusqu'à 16 déplacements avant l'âge de 18 ans.

Ainsi, l'État est un piètre parent.

CONTINUITÉ CULTURELLE

Mme Richardson commente le rôle de la violence familiale et de la dissociation culturelle dans la surreprésentation des enfants autochtones pris en charge :

[Traduction] *Il y a beaucoup de violence, car, vous savez, les femmes ont tendance à avoir une liaison avec des partenaires qui ont recours à la violence pour obtenir ce qu'ils désirent; par conséquent, les enfants sont parfois exposés à la violence, laquelle mène souvent à la protection de l'enfance.*

Ainsi, quand on apprend qu'une famille a besoin d'aide et qu'elle est coupée de ses racines culturelles, la création d'un lien important avec la culture est l'une des solutions trouvées pour aider ces gens à guérir d'une expérience néfaste.

Comme le processus de renouer avec ses racines culturelles a été très utile dans le processus de guérison, il est l'un des principaux

AIDE AUTOCHTONE AUX ENFANTS AUTOCHTONES

Les Premières Nations, les Inuits et les Métis ont pratiqué des moyens efficaces d'élever les enfants, d'en prendre soin et de les protéger tout au cours de leur histoire¹⁹. L'incapacité des organismes provinciaux et territoriaux de protection de la jeunesse à changer de manière significative la santé et le mieux-être des enfants autochtones confirme le besoin de modèles contrôlés par les Autochtones et fondés sur leur culture.

Pour Mme Richardson, le lien culturel s'avère souvent fondamental pour éviter que les enfants métis soient pris en charge :

[Traduction] Ainsi, le programme « Root » commandité par les Native Community Services of Victoria a été particulièrement utile à cet égard. Nous tentons de trouver des familles pour les enfants pris en charge. Nous avons aussi un généalogiste bénévole qui nous aide dans notre travail. Bon nombre des enfants pris en charge ne connaissent pas leur famille vivant dans les Prairies et ailleurs. Ce programme a donc connu un grand succès, mais il pourrait contribuer encore davantage à réunir les familles qui ont été séparées pour diverses raisons historiques.

Le respect de la culture et le contrôle autochtone sur la protection des enfants autochtones semblent être sur la « bonne voie ». Selon Mme Richardson :

[Traduction] J'ai entendu beaucoup de discussions positives et il y a eu en Colombie-Britannique un mouvement vers la création de ce qu'on a appelé des « organismes délégués de protection des enfants autochtones » pour lesquels il y a divers niveaux de délégation. Ces

genres d'organismes sont déjà en existence et je crois qu'ils sont sans contredit sur la bonne voie. Des processus de traités encouragent les collectivités autochtones à renforcer leurs capacités et d'autres opérations du genre appuient de tels programmes. Il nous faut encore beaucoup travailler sur la sécurité.

Je crois que les idées associées à la concertation des familles et à ce genre de programmes juridiques représentent certainement un pas dans la bonne direction, mais je crois qu'il nous faut encore modifier notre paradigme de travail afin de passer du mode où nous disons aux gens ce qu'il faut faire à celui où nous les écoutons et leur demandons : « De quel genre de soutien avez-vous besoin? » « Comment pouvons-nous vous aider à prendre soin de vos enfants et à les maintenir en sécurité? » Je crois qu'en agissant de la sorte, en remettant une bonne part des sommes d'argent aux collectivités, en leur offrant de créer des partenariats et en mettant en place des mécanismes pour assurer la sécurité des enfants, nous ferions un meilleur usage des ressources.

Mais c'est aussi une question de remettre les programmes aux personnes qui pourraient les administrer efficacement. En ce qui concerne les programmes qui ont été confiés aux organismes autochtones délégués, le gouvernement veut offrir environ la moitié de l'argent qu'il fournit présentement pour la prestation des services. Cela n'est pas toujours possible, et je crois que les collectivités pourraient offrir les services pour des sommes relativement moindres si on se départissait de l'intermédiaire et de l'aspect bureaucratique. Je ne crois pas cependant que l'on puisse s'attendre à de tels changements positifs dans un prochain avenir. Je crois qu'il s'agit d'un processus continu. On doit continuer à tendre

l'enfance. C'est sans contredit le modèle le plus avancé au pays.

Il est essentiel que les Premières Nations administrent leurs propres systèmes de protection de l'enfance. Des recherches sérieuses indiquent qu'on obtient les meilleurs résultats pour les enfants autochtones quand les collectivités indigènes ont l'autorité de prendre les décisions, et les ressources pour les mettre en application. Avec cette autorité de prendre des décisions vient aussi la responsabilité inhérente à la prise de décisions. Contrairement aux organismes occidentaux de protection de l'enfance qui habilent les professionnels à s'occuper des questions douloureuses au sein des collectivités, traditionnellement dans nos collectivités, tous sont responsables des abus dont les enfants sont victimes. À moins de lier le développement et la responsabilité communautaires, nous ne pourrions nous assurer que les enfants vivent le genre de situations que nous voulons pour eux.

Pour que les collectivités puissent administrer ces programmes efficacement, Mme Blackstock affirme :

[Traduction] Il faut que leur propre autorité soit reconnue. Ils doivent être habilités et avoir l'occasion de rêver à leur guise. Le Canada n'a pas à trouver les solutions. Il y passe d'ailleurs beaucoup trop de temps. Les collectivités ont déjà les solutions. La collectivité dans son ensemble doit avoir l'occasion de produire ce qui fait du sens pour elle en disposant de ressources adéquates et durables sans être liée par toutes les conditions liées au financement du Canada. Bien que le Canada affirme parfois soutenir certains résultats et permettre aux collectivités des Premières Nations d'administrer le programme comme bon leur

semble, les mécanismes de financement dictent ce processus et le restreignent.

Pour en venir à une plus grande appropriation de la protection de l'enfance par la collectivité autochtone, il faudra repenser l'approche coloniale traditionnelle envers les enfants autochtones selon laquelle les personnes de la culture dominante estiment être les meilleurs juges en la matière.

Pour Mme Richardson,

[Traduction] La formation des travailleurs sociaux est devenue pour moi très importante, car je crois qu'un peu par inadvertance, le gouvernement étant ce qu'il est, la mentalité coloniale y perdure.

[Traduction] **Je crois qu'un des aspects fondamentaux du cadre colonial est ce message en trois parties.**

La première : « Je suis compétent, c'est à-dire que je suis le modèle. Je suis Canado-européen. Je suis fier de faire partie de la majorité. Voilà comment nous faisons les choses ici et nous aimons que les gens agissent comme nous quand ils viennent au Canada. Vous devez être comme nous. Et si vous ne l'êtes pas... »

La deuxième partie du message est la suivante : « Vous êtes déficients parce que vous êtes différents ».

Et la troisième partie du message : « Ainsi, j'ai le droit de faire ce que je veux pour vous aider, régler votre cas, ou rendre votre vie meilleure. Pour ce faire, je vais poser mon diagnostic et je peux décider de vous mettre sous les soins du Ministère », quels qu'ils soient.

Cathy Richardson

[Traduction] Nous avons constaté qu'en raison de ce genre de mentalité, plutôt que d'appuyer les familles, le Ministère a historiquement pris les enfants en charge et, par conséquent, de nombreux enfants font face aujourd'hui aux multiples abus dont ils ont été victimes en familles d'accueil.

On doit également se pencher sur les raisons structurelles pour lesquelles les enfants autochtones sont pris en charge à savoir, la pauvreté, le manque de scolarité, le chômage, le logement et une myriade d'autres facteurs interreliés.

Mme Richardson décrit le traitement des enfants autochtones pris en charge comme étant la prochaine violation des droits de la personne au Canada, tandis que Mme Blackstock conclut :

[Traduction] On va regarder en arrière et on demandera à des gens comme vous et moi s'ils savaient qu'il y avait autant d'enfants des Premières Nations pris en charge. Et nous le

savons. Y avait-il des solutions? Il y en avait. Et qu'avons-nous fait pour les appliquer?

Voilà le chapitre que nous écrirons au cours des prochaines années comme Canadiens et Canadiennes. Historiquement, nous n'avons rien fait en ce qui concerne le passé, les pensionnats indiens et la rafle des années 60. Nous avons l'occasion de corriger la situation en nous assurant de ne pas demeurer cette fois immobiles et silencieux.

EN RÉSUMÉ

Les enfants et les jeunes autochtones font partie intégrante de saines collectivités autochtones; la prise en charge par les pensionnats indiens et les organismes de protection de l'enfance a été dévastatrice. Néanmoins, la prise en charge d'un nombre disproportionné d'enfants enlevés de leur foyer par les organismes de protection de l'enfance se poursuit.

Les peuples autochtones sont les mieux placés pour prendre des décisions au sujet des enfants et des jeunes autochtones. Dans l'esprit de la réconciliation et du rétablissement, il est nécessaire de créer des modèles de services de garde d'enfants fondés sur la culture qui soient adéquatement financés et contrôlés par les Autochtones tout en s'attaquant à une myriade de facteurs interreliés, comme la pauvreté, qui prédisposent à la prise en charge des enfants autochtones.

**LE CNBES ENCOURAGE LES
CANADIENS ET CANADIENNES À
PRENDRE POSITION :**

- 1) Cherchons à comprendre et à soutenir les peuples autochtones comme nous le pouvons et comme le veulent les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Par exemple, nous pourrions lire et en apprendre davantage sur ces peuples, écouter des récits de vie autochtone, participer à des événements culturels et politiques autochtones, travailler avec des personnes et des organisations de notre collectivité. Nous pourrions aussi manifester notre appui aux médias locaux en écrivant aux éditeurs de journaux ou aux animateurs d'émission-débat à la radio.
- 2) Nous devons prendre position contre le racisme lorsque nous en sommes témoins. Nous pouvons contester les idées préconçues que nous-mêmes et les autres avons à propos des Autochtones à notre école, dans notre milieu de travail et dans notre quartier.
- 3) Assurons-nous que nos représentants municipaux, provinciaux et fédéraux savent que nous appuyons les mesures qui visent à améliorer le sort des Autochtones.

**LE CNBES VEUT QUE LE
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES AUTRES
GOUVERNEMENTS FASSENT DES CHOIX :**

- 1) Les gouvernements doivent adopter une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté comme il est indiqué dans le rapport du CNBES, intitulé *Résoudre la pauvreté : quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*. La pauvreté chez les Autochtones ne saurait être corrigée sans tenir compte d'autres Canadiens et Canadiennes qui sont déjà appauvris à cause d'un handicap, du racisme, du sexisme et de la monoparentalité. Comme il est souligné à maintes reprises dans ce rapport, les défis qui se posent aux Autochtones ne peuvent être résolus dans l'isolement : tout est interrelié. La seule façon de progresser est d'adopter une stratégie globale.
- 2) Dans le cadre de cette stratégie nationale, les gouvernements doivent se doter d'une vision à long terme spécifique aux peuples autochtones, ainsi que des cibles, des échéanciers et des indicateurs. Il faut une coordination intergouvernementale et il faut rendre des comptes aux Canadiens et Canadiennes autochtones.
- 3) Les gouvernements doivent inclure les Premières Nations, les Métis et les Inuits dans l'élaboration de chaque aspect de la stratégie et donner aux femmes la garantie qu'elles auront un droit de parole égal, particulièrement dans l'intérêt des enfants, et que les jeunes femmes et les jeunes

CHAPITRE 8

LA JUSTICE ET LES JEUNES AUTOCHTONES



[Traduction] *Je pense que le mieux-être actuel se rapporte effectivement à l'histoire et que cela n'a pas aidé qu'elle ait été en grande partie vraiment tue et rendue invisible. Par exemple, si vous avez vu le film de la Commission royale sur les peuples autochtones intitulé « Pas question de retourner en arrière », lorsque les membres de la Commission se rendent dans une prison et discutent avec un groupe d'Autochtones, ils leur demandent « Combien d'entre vous partagent les expériences de cet homme, à savoir que vous vous trouviez dans une famille d'accueil et avez été maltraités par les gens qui étaient chargés de s'occuper de vous? » Presque tous ceux présents dans la salle ont levé la main.*

Cathy Richardson

Les Autochtones sont largement surreprésentés dans le système pénal canadien, fédéral et provincial, en raison d'une myriade de facteurs, notamment le racisme systémique, des désavantages dans la société canadienne et le fait que le système judiciaire de la majorité ne reflète pas les principes de la justice autochtone, la rendant ainsi inefficace pour ces délinquants. De nombreux enfants autochtones passent progressivement de la situation d'enfants pris en charge à celle de jeunes et d'adultes ayant affaire au système de justice pénal. Les lois et le financement de programmes ont facilité un certain renouvellement de la justice traditionnelle autochtone, notamment les cercles de sentence et des initiatives communautaires de justice réparatrice, quoique cette approche ne manque pas de détracteurs.

SURREPRÉSENTATION DES AUTOCHTONES

Le Canada compte un taux global d'incarcération de 130 par 100 000 adultes, comprenant à la fois les établissements provinciaux et fédéraux. Le taux d'incarcération des Autochtones au Canada est de 1 024 pour 100 000 adultes et celui des non-Autochtones, de 117 pour 100 000 adultes¹. Les Autochtones ont près de neuf fois plus de probabilité d'être incarcérés que les non-Autochtones.

Constatation peut-être encore plus saisissante,

Bien que la population carcérale au Canada ait chuté de 12,5 p. cent entre 1996 et 2004, le nombre de délinquants membres des Premières Nations a augmenté de 21,7 p. cent dans les établissements fédéraux. Le nombre des

hommes, de même que les filles et les garçons, pourront se faire entendre.

- 4) Les gouvernements doivent consacrer dès maintenant suffisamment de ressources pour répondre aux besoins de base des enfants et des jeunes autochtones (nourriture, vêtements, eau potable, logement approprié, apprentissage précoce et garde de jeunes enfants, accès à l'éducation et aux soins de santé), sans égard à leur statut ou à l'endroit où ils vivent, grâce à des revenus et à des services accrus qui favorisent l'autonomie et la dignité.

- 5) Les gouvernements doivent dès maintenant investir plus massivement dans des programmes et des politiques qui donnent des résultats pour les enfants et les jeunes ou qui offrent des promesses de succès. Ce rapport contient de nombreux exemples d'initiatives qui connaissent du succès, surtout parce qu'elles sont conçues et administrées par des Autochtones en réponse à des besoins qu'ils comprennent. Mais dans chaque cas, les besoins dépassent les capacités. Grâce à un financement accru et à d'autres mesures de soutien, ces initiatives peuvent être maintenues, étendues, reproduites ailleurs et adaptées à d'autres besoins en vue de favoriser le processus de guérison, le développement de la personne et la reconstruction sociale.

- 6) Les gouvernements doivent accélérer le rythme et accroître leurs efforts pour élaborer en toute bonne foi des cadres de gouvernance durables pour tous

les Autochtones afin d'annuler la Loi sur les Indiens et les relations coloniales de pouvoir paternaliste qu'elle véhicule. Les Premières Nations, les Métis et les Inuits de même que les non-Autochtones ont tous été affectés de diverses manières par les rapports empoisonnés découlant de cette législation.

- 7) Les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux doivent aussi mettre un terme à leurs querelles et instaurer un climat de collaboration, y compris avec les gouvernements et les organismes autochtones, en vue d'en arriver à des résultats durables.
- 8) Les gouvernements doivent d'abord adopter des ententes globales négociées avec les peuples autochtones et accélérer le processus de règlement des revendications territoriales. Ensuite, il faudra élaborer un cadre de travail plus vaste permettant à l'ensemble des femmes, des hommes et des enfants autochtones d'avoir une qualité de vie décente.

La pauvreté est un choix politique. L'inclusion sociale et le mieux-être sont des choix possibles de manière égale. Il n'y a aucune raison dans notre pays de se contenter du statu quo.

délinquantes appartenant aux Premières Nations a également augmenté de 74,2 p. cent au cours de la même période².

Si la tendance actuelle se maintient, « la proportion d'Autochtones dans les établissements correctionnels du Canada pourrait atteindre les 25 p. cent dans moins de dix ans³ ».

Dans son rapport annuel de 2005-2006, le Bureau de l'Enquêteur correctionnel du Canada a condamné la discrimination permanente à l'encontre des Autochtones dans le système judiciaire :

En dépit de quelques points positifs, les conditions générales des délinquants autochtones ne se sont pas sensiblement améliorées au cours des dernières années. Les Autochtones représentent une grande partie de la population carcérale : ils comptent 18 p. cent de la population carcérale sous responsabilité fédérale; par contre, ils ne forment que 3 p. cent de la population canadienne générale⁴.

L'Enquêteur correctionnel indiquait ce qui suit :

Le taux de récidive élevé chez les délinquants autochtones est dû en partie à l'incapacité du Service correctionnel de gérer ces derniers d'une façon non discriminatoire et adaptée à la culture⁵.

Une étude récente menée pour le ministère de la Justice du gouvernement fédéral constate que :

Les Autochtones sont exposés à la discrimination systémique chaque fois qu'ils entrent en contact avec le système judiciaire. La discrimination systémique est la norme et elle touche, sans distinction, les contrevenants et les victimes. Elle est omniprésente et endémique⁶.

Malgré des douzaines de rapports antérieurs décrivant des conclusions similaires, notamment le rapport intitulé *La justice et les pauvres*⁷ du

Conseil national du bien-être social, la situation a peu changé, les jeunes autochtones continuant d'être admis sous garde et condamnés à la détention de façon disproportionnée.

JEUNES AUTOCHTONES : DÉLINQUANTS ET VICTIMES

EN TANT QUE DÉLINQUANTS

La proportion de jeunes autochtones admis sous garde et condamnés à la détention a baissé entre 1998-1999 et 2002-2003, mais a de nouveau augmenté en 2003-2004, première année suivant l'entrée en vigueur de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Par ailleurs, le nombre de jeunes autochtones condamnés à la détention a diminué de 33 p. cent de 2002-2003 à 2003-2004 tandis que les admissions de jeunes non autochtones a chuté de 51 p. cent. Les admissions sous garde des jeunes autochtones ont augmenté de 3 p. cent pendant que celles des non-Autochtones ont connu une baisse de 17 p. cent⁸.

En 2000, 41,3 p. cent de l'ensemble des délinquants autochtones purgeant une peine de ressort fédéral étaient âgés de 25 ans ou moins⁹.

La situation des adolescents autochtones à l'égard du système judiciaire est dure, comme le montre le tableau 8.1.

Alors que les jeunes autochtones forment 5 p. cent de la population des adolescents, ils représentent dans tout le Canada :

- 27 p. cent des jeunes placés sous garde;
- 30 p. cent des jeunes placés sous garde en milieu ouvert;

- 27 p. cent des jeunes placés sous garde en milieu fermé;
- 17 p. cent des jeunes placés sous probation.

Dans les quatre provinces de l'Ouest, les chiffres atteignent des proportions astronomiques; par exemple, au Manitoba, 77 p. cent des

adolescents détenus en milieu fermé sont autochtones, dans la Saskatchewan, les adolescents autochtones comptent pour 75 p. cent, en Alberta, 37 p. cent et 32 p. cent en Colombie-Britannique. Étant donné que les jeunes autochtones constituent 19 p. cent de la population de la Saskatchewan et du Manitoba, 8 p. cent en Alberta et 7 p. cent

Tableau 8.1 : Adolescents autochtones admis dans des services correctionnels en 2003-2004

Administration	Mise sous garde	Condamnation à la détention		Probation	% de jeunes autochtones de la population totale des adolescents
		Garde en milieu ouvert	Garde en milieu fermé		
	% d'adolescents autochtones				
TOTAL	27 %	30 %	27 %	17 %	5 %
Terre-Neuve-et-Labrador	3 %	9 %	8 %	4 %	5 %
Île-du-Prince-Édouard	...	...	...	...	1 %
Nouvelle-Écosse	6 %	8 %	0 %	6 %	3 %
Nouveau-Brunswick	5 %	4 %	7 %	8 %	3 %
Québec	...	...	...	...	2 %
Ontario - de 12 à 15 ans	...	6 %	1 %	3 %	2 %
- de 16 à 17 ans	11 %	10 %	16 %	8 %	2 %
Manitoba	71 %	82 %	77 %	56 %	19 %
Saskatchewan	...	84 %	75 %	65 %	19 %
Alberta	39 %	44 %	37 %	29 %	8 %
Colombie-Britannique	36 %	35 %	32 %	29 %	7 %
Yukon	91 %	100 %	...	83 %	26 %
Territoires du Nord-Ouest	88 %	100 %	83 %	...	63 %
Nunavut	100 %	100 %	100 %	...	95 %

...

non disponible

Source : Donna Calverly, *Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada*, 2003-04

en Colombie-Britannique, les pourcentages de jeunes mis sous garde en milieu fermé sont très déséquilibrés par rapport aux chiffres de la population, puisqu'ils concernent toutes les autres sortes d'admission dans des services correctionnels.

L'aperçu du système judiciaire effectué un certain jour de 2004 a établi que :

En effet, le taux d'incarcération des jeunes autochtones est de 64,5 pour 10 000 habitants tandis qu'il n'est que de 8,2 pour 10 000 habitants dans le cas des jeunes non autochtones. Le risque qu'un jeune autochtone soit sous garde est presque huit fois plus élevé que pour un adolescent non autochtone¹⁰.

Une étude des origines des jeunes autochtones sous garde révèle que quelque 78 p. cent appartiennent aux Premières Nations devant 16 p. cent de Métis et 3 p. cent d'Inuits¹¹.

Les jeunes délinquants autochtones passent aussi, en moyenne, plus de temps en détention que les jeunes délinquants non autochtones pour les mêmes infractions. Toutefois, cette constatation doit être prise avec réserve puisqu'elle ne tient pas compte des antécédents criminels de l'adolescent et de la gravité de son infraction¹².

EN TANT QUE VICTIMES

Les Autochtones ont trois fois plus de risques que les non-Autochtones de subir une victimisation violente (319 incidents contre 101 par 1 000 habitants). Les jeunes autochtones âgés de 15 à 34 ans avaient 2,5 fois plus de probabilité d'être victimes de crime avec violence que ceux âgés de 35 ans et plus (461 incidents contre 192 par 1 000 habitants)¹³.

Les adolescentes autochtones sont victimes de crime sous forme de violence familiale, de commerce du sexe et de violence de gangs de façon disproportionnée¹⁴. Les jeunes femmes autochtones font l'objet de racisme et de violence qui ciblent les femmes autochtones en général et les travailleuses du sexe plus particulièrement. Le système judiciaire a souvent été lent à réagir comme en témoigne le nombre incroyable d'adolescentes disparues (plus de 500) dans beaucoup de villes¹⁵.

Des initiatives, telles que le programme Sœurs d'esprit, fournissent un exemple prometteur d'efforts communs. Dans le cadre de cette initiative, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) travaille en collaboration avec des jeunes autochtones, d'autres organismes de femmes autochtones et le gouvernement fédéral pour abaisser les taux élevés de femmes autochtones disparues et tuées au Canada. Comme l'a déclaré l'AFAC, « Ce type de violence se produit, typiquement, dans la domaine public, là où l'indifférence de la société laisse souvent les femmes autochtones devant un risque plus grand ». Par conséquent, cette initiative quinquennale en matière de recherche, d'éducation et de politique vise à améliorer la compréhension et les connaissances du public à l'égard des répercussions de la violence à caractère raciste et sexiste perpétrée contre les femmes autochtones qui mène souvent à leur disparition et à leur mort¹⁶.

FACTEURS DE CAUSALITÉ : 500 ANS EN GESTATION

Ainsi que le révèle notre entrevue avec le juge Murray Sinclair, la surreprésentation

des jeunes autochtones dans le système judiciaire était en gestation depuis 500 ans. La colonisation, le racisme, la perte des terres et la déresponsabilisation sont les causes profondes de la pauvreté qui, à son tour, a des répercussions sur les jeunes autochtones dans le système judiciaire. Comparés aux jeunes non autochtones, les jeunes autochtones ont un accès limité aux installations scolaires et récréatives et à moins de possibilités d'emploi.

Selon le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA),

Nombre de facteurs contribuent à affaiblir le tissu social et à miner les liens sociaux et l'autoréglementation du comportement: les changements sociaux rapides ou qui échappent à la volonté collective, la désintégration familiale qui empêche l'épanouissement des enfants et perturbe leur socialisation, la pauvreté et la marginalisation économique qui bouchent les perspectives de la jeunesse et contribuent au désespoir, la dépréciation de la sagesse propre à la culture des peuples autochtones, les comportements défaitistes et autodestructeurs, transmis de génération en génération...

Nos audiences et les études que nous avons commandées nous ont fourni d'autres preuves que l'identité, la culture et les institutions communautaires des autochtones sont aujourd'hui encore la cible de nombreuses attaques. Les autochtones ont parlé des incidents racistes dont ils sont quotidiennement victimes. Les stéréotypes et le dénigrement auxquels sont en butte les femmes autochtones, combinaison de racisme et de sexisme, comptent parmi les attitudes de la société canadienne les plus dommageables. Ces attitudes ne sont d'ailleurs pas uniquement le propre des non-Autochtones. Les membres des groupes démunis qui sont soumis à des traitements avilissants ont tendance à intérioriser les attitudes négatives. Ils adoptent ensuite un comportement qui confirme le jugement négatif porté sur eux¹⁷.

Un rapport de l'Association canadienne de justice pénale faisait valoir le stress supplémentaire pesant sur la jeunesse autochtone : « ils [les jeunes autochtones] doivent s'adapter au mode de vie de la société canadienne tout en s'efforçant d'apprendre et de conserver leur culture traditionnelle¹⁸ ».

Le portrait-éclair d'une journée a établi dans le détail le lien entre de mauvaises conditions sociales et économiques et des taux élevés de détention :

- 47 p. cent des jeunes autochtones détenus étaient issus de familles bénéficiant de l'aide sociale;
- 39 p. cent des jeunes autochtones détenus fréquentaient des agences de protection de l'enfance au moment de leur admission – parmi eux, un sur quatre était un pupille de l'État;
- La huitième année était le niveau moyen le plus haut atteint par les jeunes autochtones au moment de leur admission sous garde;
- Seuls 2 p. cent des jeunes autochtones détenus âgés de 18 ans et plus avaient terminé avec succès leurs études secondaires;
- 57 p. cent des jeunes autochtones avaient un problème de drogue confirmé;
- Un autre 24 p. cent avait un problème soupçonné d'abus d'alcools ou d'autres drogues;
- On pouvait soupçonner ou confirmer chez près d'un jeune autochtone détenu sur six l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale (ETCAF) – 4 p. cent ont fait état d'un diagnostic médical confirmé, 5 p. cent étaient soupçonnés par l'établissement de garde et 8 p. cent ont déclaré souffrir d'un ETCAF¹⁹.

[Traduction] ***En règle générale, le système judiciaire ne fait pas très bien face aux conditions sociales. J'entends par là que la grande majorité des jeunes autochtones qui sont pris dans le système judiciaire sont des enfants perturbés par des questions entourant l'estime de soi, la pauvreté, le dysfonctionnement familial et même le rejet social. En conséquence, ils sont entraînés dans des activités sociales et des groupes sociaux qui les font entrer en conflit avec la loi, qui les mettent en conflit avec les institutions et, qui les placent généralement dans une position où ils sont incapables de profiter soit des ressources disponibles dans la société en général, soit des voies judiciaires de base auxquelles quiconque s'attirant des ennuis avec la loi a accès.***

Juge Murray Sinclair

Selon le juge Sinclair, les populations autochtones vivant en milieu urbain et dans les réserves font face à des enjeux sensiblement différents :

[Traduction] *Je pense qu'il existe généralement une différence entre la population autochtone en milieu urbain et la population vivant dans les réserves; elle est liée au fait que, et je reconnais que c'est une généralisation exagérée, la population autochtone urbaine se compose principalement de personnes ayant choisi de vivre en milieu urbain. Parfois, le choix s'est imposé à eux dans le sens où, afin d'aller à l'école ou à l'université, ils doivent emménager dans une zone urbaine, mais ils choisissent aussi de se rendre dans cet établissement*

ou de profiter de cette activité par exemple, en sachant qu'ils se retrouveraient en milieu urbain.

Cela étant dit, j'ajouterais qu'en grande partie, et je n'ai pas étudié les chiffres ni les dernières séries de données de Statistique Canada, je crois que la population autochtone urbaine a un revenu bien plus haut que celui de la population vivant dans les réserves. Son niveau d'instruction est supérieur. Le niveau d'emploi est plus élevé et, en général, le niveau de vie est meilleur parmi la population autochtone urbaine. C'est à mon avis probablement vrai, ça l'est en tout cas au Manitoba. C'est probablement vrai partout au Canada.

Nous savons qu'en général, et là encore cette situation admet des exceptions, les populations vivant dans les réserves sont souvent situées dans des régions plus isolées de la province où l'emploi n'est pas aussi satisfaisant. Le taux de chômage est plus élevé et, en conséquence, la population compte davantage sur les programmes d'aide sociale, est moins apte à exercer une profession et à la développer. Ces raisons m'amènent donc à être d'avis qu'il existe des différences entre les deux populations. Mais en plus, je pense également que la population vivant en milieu urbain se sent vraisemblablement plus coupée de ses racines traditionnelles, de son histoire, de sa culture, de la langue, ce qui d'après moi, cause un ensemble différent d'enjeux ou de problèmes à la population urbaine, pouvant être moins importantes chez les collectivités vivant dans les réserves.

Ceci étant dit, je sais que les collectivités dans les réserves invoqueraient comme raison l'influence urbaine – le milieu des gangs par exemple – qui remonte dans les réserves comptant y trouver une clientèle pour les vendeurs de drogues. Les jeunes des

collectivités autochtones sont également de plus en plus coupés de l'histoire et de la culture et des traditions. Nous savons par exemple, je pense qu'il est juste de dire au Manitoba, que pratiquement tout le commerce de la drogue dans les collectivités de Premières Nations du Manitoba est contrôlé par des gangs autochtones urbains. Et je pense que c'est probablement vrai non seulement au Manitoba, mais aussi dans les provinces des Prairies et, d'une façon générale, dans tout le Canada. Cette influence et ce lien existent donc.

Le juge Sinclair déclare à propos de la collectivité des Métis :

[Traduction] L'écart entre les ressources mises à la disposition des Premières Nations et celles offertes aux collectivités métisses qui se trouvent souvent exactement dans la même situation sociale est étonnant et doit être corrigé.

Si l'on se rend dans une collectivité de Premières Nations au Manitoba, et d'après moi c'est probablement le cas en Ontario et en Saskatchewan, on constate qu'une collectivité métisse vit juste à côté d'elle ou de l'autre côté de la rue; leurs conditions sociales sont les mêmes, leurs conditions de vie sont les mêmes, mais les ressources mises à la disposition de l'une par rapport à l'autre diffèrent. Cette inégalité entraîne souvent des conflits au sein de la collectivité; parfois des conflits au sein de familles, étant donné notamment la privation continue des droits découlant de la Loi sur les Indiens qui stipule que les gens perdent leur statut selon la personne qu'ils épousent.

De plus, ils ne bénéficient pas du même niveau d'autodétermination. Le même niveau d'autonomie gouvernementale ou d'auto-contrôle sur les questions et les prises de

décisions au sein de la collectivité. Ce sont ces domaines qui ont besoin d'être traités.

Mme Richardson ajoute :

[Traduction] Bien entendu, les Métis sont hautement représentés dans diverses institutions. Dans les services de protection de l'enfance. Dans les prisons. Mais, nous sommes sous-représentés dans des établissements d'enseignement supérieur, dans des quartiers riches et ce genre de catégories, quoique l'on trouve des Métis dans tout le spectre économique.

Le Parlement a reconnu la surreprésentation des délinquants autochtones dans les services correctionnels et certaines des causes profondes, en édictant l'alinéa 718.2(e) du Code criminel en 1996²⁰. Cette disposition et l'article 50 de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents de 2002²¹ donnent mandat aux juges d'adopter une méthode contextuelle plus pertinente du point de vue culturel pour établir les sentences pour les délinquants autochtones.

MÉTHODES RÉPARATRICES ET MESURES DE RECHANGE

Il n'existe pas de solution miracle au sein du système judiciaire pour régler la situation des jeunes autochtones. Cela ne signifie toutefois pas que d'autres méthodes que celles du système judiciaire de la majorité ne doivent pas être mises en œuvre et améliorées. Des solutions de rechange autochtones au système judiciaire de la majorité sont nées de son incapacité à assurer une guérison, une réadaptation et une réintégration, entre autres facteurs.

Ces dernières années, la réforme du Code criminel et la nouvelle Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents ont amené à encourager des mesures de rechange. L'alinéa 718.2(e) du Code criminel exige actuellement qu'une cour examine toutes les sanctions disponibles en dehors de l'emprisonnement qui sont justifiées dans les circonstances, en portant une attention particulière à la situation des délinquants autochtones. L'article 50 de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents stipule que l'alinéa 718.2(e) s'applique aux jeunes contrevenants.

Les mesures de rechange englobent la déjudiciarisation avant et après la mise en accusation, la détermination de peines autre que l'emprisonnement y compris les cercles de sentence, et la détermination communautaire de peines d'emprisonnement avec sursis.

Tandis que quelque 9 800 jeunes de Premières Nations étaient accusés d'infraction criminelle dans les réserves, 44 p. cent étaient inculpés formellement et les autres étaient acquittés²² grâce à des mesures de rechange. Ce chiffre est identique aux pourcentages de jeunes en général punis de cette manière²³. Les mesures de rechange peuvent comprendre des mesures officielles telles qu'une mise en garde de l'État ou des sanctions extrajudiciaires, ou des mesures informelles comme une mise en garde ou un renvoi à un programme communautaire²⁴.

Selon le juge Sinclair,

[Traduction] À l'époque où j'ai obtenu mon diplôme de la faculté de droit en 1979, le nombre d'adolescents autochtones pris dans le système judiciaire était d'une grandeur disproportionnée et il continue de l'être. Si un changement s'est produit, c'est dans l'augmentation de cette disproportion, de telle sorte que nous observons

maintenant une proportion plus élevée de jeunes autochtones incarcérés et accusés dans le cadre du système judiciaire. À mon avis, les hausses récentes subies dans les cinq ou six dernières années, en particulier depuis la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, sont attribuables au fait que les bienfaits de la Loi ont largement pesé en faveur de ceux qui peuvent tirer parti du sens de la législation, et ça n'a pas été les jeunes autochtones.

Je dirais que dans l'ensemble les jeunes en général en ont profité. Je crois que le nombre brut de jeunes bénéficiant de mesures de déjudiciarisation est probablement plus important. Le nombre brut de jeunes inculpés est probablement inférieur, tout comme celui des jeunes incarcérés. Je sais d'après mes observations et les rapports de personnes qui travaillent dans le système correctionnel pour les jeunes que le nombre réel de jeunes incarcérés est inférieur. Mais la proportion de jeunes autochtones a augmenté en réalité parce que le nombre de jeunes non autochtones bénéficiant de mesures de déjudiciarisation et qui ne sont pas incarcérés s'est accru de façon disproportionnée par rapport aux années précédentes. Alors que je ne pense pas que la proportion de jeunes autochtones ayant profité de l'objectif de la législation ait augmenté pareillement.

Cela s'explique je suppose par le fait que l'impact permanent du pouvoir discrétionnaire existant dans le système judiciaire continue d'être important, et toutes les études ont montré que lorsque le pouvoir discrétionnaire est exercé au profit d'un jeune soit par des policiers, soit par des procureurs, il est en général davantage susceptible de favoriser les jeunes qui représentent la classe ou le statut social et le milieu du détenteur du pouvoir : le

policier ou le procureur. Il s'agit donc en général des enfants blancs issus de la classe moyenne car le policier ou le décideur au sein du service de police ou le procureur a plus tendance à exercer un pouvoir discrétionnaire à l'égard de jeunes auxquels il s'identifie de plus près d'après un contexte social. Cet élément joue un rôle et est toujours entré en jeu.

Deuxième point cependant, compte tenu de l'objectif sous-jacent de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents de solliciter les ressources au sein de la collectivité et de déjudiciariser le cas des jeunes pour les référer à des ressources existantes dans la collectivité, dans le cas des jeunes autochtones, je pense qu'il n'existe pas tant de ressources spécialement axées sur eux.

Par conséquent, des mesures de rechange devraient aller de pair avec un financement dans le cas d'initiatives plus générales de justice communautaire ainsi qu'une réforme majeure de lutte contre le racisme du système de justice pénale, comprenant la police, les procureurs et les juges. D'ailleurs, la CRPA a conclu que « la discrimination systémique contribue à la victimisation des Autochtones parce que le système en place n'aborde pas, et, par sa nature, est incapable d'aborder, les causes fondamentales de la criminalité chez les Autochtones ».

Il importe toutefois de signaler que des femmes autochtones ont aussi soulevé des questions touchant à la détermination de peines fondées sur la justice réparatrice concernant des délinquants de sexe masculin reconnus coupables de crimes impliquant violence et maltraitance, et sur le fait de savoir si leurs victimes (souvent des femmes autochtones) ont suffisamment voix au chapitre.

Tout en étant favorable à la délégation de programmes juridiques à des organismes autochtones, Mme Richardson soumet l'observation suivante :

[Traduction] Mais parallèlement, nous devons vraiment conserver un œil critique à l'égard de tous nos organismes, à la fois ordinaires et autochtones. Que font-ils pour protéger les femmes et les enfants et les victimes, les personnes vulnérables, d'actes de violence? Ce problème sévit partout. Je m'inquiète donc des processus extrajudiciaires de règlement des conflits et des cercles de sentence dans des cas impliquant de la violence envers les personnes. Parce que je ne pense pas que nous ayons déjà une responsabilité et suffisamment de sécurité dans les collectivités pour vraiment répondre aux besoins des victimes, avant, pendant et après les processus.

Les organismes doivent y prendre part, de même que la police et les groupes d'aide aux enfants, aux jeunes et aux femmes. Il faut des réseaux vraiment cohésifs pour s'assurer que les personnes seront en sécurité. À ce stade, je crois que bien que des gens soient en sécurité dans chaque famille, les niveaux de violence grimpent aussi en flèche dans de nombreuses collectivités et cette évolution vers une justice alternative signifie selon moi que le système judiciaire ordinaire n'a pas fonctionné convenablement.

Je m'inquiète donc de déléguer beaucoup de responsabilités à la collectivité alors qu'elle ne possède vraiment pas les moyens de garder ses membres en sécurité. Les enfants sont très vulnérables et ils ont besoin d'adultes pour prendre soin d'eux. J'estime que le processus de développement communautaire et de souveraineté autochtone et tous ces aspects doivent progresser ensemble en prêtant attention à la sécurité.

Ainsi, la justice autochtone doit être envisagée d'un point de vue holistique de la justice générale, en étant conscient que non seulement les Autochtones sont criminalisés de façon disproportionnée, mais qu'ils sont aussi victimisés de façon disproportionnée.

APPROCHES HOLISTIQUES : JUSTICE GÉNÉRALE

Les jeunes autochtones sont confrontés à une discrimination fondée sur la race et sur le sexe, souvent aggravée par une inégalité imputable à la pauvreté, à la mauvaise santé, au manque d'instruction et de possibilités d'emploi et à d'autres facteurs.

On démontre cette discrimination dans le système judiciaire par des taux disproportionnés de mises en accusation, de poursuites et de déclarations de culpabilité d'Autochtones et par leur surreprésentation dans les prisons.

Un meilleur accès à l'aide juridique des Autochtones, une formation et une sensibilisation culturelles de la police, des procureurs, des juges et du personnel des services correctionnels ainsi que le recrutement d'un nombre accru d'Autochtones dans l'ensemble du système judiciaire figurent parmi les options de ce système. Les Autochtones ont aussi besoin d'accéder à des programmes de dynamique de la vie et à des aides à la réinsertion communautaire adaptés à la culture. Des initiatives de justice autochtone traditionnelle peuvent également assurer une justice qui parle davantage aux jeunes et aux collectivités autochtones sur le plan culturel tout en offrant de meilleures possibilités de réadaptation.

Néanmoins, afin de mettre en œuvre efficacement ce type de programmes, les gouvernements doivent mettre fin à leurs conflits de compétence et au rejet des responsabilités qui empêchent d'avancer, comme l'expliquait le juge Sinclair :

[Traduction] Le conflit fédéral-provincial sur la compétence des membres des Premières Nations, et je pense que toutes les personnes ayant travaillé dans ce secteur le savent, est probablement le premier domaine qui nécessite d'être complètement réglé. Tout particulièrement pour la population autochtone urbaine, car les Autochtones éprouvent un désir puissant, même les Autochtones vivant en milieu urbain, les membres des Premières Nations, de conserver un lien avec leur collectivité et de recevoir des services de leurs institutions communautaires, notamment pour la protection de l'enfance et l'éducation. Et pourtant le gouvernement fédéral refuse la protection ou les services ou les droits à cette population. Ainsi, les Autochtones ou les membres des Premières Nations vivant en milieu urbain se retrouvent en concurrence avec le reste des populations urbaines pour obtenir les ressources limitées que la province fournit à la communauté urbaine.

Le gouvernement fédéral allègue qu'il est seulement responsable des Autochtones qui résident réellement dans les régions des Premières Nations et, je crois que la plupart des conseillers juridiques indiquent que ce n'est pas exact. Mais ce conflit n'est pas résolu et avant qu'il ne le soit, cette tension continuera de régner et, en conséquence, des Autochtones passeront entre les mailles du filet.

Tout en chantant les louanges de mesures de rechange qui pallient un système de justice pénale manifestement inefficace pour les Autochtones, il est nécessaire d'adopter une

approche holistique pour vraiment s'attaquer à la surreprésentation autochtone.

Selon le juge Sinclair :

[Traduction] La solution globale sera d'adopter une méthode à long terme qui commence par traiter les questions liées au développement des jeunes enfants. Je pense que nous devons apporter une aide dans ce domaine, notamment étant donné les taux de natalité plus élevés et le nombre de jeunes filles autochtones qui tombent enceintes et ont des enfants avant l'âge de 20 ans. Nous devons les aider à développer leurs compétences parentales et à établir leurs propres niveaux personnels de réalisation de sorte qu'elles puissent elles-mêmes être de bons modèles de rôle pour leurs enfants durant leur développement, ainsi que des membres qui contribuent correctement à la société, qu'il s'agisse d'une collectivité autochtone ou de la collectivité dans son ensemble.

Il me semble qu'on a reconnu au Canada l'importance de programmes visant le développement de la petite enfance et des questions des soins entourant les jeunes enfants et même du règlement des problèmes au stade du développement fœtal. Je crois que nous devons juste nous assurer que ces programmes soient fortement axés sur les personnes ayant le moins de capacité d'en profiter au Canada, ou qui, en tous cas au Manitoba, sont les membres de la collectivité autochtone.

Nous devons chercher à établir avec exactitude nos efforts et à les cibler. Il ne fait aucun doute que les efforts doivent être dirigés vers les jeunes car ces derniers constituent les citoyens du futur. Nous devons reconnaître la population croissante d'Autochtones et le fait que leur

demande à l'égard du système augmentera à mesure qu'ils grandiront.

Je pense que ce sont les jeunes qui recueilleront à long terme le fruit de notre attention, nous devrions donc orienter nos ressources vers les questions touchant la petite enfance. Des centres de développement de la petite enfance situés dans des zones urbaines, par exemple. J'estime que des centres destinés aux parents devraient être à la disposition des jeunes parents autochtones, des mères plus particulièrement, parce que nous savons que la plupart des enfants autochtones nés dans des milieux urbains se trouvent dans des situations monoparentales.

Maintenant, ce parent seul a quand même souvent ses parents, ses grands-parents qui peuvent l'aider à élever un enfant. Ce genre de dynamique familiale ne signifie pas que la mère est capable de faire face aux demandes pesant sur elle en qualité de mère. Et, selon moi, c'est en cela qu'elle a besoin d'être aidée. Des actes simples comme celui de placer une garderie dans une école qui compte une importante population autochtone me semble très logique, et pourtant, les divisions scolaires ne s'en occupent pas.

Nous devrions aussi envisager d'identifier les jeunes parents autochtones et de les aider à perfectionner leurs compétences en les mettant en rapport avec des grands-mères et des grands-pères prêts à les aider en tant que parents. En raison de l'histoire des Autochtones, notamment des membres des Premières Nations ainsi que des Métis dans cette province, il arrive souvent que des familles autochtones vivant dans un milieu urbain n'aient pas accès à des grands-parents, à des personnes âgées au sein de leur famille pour les aider à prendre des décisions ou simplement à perfectionner leurs compétences. La mise sur pied de centres

de grands-parents où des jeunes autochtones pourraient tirer profit de leur rencontre avec des grands-parents possédant de l'expérience et qui peuvent juste leur apporter une aide et un soutien, serait d'après moi un effort appréciable.

En fin de compte, les solutions réelles consistent aussi à s'attaquer à l'oppression, au racisme et à la discrimination, et à renforcer l'autonomie politique et économique des peuples autochtones. Le juge Sinclair ajoute aussi :

[Traduction] De mon point de vue, c'est un problème qui se développe de longue date face auquel nous nous retrouvons maintenant. Nous observons aujourd'hui les résultats d'au moins un siècle d'oppression – le colonialisme qu'aucun autre groupe dans la société n'a jamais connu. C'est pourquoi aucun autre groupe dans la société n'a encore été capable d'élaborer des solutions permettant de le régler de manière adéquate, en tenant compte des intérêts des Autochtones à conserver leur culture, leurs traditions, leur collectivité ainsi que leurs droits singuliers.

Cela signifie élaborer une série de stratégies et de mesures nouvelles conçues par les peuples autochtones et à leur intention. Il faudra un engagement de tous les ordres de gouvernement et une force d'âme. Finalement, le juge Sinclair conclut :

Je ne cesse de répéter aux gens qu'il nous a fallu 500 ans pour arriver à ce stade, nous ne nous en sortirons pas en 500 ans. Il est bien plus facile de renverser une situation que de la bâtir.

EN RÉSUMÉ

Les jeunes autochtones font face à de la discrimination, à de l'inégalité liée à la pauvreté, à la mauvaise santé, au manque d'instruction et de possibilités d'emploi, et à d'autres facteurs. Dans le système judiciaire, cette situation est mise en évidence par des taux disproportionnés de mises en accusation, de poursuites et de déclarations de culpabilité d'Autochtones et par leur surreprésentation dans les prisons. Elle se manifeste aussi par la proportion élevée de femmes autochtones victimes de violence à caractère raciste et sexiste.

Il existe de nombreuses méthodes susceptibles de réduire cette représentation disproportionnée, notamment des initiatives de justice adaptés à la culture; toutefois, les besoins des victimes et les préoccupations des femmes autochtones doivent être abordés dans leur élaboration. Pour que leur mise en œuvre soit efficace, il est aussi nécessaire que cessent les conflits de compétence des gouvernements.

La mise en place des programmes de la petite enfance visant les enfants autochtones et leurs parents est une mesure préventive également prometteuse. Pour véritablement remédier à la surreprésentation des Autochtones, il est nécessaire d'adopter une approche holistique qui s'attaque à l'oppression, au racisme et à la discrimination, et qui préconise l'autonomie politique et économique des peuples autochtones.

PENSÉES FINALES ET RECOMMANDATIONS

Nous espérons que les données statistiques et les entrevues présentées dans ce rapport ont aidé les lecteurs et lectrices à bien saisir ce que signifie grandir en étant Autochtone au Canada. Les enfants et les jeunes métis, inuits et des Premières Nations, de même que les adultes dont ils dépendent, font face à des obstacles contemporains et historiques considérables.

Et pourtant, il y a des femmes, des hommes, des enfants et des jeunes autochtones qui s'en sortent malgré les difficultés, qui offrent aide et espoir aux autres jeunes autochtones. La population autochtone est jeune et en croissance, ce qui représente une opportunité inégalée pour un pays aux prises avec le vieillissement de sa population et une diminution de sa main-d'œuvre. Disons les choses simplement : le reste de la population doit se préoccuper du mieux-être des Autochtones. Nous devons bâtir une société plus inclusive dans laquelle les Autochtones pourront s'épanouir. Sinon, il faut à coup sûr s'attendre à un accroissement de la misère humaine et du militantisme. Et cela ne profitera à personne.

Le Conseil national du bien-être social n'est pas un organisme autochtone, mais il a pour mandat particulier de conseiller le gouvernement fédéral en matière de pauvreté et de développement social. À ce titre, nous formulons ce que nous croyons être des recommandations importantes. Nous ne sommes pas des spécialistes des questions métisses, inuites et des Premières Nations, et notre but est de soutenir et de compléter les recommandations déjà faites par

la Commission royale sur les peuples autochtones et par d'autres organismes autochtones.

En effet, le rapport vise trois objectifs :

- Premièrement, il permet d'ajouter notre voix à celle des peuples autochtones qui réclament du gouvernement des mesures pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion et pour créer des ouvertures en vue d'un avenir meilleur.
- Deuxièmement, nous espérons éclairer les lecteurs et lectrices non autochtones afin qu'ils et elles appuient davantage le changement audacieux et global requis.
- Troisièmement, nous voulons faire part au gouvernement fédéral de notre propre impatience et de l'urgence d'agir. Il est scandaleux que les gouvernements successifs aient pris autant de décisions nuisibles, brisé autant de promesses et laissé autant d'Autochtones dans le dénuement et le désespoir. Et pourtant, le gouvernement fédéral a les moyens et la possibilité de changer les choses, s'il le veut bien.

Le Canada est un pays riche. Collectivement, nous pouvons faire des choix, beaucoup plus que la plupart des enfants et des jeunes autochtones peuvent rêver d'en faire.

http://www.oci-bec.gc.ca/newsroom/releases/20061016_f.asp

Calverley, Donna. « Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2003-2004 », *Juristat*, vol. 26, n° 2 (mars 2006), n° 85-002-XPF au catalogue de Statistique Canada.

<http://www.statcan.ca/francais/freepub/85-002-XIF/0020685-002-XIF.pdf>

Canada. Commission royale sur les peuples autochtones. Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones, 5 vol., Ottawa, Ministère de l'Approvisionnement et des Services, 1996. http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/index_f.html

Canada. Commission royale sur les peuples autochtones. *Points saillants du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, Ottawa, Ministère de l'Approvisionnement et des Services, 1996. http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/rpt/lk_f.html

Canada. Commission royale sur les peuples autochtones. *Kapitipis e-pimohteyahk : Vancouver, Winnipeg et Montréal*, par Lauri Gilchrist et R. Anthony Winchester, Rapports de recherche CRPA, Dimension urbaine, dans *Pour sept générations : legs documentaire de la Commission royale sur les peuples autochtones* [CD-ROM], Ottawa, Libraxus, 1997.

Canada. *Activités et dépenses relatives au développement de la petite enfance : Activités et dépenses relatives à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants, 2003-2004*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2005.

<http://www.socialunion.ca/SP544114E.pdf>

CBC News. « CYFN withdraws from Children's Act review », 24 mars 2006. <http://www.cbc.ca/canada/north/story/2006/03/24/childact-cyfn24032006.html>

CBC News. « Aboriginal peoples, 10 years after the royal commission », 21 novembre 2006. <http://www.cbc.ca/news/background/aboriginals/status-report2006.html>

Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies. *Jeunes exposé général*, Ottawa, Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, 2007. <http://www.ccsa.ca/CCSA/FR/Topics/Populations/YouthOverview.html>

Chartrand, Larry et Celeste McKay. *Revue de la recherche sur la victimisation criminelle et les membres des Premières nations, les Métis et les Inuits, 1990 à 2001*, Ottawa, Ministère de la Justice Canada, 2006. <http://www.justice.gc.ca/fr/ps/rs/rep/2006/rr06-vic1/rr06-vic1.pdf>

Ciceri, Coryse et Katherine Scott. « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon, Toronto, Thompson Educational Publishing Inc., 2006.

City of Calgary. Community & Neighbourhood Services. *Results of the 2006 Count of Homeless Persons in Calgary*, Calgary, City of Calgary, 2006. http://intraspec.ca/2006_calgary_homeless_count.pdf

City of Toronto. City Planning Division. *Perspectives on Housing Affordability*, Toronto, City of Toronto, 2006. http://www.toronto.ca/planning/pdf/housing_afford.pdf

Clatworthy, Stewart et Mary Jane Norris. « Aboriginal Mobility and Migration: Trends, Recent Patterns, and Implications: 1971-2001 » dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume IV)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon, Toronto, Thompson Educational Publishing, 2007.

Code criminel, S.R.C. 1985, chap. C-46.

Colombie-Britannique. Ministry of Child and Family Development. *Annual Service Plan Report 2005/06*, Victoria, Gouvernement de la Colombie-Britannique, 2006. http://www.bcbudget.gov.bc.ca/Annual_Reports/2005_2006/cfd/cfd.pdf

Congrès des Peuples autochtones. *Document de référence pour la table ronde sur la responsabilisation quant aux résultats, 25 et 26 janvier 2005 : une solution proposée*, Ottawa, Congrès des Peuples autochtones, 2005. http://www.aboriginalroundtable.com/sect/acnt/bckpr/CAP_BgPaper_f.pdf

Congrès des Peuples autochtones. « Child Care Spaces Initiative », *ELCC Bulletin* No. 4 (automne 2006).

Conseil national du bien-être social. *La justice et les pauvres*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2000. <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-111.html>

Conseil national du bien-être social. *Revenus de bien-être social, 2005*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2006. <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-125.html>

Conseil national du bien-être social. *Profil de la pauvreté, 2002 et 2003*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2006. <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-124.html>

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Conseil national du bien-être social. *Résoudre la pauvreté : quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007. <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-126.html>

Curry, Janet, C. *Meilleures pratiques – Traitement et réadaptation des jeunes ayant des problèmes attribuables à la consommation d'alcool et d'autres drogues*, Ottawa, Santé Canada, 2001, citation de : Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies et le Centre de toxicomanie et de santé mentale, *Profil canadien : alcool, tabac et autres drogues*, vol. 1997 et 1999. http://www.hc-sc.gc.ca/hl-vs/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/adp-apd/youth-jeunes/youth-jeunes_f.pdf

Dion Stout, Madeleine et Gregory D. Kipling. *Nouvelles priorités concernant la santé des enfants et des jeunes Inuits et des Premières nations*, Ottawa, Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, Santé Canada, 1999. http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/pubs/develop/1999_priorit-child-enfant/index_f.html

Directeurs fédéral-provinciaux-territoriaux (FPT) du soutien du revenu. *Rapport statistique sur l'aide sociale : 2005*, Ottawa, Ressources humaines et Développement social Canada, 2006. <http://www.rhdsc.gc.ca/fr/sm/ps/dsc/polsoc/publications/rapports/sd10-3-2004f/page00.shtml>

Early Childhood Development Intercultural Partnerships. « Indigenous Fatherhood Project: Project Background », Victoria, Early Childhood Development Intercultural Partnerships, University of Victoria, 2007. <http://www.ecdip.org/fathers/index.htm>

Edmonton Joint Planning Committee on Housing. *A Count of Homeless Persons in Edmonton: October, 2004*, Edmonton, Edmonton Joint Planning Committee on Housing, [s.d.] <http://www.moresafehomes.net/HCReport2004.pdf>

EnviroNics Research Group. *2004 Baseline Study Among First Nations On-reserve and Inuit in the North*, cite dans : Santé Canada, « Tabac : Faits sur les taux de tabagisme Tobacco: Facts on Smoking Rates », Ottawa, Santé Canada, 2005. http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/substan/tobac-tabac/index_f.html - facts

Eshkakogan, Nicole « Young Aboriginal Women Missing: Who Cares? » AYN News, 1^{er} avril 2003. <http://www.ayn.ca/ViewNews.aspx?id=267>

First Nations Child and Family Caring Society of Canada. *Non Discrimination and Diversity*, submission to the United Nations Committee on the Rights of the Child, 29 août 2003. <http://www.fncfcs.com/docs/UnitedNationsMay2004.pdf>

La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. *Pour changer le cours des choses : l'amélioration de l'accès aux études postsecondaires des peuples Autochtones au Canada*, Montreal, La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 2005. <http://www.millenniumscholarships.ca/images/Publications/nrm-pour-changer-le-cours-des-choses-fr.pdf>

Fontaine, Phil. « The Native Fiscal Imbalance », *The Globe and Mail*, 30 octobre 2006, p. A19.

Gazette du Canada. Partie III, vol. 29, n° 2 (31 janvier 2007).

Gough, P., et al. *Les voies menant à la surreprésentation des enfants autochtones dans les services de protection des enfants*, Feuillelet d'information CEPB #23F, Toronto, University of Toronto, 2005. <http://www.cecw-cepb.ca/files/file/fr/AboriginalChildren23F.pdf>

Gough, P., C. Blackstock et N. Bala. *La compétence et les modes de financement des organismes des Premières nations au service des enfants et des familles autochtones*, Feuillelet d'information CEPB #30F, Toronto, University of Toronto, 2005. <http://www.cecw-cepb.ca/files/file/fr/JurisdictionandFunding30F.pdf>

Hallet, Bruce. *Les Autochtones au Manitoba*, Winnipeg, Service Canada, 2006. <http://www1.servicecanada.gc.ca/fr/mb/autochtones/autochtones.pdf>

Heisz, Andrew et Logan McLeod. *Faible revenu dans les régions métropolitaines de recensement, 1980 à 2000*, Ottawa, Statistique Canada, 2004, n° 89-613-MIF au catalogue de Statistique Canada. <http://www.statcan.ca/francais/research/89-613-MIF/89-613-MIF2004001.htm>

Hull, Jeremy. *Les mères seules autochtones au Canada, 1996 : un profil statistique*, Ottawa, Affaires indiennes et du Nord Canada, 2001. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/smt/index_f.html

Hull, Jeremy. *Résultats de la population autochtone dans l'enseignement postsecondaire et sur le marché du travail Canada, 2001*, Ottawa, AINC, 2005. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/pse/01/01_F.pdf

Hull, Jeremy. *Les femmes autochtones : Profil d'après le Recensement de 2001*, Ottawa, Affaires indiennes et du Nord Canada, 2006.

Indigenous Network on Economics and Trade (INET), et al. *Independent Indigenous Submission to the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights in Response to Canada's Periodic Reports*, Joint Submission to the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights, 36th Session, mai 2006. <http://www.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/info-ngos/independentindigenous.pdf>

Institut canadien d'information sur la santé. *Améliorer la santé des Canadiens*, Ottawa, Institut canadien d'information sur la santé, 2004. http://secure.cihi.ca/cihiweb/disPage.jsp?cw_page=PG_39_F&cw_topic=39&cw_rel=AR_322_F

Inuit Tapiriit Kanatami (ITK). *Document d'information sur les Inuits et l'éducation*, Ottawa, ITK, 2004.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/lrng/bckpr/ITK_BgPaper_LLL1_2_f.pdf

ITK. *Document d'information sur les Inuits et le logement*, Ottawa, ITK, 2004. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hsng/bckpr/ITK_BgPaper_f.pdf

ITK. *Document d'information sur la santé des Inuits*, Ottawa, ITK, 2004. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hlth/bckpr/ITK_BgPaper_f.pdf

La Loi constitutionnelle de 1867 (R.-U.), 30 & 31 Victoria.

La Loi constitutionnelle de 1982, constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982.

Latimer, Jeff et Laura Casey Foss. *Profil instantané d'une journée des jeunes Autochtones sous garde au Canada : Phase II*, Ottawa, Ministère de la Justice Canada, 2004. <http://justice-canada.net/fr/ps/rs/rep/2004/snap2/snapshot2.pdf>

Ledrou, Ingrid et Jean Gervais. « Insécurité alimentaire », *Rapports sur la santé*, vol. 16, n° 3 (mai 2005), p. 55-60, n° 82-003 au catalogue de Statistique Canada. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-XIF/0030482-003-XIF.pdf>

Loi canadienne sur les droits de la personne, L.R.C. 1985.

Loi sur les Indiens, L.R.C. 1985.

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, S.C. 2002, chap. 1.

MacDonald, Nancy et Judy MacDonald. « Reflections of a Mi'kmaq social worker on a quarter of a century work in First Nations child welfare », *First Peoples Child and Family Review*, vol. 3, n° 1 (2007), p. 34-45. http://www.fncfcs.com/pubs/vol3num1/MacDonald_MacDonald_pp34.pdf

Mann, Michelle M. *Les femmes autochtones : un document d'information sur les problèmes*, Ottawa, Condition féminine Canada, 2005.
http://www.swc-cfc.gc.ca/resources/consultations/ges09-2005/aboriginal_f.pdf

Maxim, Paul et Jerry White. « School Completion and Workforce Transitions », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon, Toronto, Thompson Educational Publishing Inc., 2006.

McHardy, Mindy et Erin O'Sullivan. *Bien-être des collectivités des Premières nations du Canada : indice du bien-être des collectivités (IBC), 2001*, Ottawa, Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/cwb/cwb_f.pdf

Mclvor et al. c. *Le Registre, Affaires indiennes et du Nord Canada et al.*, 2007 BCSC 26 (CanLII).

Mendelson, Michael. *Aboriginal Peoples and Postsecondary Education in Canada*, Ottawa, Caledon Institute of Social Policy, 2006.
<http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/595ENG.pdf>

Mendelson, Michael. *Improving Primary and Secondary Education on Reserves in Canada*, Ottawa, Caledon Institute of Social Policy, 2006.
<http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/608ENG.pdf>

Metcalfe, Laura. *Exploring Empowering Education for Marginalized Youth in Toronto*, Toronto, For Youth Initiative, 2003.
http://www.foryouth.ca/resources/downloads/empowering_report.pdf

Native Council of Canada. *Native Child Care: the Circle of Care*, Ottawa: Native Council of Canada, 1990.

Norris, Mary Jane. « Aboriginal Languages in Canada: Trends and Perspectives on Maintenance and Revitalization », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon, Toronto, Thompson Educational Publishing, 2006.

Norris, Mary Jane et Stewart Clatworthy. « Aboriginal Mobility and Migration in Canada: Factors, Policy Implications and Responses », présentation à la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones, Ottawa, 21-23 mars 2006.
<http://sociology.uwo.ca/aprc-crmpa/UPDATED%20MJ%20Norris%20APRC%20Migration%20Mar%2021%202006.swf>

North-South Partnership for Children, Mamow Sha-way-gi-kay-win. « Immediate Action Needed to Aid First Nation Communities », Sandy Lake First Nation, Ontario, North-South Partnership for Children, 26 juin 2007. <http://www.northsouthpartnership.com/PressReleaseJune26.pdf>

OCDE. *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, Paris, Éditions OCDE, 2006.

L'Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA). « First Nations Center Survey of Youth Health Issues and Priorities », consultation 8 août 2007.
http://www.naho.ca/firstnations/english/nations_circle_reports_stats.php

INTRODUCTION

- 1 Malheureusement, l'information disponible et recueillie ne représente pas toujours l'entière diversité des peuples autochtones.
- 2 Voir, par exemple, Congrès des Peuples autochtones, *Document de référence pour la table ronde sur la responsabilisation quant aux résultats, 25 et 26 janvier 2005 : une solution proposée* (Ottawa: Congrès des Peuples autochtones, 2005), http://www.aboriginalroundtable.com/sect/acnt/bckpr/CAP_BgPaper_f.pdf et Statistique Canada, « Peuples autochtones du Canada : Définitions » (Ottawa: Statistique Canada, [s.d.], consultation le 23 août 2007), http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/abor/definitions_f.cfm
- 3 Pour de plus amples renseignements sur l'histoire et les perspectives de différents peuples autochtones, voir par exemple Canada, Commission royale sur les peuples autochtones, *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, 5 vols. (Ottawa: Ministre de l'Approvisionnement et des Services, 1996), http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/index_f.html
- 4 *Loi constitutionnelle de 1867*, art. 91(24).
- 5 Canada, Commission royale sur les peuples autochtones, *Points saillants du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, (Ottawa: Ministre de l'Approvisionnement et des Services, 1996), http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/rpt/lk_f.html
- 6 Assemblée des Premières Nations, *Les dix ans de la Commission royale sur les peuples autochtones : bilan* (Ottawa: APN, 2006), http://www.afn.ca/cmslib/general/afn_crpa.pdf
- 7 Conseil national du bien-être social, *Résoudre la pauvreté : quatre pierres angulaires d'une stratégie nationale viable pour le Canada* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2007), <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-126.html>

CHAPITRE 1 – DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

- 1 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires : 2001 à 2017* (Ottawa: Statistique Canada, 2005), n° 91-547-XIF au catalogue, p. 32. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/91-547-XIF/91-547-XIF2005001.pdf>
- 2 Statistique Canada, *Peuples autochtones du Canada : un profil démographique*, série « analyses », Recensement de 2001 (Ottawa: Statistique Canada, 2003), n° 96F0030XIF2001007 au catalogue, p. 7. <http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/analytic/companion/abor/pdf/96F0030XIF2001007.pdf>
- 3 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 8.
- 4 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 8.
- 5 Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC), *Les jeunes Canadiens : qui sont-ils et que veulent-ils?* (Gatineau (Québec) : Ressources humaines et Développement des compétences Canada, 2005), section 10. <http://www.youth.gc.ca/yoaux.jsp?lang=fr&flash=1&ta=1&auxpageid=847>
- 6 RHDCC, *Les jeunes Canadiens*, section 10.
- 7 RHDCC, *Les jeunes Canadiens*, section 10.
- 8 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 8.
- 9 La médiane représente le point central, la moitié des valeurs étant inférieures ou égales à la médiane et la moitié y étant supérieures ou égales.
- 10 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 7.
- 11 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones*, p. 45.
- 12 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones*, p. 45.
- 13 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones*, p. 44.
- 14 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones*, p. 45.
- 15 Le racisme systémique est attribuable aux politiques et aux pratiques d'une organisation lorsque celles-ci ont pour effet direct ou indirect d'avantager certaines personnes en fonction de leur « race ». Il est plus difficile de prendre des mesures à l'égard de ce genre de racisme parce qu'il est inhérent aux politiques des organisations et qu'il se produit souvent de façon inconsciente. Quant au racisme culturel, il est à la base des deux autres formes de racisme : individuel et systémique. Il privilégie un système de valeurs adopté par la société selon lequel il est acceptable que des actes discriminatoires soient basés sur les différences raciales et sur une hiérarchie culturelle soi-disant supérieure et inférieure. Jennifer Roy, « Reconnaître et définir le racisme », ([s.l.] : Fondation canadienne des relations raciales, [s.d.]), p. 1. <http://www.crr.ca/divers-files/fr/pub/FiRen/fPubFiRenRecDefRaci.pdf> (en anglais : <http://www.crr.ca/divers-files/en/pub/faSh/ePubFaShAckRac.pdf>).
- 16 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones*, p. 9.

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Pauktuutit Inuit Women of Canada. *The Inuit Way: A Guide to Inuit Culture*, Ottawa, Pauktuutit Inuit Women of Canada, 2006.
http://www.pauktuutit.ca/pdf/publications/pauktuutit/InuitWay_e.pdf.

Pauktuutit Inuit Women of Canada. Issue Paper on Health, Safety and Wellness pour le Sommet national des femmes autochtones, 20-22 juin 2007.
<http://www.laa.gov.nl.ca/laa/naws/pdf/Poverty.pdf>

Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC). *Les jeunes canadiens: qui sont-ils et que veulent-ils?*, Gatineau, Québec, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, 2005.
<http://www.youth.gc.ca/yoaux.jsp?&lang=fr&flash=1&ta=1&auxpageid=846>

Richard, K. « A commentary against Aboriginal to non-Aboriginal adoption », *First Peoples Child and Family Review*, vol. 1, n° 1, (septembre 2004), p. 101-109. http://www.fnfcs.com/pubs/vol1num1/Richard_pp101-109.pdf

Roy, Jennifer. « Reconnaître et définir le racisme », [s.l.] : Fondation canadienne des relations raciales, [s.d].
<http://www.crr.ca/divers-files/fr/pub/FiRen/fPubFiRenRecDefRaci.pdf> (en anglais : <http://www.crr.ca/divers-files/en/pub/faSh/ePubFaShAckRac.pdf>)

Santé Canada. *A Second Diagnostic on the Health of First Nations and Inuit People in Canada*, Ottawa, Santé Canada, 1999.

Santé Canada. *Profil statistique de la santé des Premières Nations au Canada*, Ottawa, Santé Canada, 2002.

Santé Canada. « Prévention du suicide: Renseignements sur le taux de suicide », Ottawa, Santé Canada, 2003.
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/promotion/suicide/index_f.html

Santé Canada. *Session sectorielle sur la santé : Document d'information*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2004.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hlth/bckpr/HC_BgPaper_f.pdf

Santé Canada. « Stratégie sur le développement de la petite enfance pour les enfants autochtones : Expansion du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA) », Ottawa, Santé Canada, 2005. http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/famil/develop/ahs-papa_expansion_f.html

Santé Canada. « Profil statistique de la santé des Premières nations au Canada : Points saillants des statistiques de la santé des Premières nations », Ottawa, Santé Canada, 2005. http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/pubs/gen/stats_profil_f.html

Santé Canada. « VIH et sida : Quelques faits sur le VIH et le sida chez les Premières nations et les Inuits », Ottawa, Santé Canada, 2006.
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/diseases-maladies/aids-sida/index_f.html

Santé Canada. « Diabète : Initiative sur le diabète chez les Autochtones », Ottawa, Santé Canada, 2007.
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/diseases-maladies/diabete/index_f.html

Santé Canada. « Avis concernant la qualité de l'eau potable », Ottawa, Santé Canada, 2007.
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/promotion/water-eau/advis-avis_concern_f.html

Social Planning and Research Council of BC. « On our streets and in our shelters... Results of the 2005 Greater Vancouver Homeless Count - Bulletin », Vancouver, Social Planning and Research Council of BC, 2005. <http://www.gvrd.bc.ca/homelessness/pdfs/HomelessCount2005Bulletin.pdf>

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). *Étude contextuelle sur le problème des jeunes sans-abri*, Série socio-économique, numéro 86, Ottawa, SCHL, 2001. <http://www.cmhc.ca/publications/fr/rh-pr/socio/socio086.pdf>

SCHL. *Document d'information sur le logement des Autochtones*, Ottawa, Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hsng/bckpr/INAC_BgPaper_f.pdf

SCHL. *Document d'information sur le logement des Autochtones - Partie ii*, Ottawa, Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hsng/bckpr/INAC_annexb_f.pdf

SCHL. *Série sur le logement selon les données du recensement de 2001 - Numéro 6 révisé - Ménages autochtones*, Série socio-économique, numéro 04-036, Ottawa: SCHL, 2004. <http://www.cmhc-schl.gc.ca/odpub/pdf/63696.pdf>

Statistique Canada. *Peuples autochtones du Canada : un profil démographique*, « Série Analyses Recensement de 2001 », Ottawa: Statistique Canada, 2003, n° 96F0030XIF2001007 au catalogue.
<http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/analytic/companion/abor/pdf/96F0030XIF2001007.pdf>

Statistique Canada. « Enquête auprès des peuples autochtones : bien-être de la population autochtone hors réserve », *Le Quotidien*, Ottawa, Statistique Canada, 24 septembre 2003, n° 11-001-XIF au catalogue. <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/030924/q030924.pdf>

Statistique Canada. *L'éducation au Canada : viser plus haut*, « Série Analyses Recensement de 2001 », Ottawa, Statistique Canada, 2003, n° 96F0030XIF2001012 au catalogue. <http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/educ/pdf/96F0030XIF2001012.pdf>

- 17 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones*, p. 32.
- 18 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones*, p. 26.
- 19 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 7.
- 20 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 16.
- 21 L.R.C. 1985, ch. I-5, tel que modifié.
- 22 Au moment de la rédaction du présent document, la Cour suprême de la Colombie-Britannique avait aboli une partie de la définition de la *Loi sur les Indiens* et avait déclaré que le statut d'Indien pouvait découler entièrement de la mère, ce qui permet la présentation de centaines de milliers de nouvelles demandes de statut. *Mclvor et al. v. The Registrar, Indian and Northern Affairs Canada et al.*, 2007 BCSC 26 (CanLII), appel en instance.
- 23 Michelle M. Mann, *Les femmes autochtones : un document d'information sur les problèmes* (Ottawa: Condition féminine Canada, 2005), p. 4-5. http://www.swc-cfc.gc.ca/resources/consultations/ges09-2005/aboriginal_f.pdf
- 24 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 25 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 26 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 27 Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), Environment and Health Department.
- 28 Stewart Clatworthy et Mary Jane Norris. « Aboriginal Mobility and Migration: Trends, Recent Patterns, and Implications: 1971-2001 », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume IV)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon (Toronto: Thompson Educational Publishing, 2007), p. 210-211.
- 29 Mary Jane Norris et Stewart Clatworthy, « Aboriginal Mobility and Migration in Canada: Factors, Policy Implications and Responses », Présentation à la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones, Ottawa, 21-23 mars 2006. <http://sociology.uwo.ca/aprc-crmpa/UPDATED%20MJ%20Norris%20APRC%20Migration%20Mar%2021%202006.swf>.
- 30 Jeremy Hull, *Les mères seules autochtones au Canada, 1996 : un profil statistique* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada, 2001), p. xii. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/smt/index_f.html
- 31 ITK, Environment and Health Department.
- 32 Hull, *Les mères seules autochtones*, p. xii.
- 33 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 10.
- 34 Assemblée des Premières Nations/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations (ERS) 2002/03. Résultats de l'enquête sur les enfants, les jeunes et les adultes dans les communautés de Premières Nations*, 2e éd. révisée. (Ottawa: Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, 2007), p. 229. <http://rhs-ers.ca/english/pdf/rhs2002-03reports/rhs2002-03-technicalreport-afn.pdf> (texte anglais seulement)
- 35 Pour plus de renseignements sur le projet, il est possible de consulter le site Web suivant : <http://www.ecdip.org/fathers/index.htm> (site anglais seulement).
- 36 Jessica Ball et Ron George, « Policies and Practices Affecting Aboriginal Fathers' Involvement with their Children », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward, Making A Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon (Toronto: Thompson Educational Publishing Inc., 2006), p. 130.
- 37 Early Childhood Development Intercultural Partnerships, « Indigenous Fatherhood Project: Project Background », (Victoria: Early Childhood Development Intercultural Partnerships, University of Victoria, 2007). <http://www.ecdip.org/fathers/index.htm>
- 38 Early Childhood Development Intercultural Partnerships, « Indigenous Fatherhood Project ».
- 39 Statistique Canada, *Un profil démographique*, p. 10.
- 40 Pauktuutit Inuit Women of Canada, *The Inuit Way: A Guide to Inuit Culture* (Ottawa: Pauktuutit Inuit Women of Canada, 2006), p. 20. http://www.pauktuutit.ca/pdf/publications/pauktuutit/InuitWay_e.pdf.
- 41 Dépend de la décision finale rendue dans l'affaire *Mclvor et al. v. The Registrar, Indian and Northern Affairs Canada et al.*, 2007 BCSC 26 (CanLII).

CHAPITRE 2 – REVENU

- 1 La médiane représente le point milieu, la moitié de l'échantillon étant inférieure ou égale à la médiane, et la moitié de l'échantillon étant supérieure ou égale à la médiane.
- 2 Statistique Canada, *Tendances du revenu au Canada 1980-2005 [CD-ROM]* (Ottawa: Statistique Canada, 2007), n° 13F0022XIF au catalogue, Tableau 2020411.

- 3 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 4 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 5 Statistique Canada, Totalisations personnalisées provenant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, novembre 2006.
- 6 Statistique Canada, Totalisations personnalisées provenant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, novembre 2006.
- 7 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 8 Statistique Canada, *Tranches de revenu de la famille (21), sexe (3) et groupe autochtone du parent seul (11) pour les familles monoparentales de recensement dans les ménages privés, pour le Canada, les provinces et les territoires, 2000 - Données-échantillon (20 %) (tableau), Tableaux thématiques : Revenu des particuliers, des familles et des ménages* (Ottawa: Statistique Canada, 16 juin 2004), Recensement du Canada de 2001, n° 97F0020XCB2001065 au catalogue.
- 9 Assemblée des Premières Nations, *Les dix ans de la Commission royale sur les peuples autochtones : bilan* (Ottawa: APN, 2006), p. 3-4. http://www.afn.ca/cmslib/general/afn_crpa.pdf
- 10 Mindy McHardy et Erin O'Sullivan, *Bien-être des collectivités des Premières nations du Canada : indice du bien-être des collectivités (IBC), 2001* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004), p. 3-5 et p. 10-11. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/cwb/cwb_f.pdf
- 11 Les Seuils de faible revenu (SFR) représentent les niveaux de revenus familiaux où les gens dépensent des sommes d'argent disproportionnées pour la nourriture, le logement et l'habillement. Les SFR sont établis pour le revenu avant et après impôt. Cependant, seuls les SFR avant impôt sont disponibles pour le recensement. Le présent rapport utilise des SFR avant impôt pour faciliter des comparaisons avec les données de recensement.
- 12 Statistique Canada, *Certaines caractéristiques de la population active (50), identité autochtone (8), groupes d'âge (5A), sexe (3) et région de résidence (7) pour la population de 15 ans et plus, pour le Canada, les provinces et les territoires, recensement de 2001 — Données-échantillon (20%) (tableau), Tableaux thématiques : Peuples autochtones du Canada* (Ottawa: Statistique Canada, 10 décembre 2003), Recensement du Canada de 2001, n° 97F0011XCB2001046 au catalogue.
- 13 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 14 Statistique Canada, *Certaines caractéristiques du revenu (35), statut d'Indien inscrit (3), groupes d'âge (6) et sexe (3) pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions métropolitaines de recensement, recensement de 2001 — Données-échantillon (20 %) (tableau), Tableaux thématiques : Peuples autochtones du Canada* (Ottawa: Statistique Canada, 24 mars 2004), Recensement du Canada de 2001, n° 97F0011XCB2001063 au catalogue.
- 15 Andrew Heisz et Logan McLeod, *Faible revenu dans les régions métropolitaines de recensement, 1980 à 2000* (Ottawa: Statistique Canada, 2004), n° 89-613-MIF au catalogue de Statistique Canada, p. 93. <http://www.statcan.ca/francais/research/89-613-MIF/89-613-MIF2004001.htm>
- 16 Heisz et McLeod, *Faible revenu*, p. 35.
- 17 Statistique Canada, Totalisations personnalisées provenant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, novembre 2006.
- 18 North-South Partnership for Children, Mamow Sha-way-gi-kay-win, « Immediate Action Needed to Aid First Nation Communities » (Sandy Lake First Nation (Ontario): North-South Partnership for Children, 26 juin 2007). <http://www.northsouthpartnership.com/PressReleaseJune26.pdf>
- 19 Assemblée des Premières Nations/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations (ERS) 2002/03. Résultats de l'enquête sur les enfants, les jeunes et les adultes dans les communautés de Premières Nations*, 2^e éd. révisée. (Ottawa: Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, 2007), p. 230. <http://rhs-ers.ca/english/pdf/rhs2002-03reports/rhs2002-03-technicalreport-afn.pdf> (texte anglais seulement)
- 20 Pauktuutit Inuit Women of Canada, Issue Paper on Health, Safety and Wellness pour le Sommet national des femmes autochtones, 20-22 juin 2007. <http://www.laa.gov.nl.ca/laa/naws/pdf/Poverty.pdf>
- 21 Ingrid Ledrou et Jean Gervais, « Insécurité alimentaire », *Rapports sur la santé*, 16, 3 (mai 2005), p. 56-58, no 82-003 au catalogue de Statistique Canada. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/82-003-XIF/0030482-003-XIF.pdf>
- 22 Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), « Income Assistance Reform—The Way Forward » (Ottawa: AINC, 2006), p. 26.
- 23 AINC, « Income Assistance Reform », p. 26.
- 24 AINC, « Income Assistance Reform », p. 27.
- 25 AINC, « Income Assistance Reform », p. 4.
- 26 Directeurs fédéral-provinciaux-territoriaux (FPT) du soutien du revenu, *Rapport statistique sur l'aide sociale : 2005* (Ottawa: Ressources humaines et Développement social Canada, 2006). <http://www.rhdsc.gc.ca/fr/sm/ps/dsc/polsoc/publications/rapports/sd10-3-2004f/page00.shtml>
- 27 AINC, « Income Assistance Reform », p. 22.
- 28 Conseil national du bien-être social, *Revenus de bien-être social, 2005*, (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2006), p. 46-47. <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-125.html>
- 29 Michelle M. Mann, *Les femmes autochtones : un document d'information sur les problèmes* (Ottawa: Condition féminine Canada, 2005), p. 8-9. http://www.swc-cfc.gc.ca/resources/consultations/ges09-2005/aboriginal_f.pdf

CHAPITRE 3 – EMPLOIS

- 1 Statistique Canada, *Certaines caractéristiques de la population active (50), identité autochtone (8), groupes d'âge (5A), sexe (3) et région de résidence (7) pour la population de 15 ans et plus, pour le Canada, les provinces et les territoires, recensement de 2001 —Données-échantillon (20%) (tableau), Tableaux thématiques : Peuples autochtones du Canada*. (Ottawa: Statistique Canada, 19 novembre 2003), Recensement du Canada de 2001, n° 97F0011XCB2001044 au catalogue.
- 2 Statistique Canada, *Regard sur le marché du travail canadien, 2005* (Ottawa: Statistique Canada, 2006), n° 71-222-XIF au catalogue, p. 95. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/71-222-XIF/71-222-XIF2006001.pdf>
- 3 Statistique Canada, *Certaines caractéristiques de la population active* (tableau).
- 4 Statistique Canada, *Certaines caractéristiques de la population active* (tableau).
- 5 AINC, « Income Assistance Reform—The Way Forward » (Ottawa: AINC, 2006.), p. 4.
- 6 Michael Mendelson, *Aboriginal Peoples and Postsecondary Education in Canada* (Ottawa: Caledon Institute of Social Policy, 2006), p. 8. <http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/595ENG.pdf>
- 7 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 8 Statistique Canada, *Certaines caractéristiques du revenu (35A), identité autochtone (8), groupes d'âge (6), sexe (3) et région de résidence (7) pour la population, pour le Canada, les provinces et les territoires, recensement de 2001 —Données-échantillon (20%) (tableau), Tableaux thématiques : Peuples autochtones du Canada* (Ottawa: Statistique Canada, 10 décembre 2003), Recensement du Canada de 2001, n° 97F0011XCB2001046 au catalogue.
- 9 Coryse Ciceri et Katherine Scott, « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon (Toronto: Thompson Educational Publishing Inc., 2006), p. 17.
- 10 Jeremy Hull, *Les mères seules autochtones au Canada, 1996 : un profil statistique* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada), p. xiii-xiv. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/smt/index_f.html
- 11 Statistique Canada, Totalisations personnalisées provenant de l'Enquête sur la population active, octobre 2006.
- 12 Ciceri et Scott, « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », p. 17.
- 13 Ciceri et Scott, « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », p. 17.
- 14 Ciceri et Scott, « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », p. 18.
- 15 Ciceri et Scott, « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », p. 19.
- 16 Calculs fondés sur les données de Statistique Canada, *Certaines caractéristiques du revenu, identité autochtone* (tableau).
- 17 Statistique Canada, *Certaines caractéristiques de la population active* (tableau).
- 18 Les données de cette section sont tirées de Statistique Canada, Totalisations personnalisées provenant de l'Enquête sur la population active, octobre 2006, sauf indication contraire.
- 19 Ciceri et Scott, « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », p. 8.
- 20 Ciceri et Scott, « The Determinants of Employment among Aboriginal Peoples », p. 23.

CHAPITRE 4 – ÉDUCATION, LANGUE ET CULTURE

- 1 OCDE, *Petite enfance, grands défis II : éducation et structure d'accueil* (Paris: Publications OCDE, 2006), p. 116.
- 2 Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), « Income Assistance Reform—The Way Forward » (Ottawa: AINC, 2006), p. 4.
- 3 Congrès des Peuples Autochtones, « Child Care Spaces Initiative », *ELCC Bulletin* n° 4 (automne 2006).
- 4 Jennifer Dickson, Pauktutit Inuit Women of Canada, correspondance personnelle, 1^{er} août 2007.
- 5 Canada, *Activités et dépenses relatives au développement de la petite enfance : activités et dépenses relatives à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants, 2003-2004* (Ottawa: Gouvernement du Canada, 2005), p. 70-72. <http://www.unionsociale.ca/SP544F.pdf>
- 6 Canada, *Activités et dépenses relatives au développement de la petite enfance*, p. 67-68.

- 7 Santé Canada, « Stratégie sur le développement de la petite enfance pour les enfants autochtones : expansion du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA) » (Ottawa: Santé Canada, 2005), consulté le 25 juin 2007.
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/famil/develop/ahs-papa_expansion_f.html
- 8 Native Council of Canada, *Native Child Care: the Circle of Care* (Ottawa: Native Council of Canada, 1990).
- 9 AINC, *Table ronde Canada-Autochtones : L'apprentissage continu chez les Autochtones – document d'information* (Ottawa: Gouvernement du Canada, 2004), p. 3. http://aboriginalroundtable.ca/sect/lrng/bckpr/INAC_BgPaper_LLL1_2_f.pdf
- 10 Michael Mendelson, *Aboriginal Peoples and Postsecondary Education in Canada* (Ottawa: Caledon Institute of Social Policy, 2006), p. 18.
<http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/595ENG.pdf>
- 11 Assemblée des Premières Nations (APN), *Document préliminaire sur l'apprentissage continu* (Ottawa: APN, 2004), p. 2.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/lrng/bckpr/AFN_BgPaper_LLL1_2_f.pdf
- 12 Jeremy Hull, *Résultats de la population autochtone dans l'enseignement postsecondaire et sur le marché du travail Canada, 2001* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada, 2005), p. 51-52. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/pse/01/01_f.pdf
- 13 Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone.
- 14 Organisation nationale de la santé autochtone (ONSA), « Sondage du Centre des Premières Nations sur les problèmes et les priorités de la santé chez les jeunes », consulté le 8 août 2007. http://www.naho.ca/firstnations/french/nations_circle_reports_stats.php
- 15 Laura Metcalfe, *Exploring Empowering Education for Marginalized Youth in Toronto* (Toronto: For Youth Initiative, 2003), p. 20.
http://www.foryouth.ca/resources/downloads/empowering_report.pdf
- 16 Metcalfe, *Education for Marginalized Youth*, p. 20.
- 17 Paul Maxim et Jerry White, « School Completion and Workforce Transitions », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon (Toronto: Thompson Educational Publishing Inc., 2006), p. 38-39.
- 18 AINC, *Table ronde : L'apprentissage continu*, p. 22.
- 19 Mendelson, *Aboriginal Peoples and Postsecondary Education*, p. 21.
- 20 AINC, *Table ronde : L'apprentissage continu*, p. 3.
- 21 AINC, *Table ronde : L'apprentissage continu*, p. 22.
- 22 AINC, *Table ronde : L'apprentissage continu*, p. 22.
- 23 Statistique Canada, *L'éducation au Canada : viser plus haut, série « analyses »*, Recensement de 2001 (Ottawa: Statistique Canada, 2003), n° 96F0030XIF2001012 au catalogue, p. 17.
<http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/educ/pdf/96F0030XIF2001012.pdf>
- 24 Jeremy Hull, *Les femmes autochtones : profil d'après le Recensement de 2001* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada, 2006), p. 50.
http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/pub/abw/abw_f.pdf
- 25 Hull, *Les femmes autochtones : profil*, p. 50.
- 26 APN, Discours d'ouverture par Phil Fontaine, chef national de l'Assemblée des Premières Nations (Gatineau (Québec): Forum de politique/Assemblée extraordinaire des chefs, 22 mai 2007).
- 27 Maxim et White, « School Completion and Workforce Transitions », p. 35.
- 28 Metcalfe, *Education for Marginalized Youth*, p. 20.
- 29 Statistique Canada, « Enquête auprès des peuples autochtones : bien-être de la population autochtone hors réserve », *Le Quotidien* (Ottawa: Statistique Canada, 24 septembre 2003), n° 11-001-XIF au catalogue. <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/030924/q030924.pdf>
- 30 Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, *Pour changer le cours des choses : l'amélioration de l'accès aux études postsecondaires des peuples Autochtones au Canada* (Montréal: Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 2005), p. 4.
<http://www.boursesmillenaire.ca/images/Publications/nrm-pour-changer-le-cours-des-choses-fr.pdf>
- 31 APN, *L'apprentissage continu*, p. 18.
- 32 Mary Jane Norris, « Aboriginal Languages in Canada: Trends and Perspectives on Maintenance and Revitalization », dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon (Toronto: Thompson Educational Publishing, 2006), p. 198.
- 33 Norris, « Aboriginal Languages », p. 199-200.
- 34 Norris, « Aboriginal Languages », p. 207.
- 35 Stephen Wurm, dir., *Atlas des langues en péril dans le monde*, (Paris: Éditions UNESCO, 1996), p. 24-25.

- 36 Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), *Document d'information sur les Inuits et l'éducation* (Ottawa: ITK, 2004), p. 14.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/lrng/bckpr/ITK_BgPaper_LLL1_2_f.pdf
- 37 Ressources humaines et Développement des compétences Canada, *Les jeunes Canadiens : qui sont-ils et que veulent-ils?* (Gatineau (Québec): Ressources humaines et Développement des compétences Canada, 2005), section 10.
<http://www.youth.gc.ca/yoaux.jsp?lang=fr&flash=1&ta=1&auxpageid=847>
- 38 ITK, *Les Inuits et l'éducation*, p. 14-15.
- 39 Canada, Commission royale sur les peuples autochtones, *Points saillants du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, (Ottawa: Ministre des Approvisionnements et Services, 1996), http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/rpt/gs_f.html
- 40 APN, « Équité financière pour les Premières Nations ». (Ottawa: APN, [s.d.]), <http://www.afn.ca/misc/ffn-fr.pdf>
- 41 Michael Mendelson, *Improving Primary and Secondary Education on Reserves in Canada* (Ottawa: Caledon Institute of Social Policy, 2006), p. 2.
<http://www.caledoninst.org/Publications/PDF/608ENG.pdf>
- 42 *Gazette du Canada*, partie III, vol. 29, n° 2 (31 janvier 2007).

CHAPITRE 5 – SANTÉ, MIEUX-ÊTRE ET SÉCURITÉ

- 1 Santé Canada, *Session sectorielle sur la santé : document d'information* (Ottawa: Gouvernement du Canada, 2004), p. 6.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hlth/bckpr/HC_BgPaper_f.pdf
- 2 Santé Canada, *Session sectorielle sur la santé : document d'information*, p. 7.
- 3 Assemblée des Premières Nations (APN)/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations (ERS) 2002/03. Résultats de l'enquête sur les enfants, les jeunes et les adultes dans les communautés de Premières Nations*, 2^e éd. révisée. (Ottawa: Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, 2007), p. 261.
<http://rhs-ers.ca/english/pdf/rhs2002-03reports/rhs2002-03-technicalreport-afn.pdf> (texte anglais seulement)
- 4 Santé Canada, « Diabète : Initiative sur le diabète chez les Autochtones » (Ottawa: Santé Canada, 2007).
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/diseases-maladies/diabete/index_f.html
- 5 Environics Research Group, *2004 Baseline Study Among First Nations On-reserve and Inuit in the North*, cité dans : Santé Canada, « Tabac : faits sur les taux de tabagisme » (Ottawa: Santé Canada, 2005). http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/substan/tobac-tabac/index_f.html - faits
- 6 Santé Canada, *La santé des Premières nations et des Inuits au Canada : un second diagnostic* (Ottawa: Santé Canada, 1999).
- 7 Janet, C. Curry, *Meilleures pratiques : traitements et réadaptation des jeunes ayant des problèmes attribuables à la consommation d'alcool et d'autres drogues* (Ottawa: Santé Canada, 2001), p. 18, citation de : Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies et le Centre de toxicomanie et de santé mentale, *Profil canadien : alcool, tabac et autres drogues*, vols. 1997 et 1999.
http://www.hc-sc.gc.ca/hl-vs/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/adp-apd/youth-jeunes/youth-jeunes_f.pdf
- 8 Curry, *Meilleures pratiques*, p. 19.
- 9 Alberta, Premier's Task Force on Crystal Meth, *Fighting Back* (Edmonton: Gouvernement de l'Alberta, 2006). <http://www.premier.alberta.ca/cmeth>
- 10 Madeleine Dion Stout et Gregory D. Kipling, *Nouvelles priorités concernant la santé des enfants et des jeunes Inuits et des Premières nations* (Ottawa: Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits (DGSPNI), Santé Canada, 1999).
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/pubs/develop/1999_priorit-child-enfant/index_f.html
- 11 Santé Canada, « Profil statistique de la santé des Premières nations au Canada : points saillants des statistiques de la santé des Premières nations » (Ottawa: Santé Canada, 2005). http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/pubs/gen/stats_profil_f.html
- 12 APN/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *ERS*, p. 265. (texte anglais seulement)
- 13 Santé Canada, « VIH et sida : quelques faits sur le VIH et le sida chez les Premières nations et les Inuits » (Ottawa: Santé Canada, 2006).
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/diseases-maladies/aids-sida/index_f.html
- 14 Curry, *Meilleures pratiques*, p. 19.
- 15 Santé Canada, « Prévention du suicide : renseignements sur le taux de suicide » (Ottawa: Santé Canada, 2003).
http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/promotion/suicide/index_f.html
- 16 APN/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *ERS*, p. 217. (texte anglais seulement)
- 17 Dion Stout et Kipling, *Nouvelles priorités*.
- 18 APN/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *ERS*, p. 221. (texte anglais seulement)
- 19 Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), *Document d'information sur la santé des Inuits* (Ottawa: ITK, 2004), p. 2.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hlth/bckpr/ITK_BgPaper_f.pdf

- 20 Santé Canada, *Session sectorielle sur la santé : document d'information*, p. 7.
- 21 APN/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *ERS*, p. 247. (texte anglais seulement)
- 22 APN/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *ERS*, p. 239. (texte anglais seulement)
- 23 Martin Turcotte et Grant Schellenberg, *Un portrait des aînés au Canada* (Ottawa: Statistique Canada, 2007), n° 89-519-XPF au catalogue de Statistique Canada, p. 237. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/89-519-XIF/89-519-XIF2006001.pdf>
- 24 Santé Canada, *Profil statistique de la santé des Premières nations au Canada pour l'an 2000* (Ottawa: Santé Canada, 2002), p. 49.
- 25 Michelle M. Mann, *Les femmes autochtones : un document d'information sur les problèmes* (Ottawa: Condition féminine Canada, 2005), p. 7. http://www.swc-cfc.gc.ca/resources/consultations/ges09-2005/aboriginal_f.pdf
- 26 Statistique Canada, *Mesure de la violence faite aux femmes : tendances statistiques 2006* (Ottawa: Statistique Canada, 2006), n° 85-570-XIF au catalogue, p. 70 et 73. <http://www.statcan.ca/francais/research/85-570-XIF/85-570-XIF2006001.pdf>
- 27 Jodi-Anne Brzozowski, Andrea Taylor-Butts et Sara Johnson, « La victimisation et la criminalité chez les autochtones du Canada », *Juristat*, 26, 3 (juin 2006), n° 85-002-XIF au catalogue de Statistique Canada, p. 7. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/85-002-XIF/85-002-XIF2006003.pdf>
- 28 Mann, *Les femmes autochtones*, p. 2-3.
- 29 Mann, *Les femmes autochtones*, p. 3.
- 30 Amnesty internationale Canada, *Canada : On a volé la vie de nos sœurs - Discrimination et violence contre les femmes autochtones* (Ottawa: Amnesty internationale, 2004), p. 2. <http://www.amnesty.ca/campaigns/resources/amr2000304.pdf> (site anglais seulement), <http://web.amnesty.org/library/index/fraamr200012004> (sommaire français)
- 31 Amnesty internationale Canada, *On a volé la vie de nos sœurs*, p. 23-24. (texte anglais seulement)
- 32 Mann, *Les femmes autochtones*, p. 3.
- 33 APN/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *ERS*, chapitres 16-25. (texte anglais seulement)
- 34 Statistique Canada, *La population métisse du Canada* (Ottawa: Statistique Canada, 2004), Diapositive 20. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/stscan/Metis_f.pdf
- 35 Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Document d'information sur le logement des Autochtones – Partie ii* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004), p. 31. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hsng/bckpr/INAC_annexb_f.pdf
- 36 Institut canadien d'information sur la santé, *Améliorer la santé des Canadiens* (Ottawa: Institut canadien d'information sur la santé, 2004), p. 78. http://secure.cih.ca/cihiweb/dispPage.jsp?cw_page=PG_39_F&cw_topic=39&cw_rel=AR_322_F
- 37 APN, *Document d'information sur la santé des Premières nations* ([Ottawa]: APN, 2004), p. 1-2. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hlth/bckpr/AFN_BgPaper_f.pdf
- 38 ITK, *La santé des Inuits*, p. 9.
- 39 Par exemple, voir une description de certaines initiatives des Premières nations intégrant les soins de santé primaires et les soins de santé continus ayant porté fruit dans : APN, *La santé des Premières nations*, p. 6-7.
- 40 APN, *La santé des Premières nations*, p. 6.
- 41 ITK, *La santé des Inuits*, p. 9.
- 42 Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, *Jeunes exposé général*, (Ottawa: Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, 2007). <http://www.ccsa.ca/CCSA/FR/Topics/Populations/YouthOverview.htm>
- 43 ITK, *La santé des Inuits*, p. 7.
- 44 Alastair MacPhee, correspondance personnelle, 3 août 2007.
- 45 Alberta, *Fighting Back*
- 46 Valerie Gideon, correspondance personnelle, 1^{er} janvier 2007.
- 47 ITK, *La santé des Inuits*, p. 8.
- 48 *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, ch. 11.
- 49 *Loi sur les Indiens*, L.R.C. 1985, ch. I-5, art. 81(1)(a) tel que modifié.

CHAPITRE 6 - LOGEMENT

- 1 Stewart Clatworthy et Mary Jane Norris, « Aboriginal Mobility and Migration: Trends, Recent Patterns, and Implications: 1971-2001 » dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward Making a Difference (volume IV)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon (Toronto: Thompson Educational Publishing, 2007), p. 228.
- 2 Indigenous Network on Economics and Trade (INET), et al., *Independent Indigenous Submission to the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights in Response to Canada's Periodic Reports*, Joint Submission to the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights, 36th Session, mai 2006, p. 36. <http://www.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/info-ngos/independentindigenous.pdf>
- 3 Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), *Document d'information sur le logement des Autochtones – Partie ii* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004), p. 19. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hsng/bckpr/INAC_annexb_f.pdf
- 4 City of Toronto, City Planning Division, *Perspectives on Housing Affordability* (Toronto: City of Toronto, 2006), p. 21. http://www.toronto.ca/planning/pdf/housing_afford.pdf
- 5 SCHL, *Série sur le logement selon les données du recensement de 2001 - Numéro 6 révisé - Ménages autochtones*, Série socio-économique, numéro 04-036 (Ottawa: SCHL, 2004), p. 3. <http://www.cmhc-schl.gc.ca/odpub/pdf/63696.pdf>
- 6 SCHL, *Ménages autochtones*, p. 3.
- 7 Une région métropolitaine de recensement (RMR) ou une agglomération de recensement (AR) est formée d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'une grande région urbaine (appelée noyau urbain). Un noyau urbain doit compter au moins 10 000 habitants pour former une agglomération de recensement et au moins 100 000 habitants pour former une région métropolitaine de recensement.
- 8 SCHL, *Ménages autochtones*, p. 3.
- 9 Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), Environment and Health Department.
- 10 ITK, *Document d'information sur les Inuits et le logement* (Ottawa: ITK, 2004), p. 6. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hsng/bckpr/ITK_BgPaper_f.pdf
- 11 Shelley Trevethan, et al., *Les besoins des délinquants inuits incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux* (Ottawa: Service correctionnel du Canada, 2004). http://www.csc-scc.gc.ca/text/rsrch/reports/r142/r142_f.shtml
- 12 SCHL, *Document d'information sur le logement des Autochtones* (Ottawa: Affaires indiennes et du Nord Canada, 2004), p. 3-4. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hsng/bckpr/INAC_BgPaper_f.pdf
- 13 Canada, Commission royale sur les peuples autochtones, *Kapitiipis e-pimchtheyahk : Vancouver, Winnipeg et Montréal*, par Lauri Gilchrist et R. Anthony Winchester, Rapports de recherche CRPA, Dimension urbaine, dans *Pour sept générations : legs documentaire de la Commission royale sur les peuples autochtones* [CD-ROM] (Ottawa: Libraxus, 1997).
- 14 SCHL, *Étude contextuelle sur le problème des jeunes sans-abri*, Série socio-économique, numéro 86 (Ottawa: SCHL, 2001), p. 1-2. <http://www.cmhc.ca/publications/fr/rh-pr/socio/socio086.pdf>
- 15 SCHL, *Jeunes sans-abri*, p. 1-2.
- 16 SCHL, *Document d'information sur le logement des Autochtones*, p. 2-3.
- 17 Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), « Fiche d'information : Logement des autochtones » (Ottawa: AINC, 2006), consultation le 29 juin 2007. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/info/fnsocet/abhsg_f.html
- 18 SCHL, *Document d'information sur le logement des Autochtones*, p. 4-5.
- 19 AINC, *Données ministérielles de base 2003* (Ottawa: AINC, 2004), p. 63-64. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/sts/bdd03/bdd03_f.pdf
- 20 CBC News, « Aboriginal peoples, 10 years after the royal commission », 21 novembre 2006. <http://www.cbc.ca/news/background/aboriginals/status-report2006.html>
- 21 Santé Canada, « Avis concernant la qualité de l'eau potable ». (Ottawa: Santé Canada, 2007), consultation le 18 juin 2007. http://www.hc-sc.gc.ca/fnih-spni/promotion/water-eau/advis-avis_concern_f.html
- 22 30 & 31 Victoria, ch. 3 (R.-U.).
- 23 L.R.C. 1985, ch. 1-5.
- 24 Michelle M. Mann, *Les femmes autochtones : un document d'information sur les problèmes* (Ottawa: Condition féminine Canada, 2005), p. 5-6. http://www.swc-cfc.gc.ca/resources/consultations/ges09-2005/aboriginal_f.pdf
- 25 Mann, *Les femmes autochtones*, p. 4-6.
- 26 L.R. 1985, ch. H-6.
- 27 Mann, *Les femmes autochtones*, p. 5-6.

CHAPITRE 7 – LES ENFANTS ET LES JEUNES « PRIS EN CHARGE »

- 1 C. Blackstock et N. Trocmé, *Community Based Child Welfare for Aboriginal Children: Supporting Resilience through Structural Change* (Toronto: CEPB, 2004), p. 4. www.cecw-cepb.ca/files/file/en/communityBasedCWAAboriginalChildren.pdf
- 2 P. Gough, et al., *Les voies menant à la surreprésentation des enfants autochtones dans les services de protection des enfants*, Feuille d'information CEPB #23F (Toronto: University of Toronto, 2005), p. 1-2. <http://www.cecw-cepb.ca/files/file/fr/AboriginalChildren23F.pdf>
- 3 Voir, par exemple, « Chapter 13—The Impacts of Residential Schools » dans Assemblée des Premières Nations/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations (ERS) 2002/03. Résultats de l'enquête sur les enfants, les jeunes et les adultes dans les communautés de Premières Nations*, 2^e éd. révisée. (Ottawa: Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, 2007). <http://rhs-ers.ca/english/pdf/rhs2002-03reports/rhs2002-03-technicalreport-afn.pdf> (texte anglais seulement).
- 4 L.R.C. 1985, ch. I-5.
- 5 K. Richard, « A commentary against Aboriginal to non-Aboriginal adoption », *First Peoples Child and Family Review* 1, 1 (septembre 2004), p. 102. http://www.fncfcs.com/pubs/vol1num1/Richard_pp101-109.pdf
- 6 Blackstock et Trocmé, *Community Based Child Welfare*, p. 6.
- 7 Gough, et al., *Les voies*, p. 1-2.
- 8 First Nations Child and Family Caring Society of Canada, *Non Discrimination and Diversity*, submission to the United Nations Committee on the Rights of the Child, 29 août 2003, p. 3. <http://www.fncfcs.com/docs/UnitedNationsMay2004.pdf>
- 9 Richard, « Aboriginal to non-Aboriginal adoption », p. 102-103.
- 10 Richard, « Aboriginal to non-Aboriginal adoption », p. 101.
- 11 Statistique Canada, *Population ayant déclaré une identité autochtone, selon le groupe d'âge, par province et territoire (Recensement de 2001)* (tableau). *Tableaux sommaires*, consultation le 4 juillet 2007. <http://www.statcan.ca/lo1/cst01/demo40a.htm?sdi=aboriginal%20identity>
- 12 Colombie-Britannique, Ministry of Child and Family Development, *Annual Service Plan Report 2005/06* (Victoria: Gouvernement de la Colombie-Britannique, 2006), p. 4. http://www.bcbudget.gov.bc.ca/Annual_Reports/2005_2006/cfd/cfd.pdf
- 13 Bruce Hallet, *Les Autochtones au Manitoba* (Winnipeg: Service Canada, 2006), p. 48-49. <http://www1.servicecanada.gc.ca/fr/mb/autochtones/autochtones.pdf>
- 14 Blackstock et Trocmé, *Community Based Child Welfare*, p. 5.
- 15 Assemblée des Premières Nations (APN), « L'Assemblée des Premières Nations et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations du Canada ont déposé aujourd'hui une plainte auprès de la Commission canadienne des droits de la personne au sujet des services à l'enfance des Premières nations » (Ottawa: APN, 23 février 2007). <http://www.afn.ca/article.asp?id=3375>
- 16 APN, « L'Assemblée des Premières Nations signe une entente de partenariat sur le bien-être des enfants des Premières Nations » (Ottawa: APN, 21 novembre 2006). <http://www.afn.ca/article.asp?id=3142>
- 17 Nancy MacDonald et Judy MacDonald, « Reflections of a Mi'kmaq social worker on a quarter of a century work in First Nations child welfare », *First Peoples Child and Family Review* 3, 1 (2007), p. 42. http://www.fncfcs.com/pubs/vol3num1/MacDonald_MacDonald_pp34.pdf
- 18 Phil Fontaine, « The Native Fiscal Imbalance », *The Globe and Mail*, 30 octobre 2006, p. A19.
- 19 P. Gough, C. Blackstock, et N. Bala, *La compétence et les modes de financement des organismes des Premières nations au service des enfants et des familles autochtones*, Feuille d'information CEPB #30F (Toronto: University of Toronto, 2005), p. 1-2. <http://www.cecw-cepb.ca/files/file/fr/JurisdictionandFunding30F.pdf>

CHAPITRE 8 - JUSTICE

- 1 Bureau de l'Enquêteur correctionnel (BEC), *Rapport annuel du Bureau de l'Enquêteur correctionnel 2005-2006* (Ottawa: Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada, 2006), p. 11-12. http://www.oci-bec.gc.ca/reports/AR200506_download_f.asp
- 2 BEC, « Fiche d'information : détenus autochtones » (Ottawa: BEC, 2006), consultation le 10 juillet 2007. http://www.oci-bec.gc.ca/newsroom/bk-AR0506_f.asp
- 3 BEC, « Détenus autochtones ».
- 4 BEC, *Rapport annuel*, p. 11-12.
- 5 BEC, « Discrimination systémique à l'égard des délinquants autochtones dans les prisons du Canada » (Ottawa: BEC, 16 octobre 2006). http://www.oci-bec.gc.ca/newsroom/releases/20061016_f.asp

- 6 Larry Chartrand et Celeste McKay, *Revue de la recherche sur la victimisation criminelle et les membres des Premières nations, les Métis et les Inuits, 1990 à 2001* (Ottawa: Ministère de la Justice Canada, 2006), p. 48-49. <http://www.justice.gc.ca/fr/ips/rs/rep/2006/r06-vic1/r06-vic1.pdf>
- 7 Conseil national du bien-être social, *La justice et les pauvres* (Ottawa: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2000). <http://www.ncwcnbes.net/fr/publications/pub-111.html>
- 8 Jodi-Anne Brzozowski, Andrea Taylor-Butts et Sara Johnson, « La victimisation et la criminalité chez les peuples autochtones du Canada », *Juristat*, 26, 3 (juin 2006), n° 85-002-XIF au catalogue de Statistique Canada, p. 14-15. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/85-002-XIF/85-002-XIF2006003.pdf>
- 9 BEC, « Détenus autochtones ».
- 10 Jeff Latimer et Laura Casey Foss, *Profil instantané d'une journée des jeunes Autochtones sous garde au Canada : Phase II* (Ottawa: Ministère de la Justice Canada, 2004), p. iii. <http://justice-canada.net/fr/ps/rs/rep/2004/snap2/snapshot2.pdf>
- 11 Trois pour cent étaient inconnus. Latimer et Casey Foss, *Profil instantané d'une journée*, p. 11.
- 12 Latimer et Casey Foss, *Profil instantané d'une journée*, p. 21-22.
- 13 Brzozowski, Taylor-Butts et Johnson, « La victimisation et la criminalité », p. 1.
- 14 Chartrand et McKay, *La victimisation criminelle*, chapitre 6.
- 15 Nicole Eshkakogan, « Young Aboriginal Women Missing: Who Cares? » AYN News, 1^{er} avril 2003. <http://www.ayn.ca/ViewNews.aspx?id=267>
- 16 Pour de plus amples renseignements, voir le site Web de l'AFAC. <http://www.nwac-hq.org/fr/background.html>
- 17 Canada, Commission royale sur les peuples autochtones, *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, vol. 3 : Vers un ressourcement (Ottawa: Ministre de l'Approvisionnement et des Services, 1996), p. 69-71. http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/index_f.html
- 18 Association canadienne de justice pénale, *Les Autochtones et le système de justice pénale* (Ottawa: Association canadienne de justice pénale, 2000). <http://www.ccja-acjp.ca/fr/autocht.html>
- 19 Latimer et Casey Foss, *Profil instantané d'une journée*, p. 11.
- 20 L.R.C. 1985, ch. C-46.
- 21 L.C. 2002, ch. 1.
- 22 Les données concernant les jeunes bénéficiant du Programme de réinsertion sociale sont sans doute inférieures à la réalité, puisque les services de police ne tiennent pas tous compte des jeunes faisant l'objet de telles mesures.
- 23 Brzozowski, Taylor-Butts et Johnson, « La victimisation et la criminalité », p. 11-12.
- 24 Brzozowski, Taylor-Butts et Johnson, « La victimisation et la criminalité », p. 28.

- Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC). *Table ronde Canada-Autochtones : L'apprentissage continu chez les Autochtones - document d'information*, Ottawa: Gouvernement du Canada, 2004. http://aboriginalroundtable.ca/sect/lrng/bckpr/INAC_BgPaper_LLL1_2_f.pdf
- AINC. *Données ministérielles de base 2003*, Ottawa, AINC, 2004. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/sts/bdd03/bdd03_f.pdf
- AINC. *Données ministérielles de base 2004* (Ottawa: AINC, 2005). http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/sts/bdd03/bdd03_f.pdf
- AINC. « Fiche d'information : Logement des autochtones », Ottawa, AINC, 2006. http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/info/fnsoccc/abhsq_f.html
- AINC. « Income Assistance Reform—The Way Forward », Ottawa, AINC, 2006.
- Alberta. Premier's Task Force on Crystal Meth. *Fighting Back*, Edmonton, Government of Alberta, 2006. <http://www.premier.alberta.ca/cmeth>
- L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance. *Être itinérant : Premier bulletin sur l'itinérance à Ottawa en 2004*, Ottawa, L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance, 2005. http://www.endhomelessnessottawa.ca/pdf/Rapport_Ottawa_sur_les_sans-abri_2004.pdf
- Amnesty International Canada. *Canada: Stolen Sisters - A Human Rights Response to Discrimination and Violence against Indigenous Women in Canada*, Ottawa, Amnesty International, 2004. <http://www.amnesty.ca/campaigns/resources/amr2000304.pdf>
- Assemblée des Premières Nations (APN). *Background Paper on Lifelong Learning*, Ottawa, APN, 2004. <http://www.afn.ca/cmslib/general/LLL-BP.pdf>
- APN. *Document d'information sur la santé des Premières nations*, [Ottawa], APN, 2004. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/hlth/bckpr/AFN_BgPaper_f.pdf
- APN. « L'Assemblée des Premières Nations signe une entente de partenariat sur le bien-être des enfants et lance son plan d'action et de leadership sur le bien-être des enfants des Premières Nations », Ottawa, APN, 21 novembre 2006. <http://www.afn.ca/article.asp?id=3142>
- APN. *Les dix ans de la Commission royale sur les peuples autochtones : bilan*, Ottawa, APN, 2006. http://www.afn.ca/cmslib/general/afn_crpa.pdf
- APN. « L'Assemblée des Premières Nations et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations du Canada ont déposé aujourd'hui une plainte auprès de la Commission canadienne des droits de la personne au sujet des services à l'enfance des Premières nations », Ottawa, APN, 23 février 2007. <http://www.afn.ca/article.asp?id=3375>
- APN, Discours d'ouverture par Phil Fontaine, chef national de l'assemblée des premières nations, Gatineau (Québec), Forum de politique assemblée extraordinaire des chefs, 22 mai 2007.
- APN. « Les premières nations demandent à tous les canadiens de les appuyer le 29 juin 2007 », Ottawa, APN, 23 mai 2007. <http://www.afn.ca/article.asp?id=3636>
- APN. « Équité financière pour les Premières Nations », Ottawa: APN, [s.d.] <http://www.afn.ca/misc/ffn-fr.pdf>
- Assemblée des Premières Nations/Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations. *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations (ERS) 2002/03. Résultats de l'enquête sur les enfants, les jeunes et les adultes dans les communautés de Premières Nations*, 2^e éd. Révisée, Ottawa, Comité de gouvernance de l'information des Premières Nations, 2007. <http://rhs-ers.ca/english/pdf/rhs2002-03reports/rhs2002-03-technicalreport-afn.pdf> (texte anglais seulement)
- Association canadienne de justice pénale. *Les Autochtones et le système de justice pénale*, Ottawa, Association canadienne de justice pénale, 2000. <http://www.ccja-acjp.ca/fr/autocht.html>
- Ball, Jessica et Ron George. « Policies and Practices Affecting Aboriginal Fathers' Involvement with their Children » dans *Aboriginal Policy Research: Moving Forward, Making A Difference (volume III)*, sous la direction de Jerry P. White, Paul Maxim et Dan Beavon, Toronto, Thompson Educational Publishing, 2006.
- Blackstock, C. et N. Trocmé. *Community Based Child Welfare for Aboriginal Children: Supporting Resilience through Structural Change*, Toronto, CEPB, 2004. www.cecw-cepb.ca/files/file/en/communityBasedCWAAboriginalChildren.pdf
- Brzowski, Jodi-Anne, Andrea Taylor-Butts et Sara Johnson. « La victimisation et la criminalité chez les peuples autochtones du Canada », *Juristat*, vol. 26, n° 3 (juin 2006), n° 85-002-XIF au catalogue de Statistique Canada. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/85-002-XIF/85-002-XIF2006003.pdf>
- Bureau de l'Enquêteur correctionnel (BEC). *Rapport annuel du Bureau de l'Enquêteur correctionnel 2005-2006*, Ottawa, Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada, 2006. http://www.oci-bec.gc.ca/reports/AR200506_download_f.asp
- BEC. « Fiche d'information : détenus autochtones », Ottawa, BEC, 2006. http://www.oci-bec.gc.ca/newsroom/bk-AR0506_f.asp
- BEC. « Discrimination systémique à l'égard des délinquants autochtones dans les prisons du Canada », Ottawa, BEC, 16 octobre 2006.

Statistique Canada. *Certaines caractéristiques de la population active (50), identité autochtone (8), groupes d'âge (5A), sexe (3) et région de résidence (7) pour la population de 15 ans et plus, pour le Canada, les provinces et les territoires, recensement de 2001 — Données-échantillon (20%)* (tableau), *Tableaux thématiques : Peuples autochtones du Canada*, Ottawa: Statistique Canada, 19 novembre 2003, Recensement du Canada de 2001, n° 97F0011XCB2001044 au catalogue.

Statistique Canada. *Certaines caractéristiques du revenu (35A), identité autochtone (8), groupes d'âge (5A), sexe (3) et région de résidence (7) pour la population de 15 ans et plus, pour le Canada, les provinces et les territoires, recensement de 2001 — Données-échantillon (20%)* (tableau), *Tableaux thématiques : Peuples autochtones du Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 10 décembre 2003, Recensement du Canada de 2001, n° 97F0011XCB2001046 au catalogue.

Statistique Canada. *Certaines caractéristiques du revenu (35), statut d'Indien inscrit (3), groupes d'âge (6) et sexe (3) pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions métropolitaines de recensement, recensement de 2001 — Données-échantillon (20 %)* (tableau), *Tableaux thématiques : Peuples autochtones du Canada*, Ottawa: Statistique Canada, 24 mars 2004, Recensement du Canada de 2001, n° 97F0011XCB2001063 au catalogue.

Statistique Canada. *Tranches de revenu de la famille (21), sexe (3) et groupe autochtone du parent seul (11) pour les familles monoparentales de recensement dans les ménages privés, pour le Canada, les provinces et les territoires, 2000 - Données-échantillon (20 %)* (tableau), *Tableaux thématiques : Revenu des particuliers, des familles et des ménages*, Ottawa, Statistique Canada, 16 juin 2004, Recensement du Canada de 2001, n° 97F0020XCB2001065 au catalogue.

Statistique Canada. *La population métisse du Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 2004.
http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/stscan/Metis_f.pdf

Statistique Canada. *La population inuite du Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 2004. http://www.aboriginalroundtable.ca/sect/stscan/Inuit_f.pdf

Statistique Canada. *Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires : 2001 à 2017*, Ottawa, Statistique Canada, 2005, n° 91-547-XIF au catalogue. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/91-547-XIF/91-547-XIF2005001.pdf>

Statistique Canada. *Regard sur le marché du travail canadien, 2005*, Ottawa, Statistique Canada, 2006, n° 71-222-XIF au catalogue.
<http://www.statcan.ca/francais/freepub/71-222-XIF/71-222-XIF2006001.pdf>

Statistiques Canada. *Mesure de la violence faite aux femmes : Tendances statistiques 2006*, Ottawa, Statistique Canada, 2006, n° 85-570-XIF au catalogue. <http://www.statcan.ca/francais/research/85-570-XIF/85-570-XIF2006001.pdf>

Statistique Canada. *Tendances du revenu au Canada 1980-2005 [CD-ROM]*, Ottawa, Statistique Canada, 2007, n° 13F0022XIF au catalogue.

Statistique Canada. *Population ayant déclaré une identité autochtone, selon le groupe d'âge, par province et territoire (Recensement de 2001)* (tableau), *Tableaux sommaires*. <http://www.statcan.ca/101/cst01/demo40a.htm?sdi=aboriginal%20identity>

Statistique Canada. « *Peuples autochtones du Canada : Définitions* », Ottawa, Statistique Canada, [s.d.]
http://www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/abor/definitions_f.cfm

Trevethan, Shelley, et al. *Les besoins des délinquants inuits incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux*, Ottawa, Service correctionnel du Canada, 2004. http://www.csc-scc.gc.ca/text/rsrch/reports/r142/r142_f.shtml

Turcotte, Martin et Grant Schellenberg. *Un portrait des aînés au Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 2007, n° 89-519-XPF au catalogue de Statistique Canada. <http://www.statcan.ca/francais/freepub/89-519-XIF/89-519-XIF2006001.pdf>

Wurm, Stephen, éd. *Atlas of the World's Languages in Danger of Disappearing*, Paris, UNESCO, 1996.

GÉNÉRIQUE/ À PROPOS DU CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

MEMBRES

John Rook (*président*) – Calgary (Alberta)
Angela Cormier – Wellington (Île-du-Prince-Édouard)
Greg deGroot-Maggetti – Kitchener (Ontario)
James Hughes – Montréal (Québec)
Gail MacDougall – Halifax (Nouvelle-Écosse)
Ronald Murray – Fredericton (Nouveau-Brunswick)
Sonia Racine – Québec (Québec)
Joseph Tietz – Vancouver (Colombie-Britannique)
David Welch – Ottawa (Ontario)

MEMBRES, SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU PROJET AUTOCHTONE (2005/2006)

Hope Hunter – Edmonton (Alberta)
Allyce Herle – Regina (Saskatchewan)
Josie Hill – Winnipeg (Manitoba)
David Welch – Ottawa (Ontario)
David Newhouse
(*conseiller auprès du CNBES,*
Département des études autochtones,
université Trent)

PERSONNEL

Directrice : **Sheila Regehr**

Chercheuse principale et conseillère en politiques : **Cathy Oikawa**

Chercheuse et conseillère en politiques : **Diane Richard**

Adjointe à la recherche : **Musarrat Rana**

Agente à l'information et à l'administration : **Carrie-Ann Breckenridge**

Adjointe administrative : **Claudette Mann**

Rédactrice contractuelle du présent rapport sur les Autochtones :

Michelle M. Mann est une avocate de Toronto, rédactrice et experte-conseil, qui pratique le droit depuis plusieurs années; auparavant, elle a été conseillère juridique au ministère fédéral de la Justice et à la Commission des revendications des Indiens. Elle est l'auteur de nombreux rapports et de chapitres de livres sur des questions touchant les Autochtones, la condition féminine et les droits de la personne.

EXAMINATEURS

Sarah Carrière, *Inuit Tapiriit Kanatami*

Jennifer Dickson, *directrice générale, Pauktuutit Inuit Women of Canada*

Rosalinda Costa, *analyste, Initiative de données relatives aux Autochtones, Statistique Canada*

Lorraine Foreman, *directrice des opérations, Congrès des peuples autochtones*

Alfred J. Gay, *analyste des politiques, Association nationale des centres d'amitié*

Valerie Gideon, *directrice principale, Secrétariat à la santé et au développement social, Assemblée des Premières Nations*

Josie Hill, *ancienne membre du CNBES, directrice générale du centre Ma Mawi Wi Chi Itata*

Hope Hunter, *ancienne membre du CNBES, directrice générale de Boyle Street Community Services*

Soha Kneen, *rechercheuse en chef et gestionnaire des opérations, Environnement, Inuit Tapiriit Kanatami*

Heidi Langille, *coordonnatrice, apprentissage et garde des jeunes enfants, Pauktuutit Inuit Women of Canada*

Sherry Lewis, *directrice générale, Association des femmes autochtones du Canada*

David Newhouse, *président et professeur agrégé, Études autochtones, et professeur agrégé, Administration des affaires, université Trent*

Heather Tait, *conseillère de projet, section responsable des renseignements sur les Inuits, de l'environnement et de la santé, Inuit Tapiriit Kanatami*

Eleanor M. Thomas, *analyste principale, Division des petites enquêtes, Statistique Canada*

Barbara Van Haute, *codirectrice de la santé, Ralliement national des Métis*

Nancy Zukewich, *analyste principale, Initiative de données relatives aux Autochtones, Statistique Canada*

RECHERCHISTES (2005/2006)

John Anderson, *CNBES (a joué un rôle important, notamment dans l'organisation des entrevues pour le présent rapport)*

Lucie Cossette, *CNBES*

Matthew Sanger, *CNBES*

Trica McDiarmid, *rechercheuse contractuelle (Port Coquitlam, Colombie-Britannique)*

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL – TABLE RONDE DE RECHERCHE SUR LA PAUVRETÉ CHEZ LES AUTOCHTONES (2005)

PARTICIPANTS - PARTICIPANTES

John Anderson, *vice-président, Partenariats et alliances stratégiques, Conseil canadien du développement social*

Linda Borden, *membre du Conseil du CNBES – Terre-Neuve-et-Labrador*

Angela Cormier, *membre du Conseil du CNBES – Île-du-Prince-Édouard*

Lucie Cossette, *rechercheur au CNBES, projet sur les Autochtones*

Greg deGroot-Maggetti, *membre du Conseil du CNBES - Ontario*

Peter Dinsdale, *directeur général, Association nationale des centres d'amitié*

Kowesa Effitq, *coordonnateur de projet principal, Inuit Tapiriit Kanatami*

Alfred Gay, *analyste des politiques, Association nationale des centres d'amitié*

Anne Gill, *membre du Conseil du CNBES – Territoires du Nord-Ouest*

Christopher Googoo, *gestionnaire des comptes commerciaux, Ulnooweg Development Group*

Wayne Helgason, *directeur général, Social Planning Council of Winnipeg*

Allyce Herle, *membre du Conseil du CNBES - Saskatchewan*

Josephine Hill, *membre du Conseil du CNBES - Manitoba*

Maggie Hodgson (Hon), *conseillère, pensionnats indiens, Edmonton*

James Hughes, *membre du Conseil du CNBES - Québec*

Hope Hunter, *membre du Conseil du CNBES - Alberta*

Laurie Kilpatrick, *directrice du CNBES*

Ida Labillois-Montour, *présidente, Foyer pour femmes autochtones de Montréal*

John Murphy, *président du CNBES*

Ronald Murray, *membre du Conseil du CNBES – Nouveau-Brunswick*

David Newhouse, *université Trent*

Melinda Norris, *preneuse de notes et sténographe, CNBES*

Cathy Oikawa, *chercheuse principale et conseillère en politiques, CNBES*

Marie Patry, *coordonnatrice, Initiative de données relatives aux Autochtones, Statistique Canada*

Sonia Racine, *membre du Conseil du CNBES – Québec*

Kenn Richard, *directeur exécutif, Native Child and Family Services of Toronto*

Paul E. Skanks, *ainé*

Adeline Webber, *présidente, Whitehorse Aboriginal Women's Circle*

David Welch, *membre du Conseil du CNBES - Ontario*

Valorie Whetung, *conseillère principale, Division de la statistique sociale et autochtone, Statistique Canada*

MANDAT DU CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

La *Loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement* a institué le Conseil national du bien-être social en tant qu'organisme autonome ayant un rôle consultatif auprès du gouvernement fédéral. Le Conseil a pour mandat de conseiller le ministre des Ressources humaines et du Développement social sur des questions relatives aux personnes à faible revenu.

Le Conseil se compose de membres nommés par le gouverneur en conseil qui proviennent de diverses régions du Canada. Ils agissent à titre personnel et non en tant que représentants d'organismes ou d'agences. Depuis le début, on retrouve dans la composition du Conseil une expertise touchant un large éventail de questions de développement social et de sécurité sociale. Les membres ont également reflété divers antécédents allant de l'éducation et du travail social à l'organisation du secteur bénévole et de l'analyse de politique, en incluant l'expérience de vivre dans la pauvreté.

Les rapports du Conseil national du bien-être social ont porté sur une vaste gamme de questions relatives à la pauvreté et à la politique sociale au Canada, notamment les programmes de sécurité du revenu, la réforme du bien-être social, l'assurance-maladie, les seuils de pauvreté et les données statistiques sur la pauvreté, le système de revenus de retraite, la fiscalité, les questions d'emploi, les services sociaux et l'aide juridique.

All publications of the National Council of Welfare are also available in English. For copies, please write to the National Council of Welfare, 112 Kent Street, 9th Floor, Place de Ville, Tower B, Ottawa, Ontario K1A 0J9, or send an e-mail to ncw@magi.com or see our web site at www.ncwcnbes.net.



